

*f* r a n c e  
o r u m

NOUVELLE SÉRIE • n° 44 10 €



LE MONDIALISME :  
UN HUMANISME

# S o m m a i r e

France Forum • n°44 • nouvelle série • décembre 2011

Éditorial .....	2
-----------------	---

## LE MONDIALISME : UN HUMANISME

Le refus de la mondialisation par Charles Delamare .....	3
L'Europe dans un monde désoccidentalisé par Hakim El Karoui .....	14
La voie étroite d'une mondialisation coopérative par Anne-Marie Idrac .....	18
La sphère publique en concurrence par Xavier Fontanet .....	21
Répondre au chagrin des classes moyennes par Nicolas Bouzou .....	25
Cannes 2011 : des avancées sociales placent l'homme au cœur du G20 par Gilles de Robien .....	29
De la fracture sociale à la fracture générationnelle par Emmanuel Faber .....	33
Le destin du social en France par Robert Leblanc .....	37
Une protection sociale pour tous par Marc Foucault .....	41
Les dépenses de santé : qui va payer ? par Christian Prieur .....	44
Le G20 propose... par Henri de Raincourt .....	52
Demain, la nouvelle société européenne et marchande par Paul Camous .....	56
Habemus Papam ? par Jean-Pierre Prévost .....	59
La globalisation, la Chine et l'avenir du système mondial par Benoît Vermander .....	64

## DOSSIERS ET ÉTUDES

Sortir de l'euro : et après ? par Yves-Marie Laulan .....	77
L'Europe fédérale, seul recours pour sauver l'euro par Marc Varangot .....	85
« Non, l'homme n'a pas arrêté de penser », entrevue avec Jean Sérisé .....	91

## MOTS ET HUMEURS

Le dictionnaire du sens interdit par André Le Gall .....	99
A-t-on vraiment besoin de l'euro ? par Jacques Mallet .....	100
Rugby et nationalisme dans le Pacifique par Benoît Marcenac .....	101
Réflexions sur l'âge, l'homme prothèse par Jean Chélini .....	104
« Une manifestation antifranaçaise » par Giuseppe Sacco .....	105

## IL Y A CINQUANTE ANS

L'Angleterre et le navire en marche par Jacques Mallet .....	106
--	-----

## CULTURE ET SOCIÉTÉ

Giacometti et les Étrusques, exposition à la Pinacothèque de Paris par Françoise Colin-Bertin .....	108
L'Exercice de l'État de Pierre Schoeller par Jean-Marie Bordry .....	109

## NOTES DE LECTURE

Mainstream de Frédéric Martel par Arthur Bertin .....	110
Éthique du refus de Christian Savés par Arnaud Brillaud .....	110
Le Secret de l'enclos du temple de Jean d'Aillon par Jean Chélini .....	112

# Le mondialisme : un humanisme

Le pourcentage des exportations dans la production totale du monde représentait 1 % en 1820, 9 % en 1913, résultat de la première mondialisation. Il était retombé à 7 % en 1950, après la crise et la guerre. Il atteint aujourd'hui 25 %.

Ce développement des échanges commerciaux fait l'objet d'une critique acerbe chez certains hommes politiques, parce qu'à l'inverse de ce qui était généralement admis jusqu'alors ils affirment que ce puissant mouvement d'échanges se fait essentiellement au détriment des économies anciennement industrialisées. D'où une forte montée de la revendication d'un nouveau protectionnisme.

Nous pensons qu'il faut prendre du champ par rapport aux chiffres, très impressionnants, qui enregistrent ces échanges matériels et qu'il est temps de réfléchir sur ce qu'ils apportent de positif au plan de la civilisation de notre planète, en quoi créent-ils aussi des tensions sociales et politiques.

L'analyse intellectuelle de l'énorme transformation en cours n'en est qu'à ses débuts. Elle ne paraît guère avoir frôlé l'entendement de la plupart de nos politiques. Ils réagissent à l'égard des problèmes que celle-ci impose dans la plus grande confusion, le plus souvent en se raccrochant à des concepts obsolètes.

Ce numéro de *France Forum*, sans prétendre détenir les clés de la solution, essaie de présenter au moins les questions que pose, à tous, la mondialisation en cours.

Elle va déclencher des processus d'adaptation d'une ampleur aussi considérable que ceux produits par la révolution industrielle du XIX<sup>e</sup> siècle. Ils concerneront l'ensemble des activités humaines, ils entraîneront de lourdes conséquences pour la planète, au moment où le seuil des 7 milliards d'habitants vient d'être dépassé.

Nul doute que des démagogues ou des inconscients essaieront de tirer à leur profit les réactions qui naîtront des contradictions entraînées par ce puissant mouvement.

Il paraîtra peut-être insolent d'affirmer que le mondialisme est un humanisme. C'est que nous pensons qu'au prix de pénibles efforts l'humanité s'acheminera, en fin de processus, vers une nouvelle civilisation englobant les différentes cultures, embrassant les différentes sociétés.

La remise à parité avec l'Occident de grands ensembles humains, tels que ceux de Chine ou de l'Inde, ne doit pas être l'objet de méfiance ou d'envie. Il s'agit d'un retour à l'équité, dont il convient de se féliciter. Il doit servir de tremplin à une profonde réconciliation de l'humanité avec elle-même : la fin de la malédiction, symbolisée par la destruction de la tour de Babel.

Une espérance qui dans la pratique quotidienne ne doit pas être oubliée, même s'il n'est pas permis de se faire bernier par des concurrents peu scrupuleux !

Le mondialisme sera un humanisme, mais l'humanisme est un combat, un dur combat.

*Le comité de rédaction*

# Le refus de la mondialisation

par Charles Delamare

*La crise financière est la partie la plus visible d'une transformation beaucoup plus profonde de l'équilibre mondial. Il en résultera pour l'Occident un « appauvrissement relatif ». Il ne sera pas supporté sans un considérable effort dans la répartition des sacrifices. La justice sociale devient un acte de justesse économique.*

**R**efus, dans le sens du cheval qui s'arrête brusquement et ne franchit pas l'obstacle se trouvant devant lui, ce qui le plus souvent démonte son cavalier, avec grand dommage et beaucoup de casse.

Les Occidentaux sont aujourd'hui entraînés dans une chute comparable devant la mondialisation. Essentiellement parce que leurs dirigeants n'ont pas compris ce que le mouvement récent de globalisation représentait et quelles contraintes il entraîne pour eux et surtout pour leurs administrés. Ils ont été précipités dans la crise, sans même qu'ils aient imaginé qu'elle pourrait survenir un jour du fait de leur gestion sans perspective ni intelligence. On pourrait assimiler leur ahurissement à celui des Aztèques devant l'irruption des Espagnols !

## **La mondialisation, un choc sismique**

Cette modification des rapports entre blocs de peuples n'a pas été voulue, n'a pas été provoquée par une réflexion sur les relations internationales ou préparée par une doctrine politique. Elle résulte, pour ainsi dire par hasard, de trois événements qui, à première vue, n'avaient pas de relation : la fin de l'URSS, le développement des conteneurs et l'instauration en Chine du capitalisme dirigé. Fort peu d'analystes (et un certain nombre d'entre eux écrivirent à ce sujet dans *France Forum*) ont pressenti que la coalescence de ces transformations allait se répercuter avec force sur l'équilibre économique et social des pays occidentaux. La plupart des autres n'ont rien vu venir. À commencer par les dirigeants des États-Unis qui se déclarèrent, sans modestie, les vainqueurs de la guerre froide et s'imaginèrent pouvoir faire ce qui leur convenait dans le monde entier. Sans retenue – à commencer par la guerre...

L'éclatement de l'URSS, en 1990, a paru sonner l'heure universelle du « consensus de Washington », tel qu'il avait été défini dix ans plus tôt, selon lequel il fallait revenir à l'orthodoxie libérale et laisser le marché régler les problèmes de la production et même, en grande partie, ceux du gouvernement des démocraties. L'indiscutable vainqueur de la longue confrontation de la guerre froide crut ainsi

apporter la solution aux difficultés et aux crises qui affectent périodiquement le système capitaliste. Il n'hésita pas à prétendre en faire profiter tout le globe. Il commit, par une faiblesse que les gouvernements prenaient pour une force, l'erreur capitale de maintenir, de développer l'outil que représente le complexe militaro-industriel, instrument indispensable quand il faisait face à un instrument du même type du côté russe. Écrasant, quand l'US Army se mit à boxer contre le vide ! Mais comme Eisenhower l'avait aperçu, il eût fallu une sorte de révolution pour entamer la prépondérance de ce complexe dans l'économie américaine. La globalisation s'inscrivit alors comme la prolongation sur toute la terre du « consensus de Washington », avec l'appui du FMI et des multiples liaisons des multinationales, sous la tutelle, croyait-on, d'un capitalisme euphorique. Fukuyama dispensait les bénédictions indispensables.

Le modèle, peut-être inconscient, de ce développement était celui de l'Angleterre du XIX<sup>e</sup> siècle. Pour la première fois, celle-ci avait « englobé » le monde entier dans son système de domination, d'abord par l'étendue de son empire, ensuite par l'établissement d'une monnaie universelle, l'étalon-or. La place de Londres régula les échanges du « monde civilisé » et, par conséquent, ceux du reste de la planète. Les capitaux anglais s'investissaient partout où se dessinait une possibilité d'un rendement meilleur, des chemins de fer argentins aux plantations de caoutchouc en Malaisie. Bientôt, les revenus de ces placements suffiraient à contrebalancer les déficits commerciaux, notamment pour l'alimentation du peuple anglais.

Les dirigeants américains crurent reprendre ce « fardeau de l'homme blanc », qui n'était pas écrasant, comme l'expression pourrait le faire croire, mais, au contraire, hautement rémunérateur.

Les États-Unis qui pendant la Deuxième Guerre mondiale avaient été « l'arsenal des démocraties » – surtout de la peu démocratique URSS – avaient relayé l'Angleterre dans le rôle de l'atelier industriel du monde.

Ils abandonnèrent largement celui-ci, sans même s'en apercevoir clairement, en raison de l'invention et de la généralisation du conteneur vers 1980. Les frais de transport vers l'étranger lointain, qui apportaient une protection autrement plus efficace que les droits de douane pour les produits industriels lourds tels que les machines, réduisirent à presque rien l'avantage comparatif découlant de la proximité du producteur par rapport au consommateur. Une nouvelle « nation-usine » pouvait désormais se créer à l'image de ce que fut l'Angleterre manchestérienne pendant soixante ans. L'intérêt des entreprises occidentales leur commanda de devenir des multinationales, pour réduire au minimum leurs coûts de production et maximiser leurs bénéfices. Elles ne se firent pas prier.

C'est alors que se développa un phénomène inattendu, la conversion de la Chine, vers 1980 aussi, aux méthodes capitalistes. Le vieil empire du Milieu avait pu conserver son indépendance à la faveur de la confrontation Est-Ouest, ce qui n'avait pas été le cas du temps de la domination anglaise, lorsque celle-ci avait orchestré le

« *break-up of China* ». Ce fut le legs de la Russie soviétique avant sa disparition : la protection du tiers monde contre la mainmise de la puissance dominante et, par conséquent, contre son inclusion totale dans le système américain.

Cette conséquence de la guerre froide permet aujourd'hui à la Chine de rétablir progressivement le rang qu'elle occupait depuis l'Empire romain dans le « produit international brut », de l'ordre de 30 % avant 1820 et la révolution industrielle. Mais, comme cette évolution s'était déjà dessinée au Japon, dans les années 1980, l'accumulation des balances positives se manifeste chez le fournisseur de produits industriels, mais pas chez l'émetteur de la monnaie universelle, contrairement à ce qui s'était produit en Angleterre avant 1914. À la différence de cette dernière, l'Amérique, prétextant que le dollar « *Is as good as gold* », accumule, elle, les dettes envers le reste du monde. Elle a commis l'erreur supplémentaire d'entreprendre à la fois deux guerres de type colonial en diminuant parallèlement ses prélèvements fiscaux !

La crise actuelle est le résultat de cette contradiction fondamentale. Non pas la conséquence des décisions des agences de notation, non pas l'effet des spéculations des banques, non pas la réussite d'un « complot » américain pour remettre l'Union européenne au pas, non pas le résultat des trucages helléniques...

La Chine produit à des prix de revient semblables à ceux de l'Angleterre de Dickens, par utilisation de sa main-d'œuvre, récemment rurale, et accumule les excédents de sa balance commerciale, mais, à la différence de l'époque victorienne, ses réserves ne sont pas constituées en or, ou au moins dans une monnaie dont elle aurait le contrôle, mais principalement dans une monnaie étrangère qui s'appuie largement, en fait, sur la puissance militaire. Et celle-ci ronge la valeur du dollar par l'accumulation des déficits extérieur et intérieur, qui en sont la conséquence ; une constatation que fort peu d'analystes, obsédés par la fascination de la puissance, ne se résolvent pas à faire. Quant aux liquidités, émises sans autre contrepartie que le fracas des armes, elles viennent alimenter à gros bouillons les fleuves de dollars qui irriguent les salles de marchés.

L'aveuglement des hommes politiques américains sur la réalité des problèmes posés à leur pays par la globalisation est apparu avec le tranchant de l'évidence, quand il a fallu relever le plafond de l'endettement de la république de Washington. Qui s'est cru si longtemps tout puissant n'arrive pas à imaginer un brusque revers de fortune ! De petits politiciens locaux étaient prêts à détraquer davantage le système de paiements international pour mettre dans l'embarras leur propre gouvernement, sans se préoccuper des dommages qu'ils allaient infliger à la veuve de Carpentras ou au dentiste belge !

Les Américains, certes, ne sont pas seuls à ignorer le défi que leur pose la globalisation, devant laquelle ils reculent en désordre, dans la confusion et, bientôt, la fureur. D'autres ont suivi leur déplorable exemple...

## L'impasse française

En France, nos responsables ont abandonné la gestion prudente des finances publiques, telle qu'elle avait été mise en œuvre par Raymond Barre, donc depuis trente ans ! Ils ont remplacé le recours à la « planche à billets » de la IV<sup>e</sup> République par la « planche à obligations » selon le modèle américain, sous le prétexte comode d'un vague keynésianisme. Aujourd'hui, nos dépenses budgétaires sont payées à 21 % par l'emprunt et celui-ci vient largement de l'étranger (à la différence de ce qui se passe, pour des pourcentages encore plus importants, en Italie et au Japon, plus importants mais indigènes). À peu près aucun responsable politique n'ose regarder en face la menace imminente que représente l'abandon de la souveraineté budgétaire au bon vouloir des « marchés », comme ce fut le cas à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle pour l'Empire ottoman. Il n'y a pas lieu pourtant d'attribuer à ceux-ci une malveillance diabolique, comme les « lumières » des médias et des discours dominicaux sont trop contents de le proclamer, pour escamoter les véritables responsabilités, les leurs. La campagne présidentielle doit être l'occasion de faire comprendre aux citoyens ce que le poids de la dette représente pour eux et leurs enfants et quelles réformes brutales, coûteuses, impopulaires sont nécessaires s'ils souhaitent arrêter la marche vers la catastrophe, comme celle qui a lieu actuellement en Grèce en raison de l'acceptation pendant trop longtemps d'une politique de la dépense allant bien au-delà des ressources propres.

Le public, sous l'influence des gouvernants, croit que les « marchés » sont responsables de la crise actuelle. Les vrais coupables, en réalité, sont les hommes politiques qui pour se faire réélire, unique objet de leurs préoccupations, ont lancé partout des dépenses qu'ils savaient ne pas pouvoir, ou ne pas vouloir, financer par des ressources régulières. L'appel au crédit, à des conditions souvent aberrantes, permettait de concilier la gloire de réalisations immédiates, allant de stades somptueux à des hôtels de région pharaoniques, sans augmenter dans l'immédiat la pression fiscale locale. La pratique du Don Juan de Molière envers M. Dimanche, à l'échelle de la planète !

La faillite de Dexia illustre ce processus qui s'est déroulé à peu près comme celui des subprimes aux États-Unis. Les « marchés » gèrent l'argent des fonds de pension, c'est-à-dire la future retraite de vous et moi, ou bien les liquidités mises en circulation grâce aux énormes déficits des États, au premier chef desquels, les États-Unis ; ces « marchés » reflètent les craintes des gérants de ces disponibilités ; ils sont hantés par la peur de voir se dévaluer, s'envoler l'argent qui leur a été confié. Comme ceux dont parle l'Évangile, il s'agit de ne pas enterrer le talent qui leur a été remis et de le faire fructifier, mais surtout de ne pas le perdre dans une catastrophe monétaire ! Les plantureux « bonus » qui sont distribués à la fin de l'année aux opérateurs sont destinés à deux choses. Premièrement, à les retenir de voler leurs mandants, ce qui leur serait facile dans le tohu-bohu des opérations internationales (et ce qui se produit périodiquement – voir UBS récemment). Deuxièmement, ces primes récompensent les succès réalisés dans le jeu dangereux



des arbitrages divers : ils mettent les nerfs des traders à rude épreuve, à toute heure du jour et de la nuit. Cela se paie, parfois aussi par des dépressions profondes ou des suicides.

Pour ne pas être soumis à la « dictature des marchés », il suffit de ne pas emprunter. Ceux qui se plaignent de la cupidité de la finance pratiquent la « servitude volontaire », pour parler comme La Boétie. La responsabilité de la dépendance à l'égard des marchés se trouve donc bien dans la décision politique, selon laquelle le financement de telle ou telle action s'opère, ou non, par l'impôt.

La France a joué sur le même registre que la trésorerie américaine, de manière certes plus retenue, mais avec des conséquences similaires.

Il est urgent de sortir de cette impasse. Comment ?

### **L'indispensable et cruel assainissement**

La plaie du déficit budgétaire ne se refermera pas grâce à la prescription de médecines douces, du type de celles qui vont être adoptées dans la loi de finances pour 2012. Le temps est venu des interventions douloureuses, mais efficaces. L'état du pays n'est pas désespéré ou aussi grave que celui de la Grèce. Le problème est de trouver de bons médecins ! Aux électeurs de bien les choisir !

Leur décision devra tenir compte de deux éléments : l'ampleur des problèmes posés et la mobilisation des moyens nécessaires pour y faire face.

Il s'agit d'organiser l'appauvrissement relatif de la France et de l'Europe. Cette formulation des conséquences de la mondialisation peut choquer ; elle exprime pourtant la transformation des rapports entre les pays qui se disent encore « avancés » et ceux qui se targuent déjà d'avoir « émergé ». Ce n'est pas le cœur léger que j'écris cette phrase. Elle s'explique par une prise de conscience d'une réalité incontournable. Elle remet en cause tout le progrès social des deux derniers siècles. Depuis 1815, il s'est agi de répartir plus harmonieusement les fruits de la croissance. La lutte a été dure. Les privilégiés ne lâchent pas facilement leur os ! Mais aujourd'hui, en raison de la mondialisation, c'est une manœuvre en sens inverse qu'il faut effectuer (au moins provisoirement). Il s'agit d'organiser un affaiblissement de la croissance, son repli même. La volonté de justice sociale qui constitue le fond de la doctrine démocrate-chrétienne exigera de plus en plus que ses leaders politiques posent avec d'autant plus de force la question d'une juste répartition des sacrifices à accomplir. « L'appauvrissement relatif » ne sera supportable que s'il est bien contrôlé socialement, c'est-à-dire si l'Europe se détourne du modèle américain. Depuis trente ans, 58 % de la croissance aux États-Unis a bénéficié à 1 % de la population seulement, si bien que les « Indignés de Wall Street » peuvent proclamer : « Nous sommes 99 % ! » Organiser l'appauvrissement signifie avant tout rendre le changement juste et humain !

Pendant près de deux siècles, l'Occident a bénéficié d'une rente exceptionnelle, celle provenant de l'avance technologique que lui a donnée la révolution industrielle. Il en a profité pour établir sa domination sur une large partie de la terre, la capacité productive annulant l'avantage comparatif que conférait autrefois le



nombre des travailleurs, comme les armes à feu donnaient la supériorité sur les lanceurs de flèches. C'est ainsi que l'Inde, qui au XVIII<sup>e</sup> siècle représentait 20 %, au moins, du PNB mondial, s'est vue reléguée parmi les pays en voie, cahoteuse, de développement. Comme Gandhi l'avait souligné, les filateurs de coton indiens subissaient la concurrence de ceux de Manchester et ne pouvaient pas l'affronter. Pourquoi ? Parce que malgré leur grande infériorité numérique, ces derniers, utilisant les nouvelles machines, avaient par tête une productivité trente fois supérieure à celle des ouvriers du Cachemire ou de l'Uttar-Pradesh.

La mondialisation rétablit de plus en plus vite l'avantage découlant du nombre, d'autant plus que l'Inde et la Chine ont investi massivement dans l'éducation, ce qui leur permet de recourir à des ouvriers et des cadres de plus en plus qualifiés.

Le chômage des personnels non spécialisés en découle en Occident, en grande partie. Il ne peut que s'aggraver si le niveau technique n'est pas relevé rapidement.

Cette remarque vaut pour l'éducation. Elle représente la première urgence, avant même les deux autres, aussi indispensables dans la confrontation du globalisme : la refondation de la Sécurité sociale et le retour à la compétitivité de nos entreprises.

Faut-il s'étendre sur les retards de notre éducation ? Les comparaisons internationales dénoncent ceux-ci de manière croissante. La Corée du Sud triompherait de nos meilleurs étudiants si elle avait l'occasion de se mesurer à eux. Et elle l'aura ! La qualité des études apparaît dix ou vingt ans après que les portes de l'université se sont fermées derrière les diplômés ! Selon l'habitude des mauvais perdants, les critères de ces comparaisons sont contestés par les fortes têtes du conformisme vaniteux. Mais les connaisseurs de notre enseignement savent que celui-ci gaspille autant les ressources des professeurs que l'avenir des élèves. La réforme récente de l'enseignement supérieur va dans la bonne voie. Enfin ! Mais il y a encore tellement à faire, aussi bien d'ailleurs dans le primaire, le technique et surtout le secondaire. Que proposent certains candidats à la présidence ? D'augmenter les moyens en argent et en personnel, mais de laisser tourner la machine à bout de souffle. Quand une automobile a parcouru trois cent mille kilomètres, il ne sert pas à grand-chose de doubler la capacité du réservoir d'essence ou le nombre de mécaniciens travaillant à la réparer. Il faut en changer.

Cette rénovation profonde aura cependant un coût important qu'il ne peut être question de financer par l'emprunt. Elle sera couverte par un arbitrage en sa faveur dans les ressources publiques, ce qui représentera un appauvrissement relatif chez des consommateurs d'autre chose que la science et la pédagogie.

Le deuxième secteur à remettre en ordre de fonctionnement équilibré est la Sécurité sociale. Cette institution est au cœur d'une république sociale. On voit aux États-Unis que la réforme de Obama, tendant à offrir à 40 millions de ses concitoyens le service de santé qui leur manque, parce qu'ils sont trop pauvres, déchaîne la hargne des républicains, prêts à saborder la parité du dollar, dans leur opposition à la réforme ; ils illustrent crûment ce que « lutte des classes » veut dire.

Les Français ne se rendent même plus compte de l'importance du service qui leur est rendu, mais ils ne savent pas non plus que la Sécu traîne depuis plus de vingt ans un déficit récurrent (et croissant), atteignant aujourd'hui presque 20 milliards d'euros. Une compagnie d'assurances – ce qu'elle est en réalité – ne pourrait pas survivre un an à une telle différence entre les dépenses et les rentrées. Mais la mettre en faillite signifierait la fin de la démocratie en France, parce que nos concitoyens ont gagné quinze ans de vie supplémentaire grâce à cette institution, et ils y tiennent, figurez-vous ! La supprimer, ou en réduire fortement les effets, équivaldrait à condamner à une mort prématurée une bonne partie de notre population. Il faudra donc dégager les moyens de maintenir en vie cette protection de la vie pour tous. Même si la concurrence internationale oblige à tailler à grands coups de serpe dans d'autres consommations pour rééquilibrer la Sécu...

Le troisième point d'application d'une réponse aux difficultés nées de la mondialisation concerne la compétitivité des entreprises. Notre pays, en 2011, va faire apparaître un déficit de la balance commerciale de 75 milliards d'euros. Un rythme de perte insoutenable, puisqu'il ne peut être comblé que par des emprunts supplémentaires à l'extérieur. L'effet négatif de la crise mondiale ne doit pas dissimuler la tendance de fond expliquant cette incapacité à couvrir nos achats par nos ventes : l'économie française n'est plus compétitive, essentiellement, comme l'a démontré Jean Peyrelevade, en raison de sa désindustrialisation. L'Allemagne, dans le même temps, enregistre des excédents remarquables de sa balance commerciale. Pourquoi cette différence entre deux pays dont la structure sociale n'est pas bien différente ? Par la prise de décisions politiques en sens opposé depuis dix ans. Au début du nouveau siècle, le salaire moyen du travailleur allemand était supérieur de 20 % à celui du travailleur français. Aujourd'hui, c'est à peu près l'inverse. Si on y ajoute des différences dans le traitement fiscal des PME et l'effet des 35 heures, on explique le retournement de la situation internationale respective des deux économies. On dira que les Allemands étaient obligés d'agir en raison de la charge que représentait pour eux le coût de la réunification, qui obérait de plus en plus leur compétitivité. C'est vrai. Mais ils l'ont fait ! Le mérite en revient au chancelier socialiste Gerhard Schröder, qui l'a payé par la perte (à 1 % près) des élections en 2005... et qui y a gagné personnellement en étant nommé à la tête du North European Gas Pipeline, avec un traitement annuel de 200 000 euros. Il avait eu le courage d'imposer « l'Agenda 2010 », qui a notamment abouti à une modération salariale, grâce à laquelle l'industrie allemande, au contraire de la française, est redevenue fortement compétitive. « L'appauvrissement relatif » par la mise en œuvre des mesures préconisées par Peter Hartz a donc été la clé du succès ! Un exemple à méditer.

Telles sont les principales directions vers lesquelles il faudra bien se tourner pour arrêter le glissement vers l'hellénisation qui menace de plus en plus clairement la France.

En a-t-on les moyens ?

## Quels moyens du redressement ?

Les moyens existent. Ils se situent sur trois plans : la fiscalité, l'organisation territoriale, l'Union européenne.

Le levier de l'assainissement financier se trouve avant tout dans la refonte de notre fiscalité. Un exercice difficile, parce que la pression fiscale est déjà, dans notre pays, l'une des plus fortes d'Europe. Cela signifie aussi qu'une refonte de dispositions accumulées au cours des ans, les unes sur les autres, doit conduire à une bien meilleure efficacité, tant sur le plan de la compétitivité que de la justice sociale. Ce n'est pas difficile sur le papier, mais, dans le réel, si, parce que l'enchevêtrement des exemptions n'est pas gratuit. Il est le résultat d'un âpre combat politique et social. Faisons comme si cela ne nous importait pas ! C'est ce qu'on appelle le courage politique, celui dont a fait preuve Schröder. Il n'est pas absurde d'écrire que notre système fiscal doit produire aisément 100 milliards de rentrées supplémentaires par la suppression de toutes, je répète, de toutes les niches fiscales, construites peu à peu. Le sénateur Marini fait remarquer que dans chaque niche aboie un chien et pas n'importe lequel, un dogue agressif et impitoyable. Fourrer toutes ces bêtes dans le chenil de la Société protectrice des contribuables est la première recette à appliquer. Mais il ne faut pas avoir peur d'être mordu, électoralement parlant !

La seconde action concerne la TVA. Si l'Allemagne enregistre d'éclatants succès dans sa gestion de la crise, c'est qu'elle a augmenté de trois points son prélèvement fiscal par la TVA, il y a six ans. Il est évident que la France doit faire de même et porter son taux de TVA de 19,6 % à 23 % avec la disparition de ses propres niches fiscales (taux réduits, comme ceux accordés à la restauration, un des scandales transmis par l'ère chiraquienne !) y afférentes. Il faut se reporter au rapport de l'inspection des Finances à ce sujet pour appliquer des recettes de bon sens !

Avec ces simples réajustements, il apparaît qu'un gouvernement français responsable se donnerait en six mois les moyens de rééquilibrer la Sécurité sociale, le budget et bien vite aussi la balance du commerce extérieur. On aurait entendu auparavant le chœur des pleureuses stipendiées qui expliquent à longueur de temps que l'augmentation de la TVA pèsera sur les pauvres et non sur les riches, ce qui est une contrevérité dans la mesure où les « riches » ne vivent plus, à notre siècle, comme Harpagon, mais dépensent pour leur train de vie dans la même proportion que les paumés, pour leur modeste tramway de vie. Il faut, il est vrai, accompagner les mesures concernant la masse de la population (qui sont les seules productives) par un accroissement de la pression sur ceux que tout le monde envie et qui reçoivent par an plus de 70 000 euros de revenus (c'est-à-dire nettement plus bas que la limite envisagée actuellement pour une surtaxe de 3 %). Même si cette augmentation de leur prélèvement fiscal ne représente pas une rentrée suffisante pour répondre au problème, une telle mesure est psychologiquement importante pour le moral général de la nation, comme les multimillionnaires américains l'ont compris et même réclamé. La solidarité ne peut pas être un vain mot dans une démocratie.

Le nettoyage fiscal s'impose d'autant plus que la bonne note appliquée jusqu'ici à la dette des États s'expliquait par le fait que ceux-ci disposent du droit de faire payer davantage leurs sujets, à la différence des particuliers ou des entreprises, ce qui, faut-il le répéter, entraînera un appauvrissement, temporaire, des ménages autochtones au profit de ceux logés dans les entités prêteuses, comme, par exemple, la Chine.

Un autre aspect du relèvement du taux de la TVA est le plus souvent ignoré. Il accroîtrait la protection des biens produits en France, parce que la TVA est défalquée à l'exportation et ajoutée aux importations. Pas la peine alors de s'engager dans une renégociation épineuse au plan international ! Il est donc urgent de mettre un terme à la crainte démagogique paralysant un tel mouvement. Non, la TVA n'est pas injuste socialement et ne crée que temporairement un freinage de la propension à consommer, comme on l'a constaté récemment en Allemagne. Que les décideurs politiques cessent de trembler devant des fantômes ! Ils ont à leur disposition un instrument moderne et souple.

Le réajustement financier ne serait pas durable s'il n'était pas accompagné d'une révision des structures de la machine démocratique. La multiplication des instances de consultation, de délibération, de dépense aussi, est le résultat de notre histoire agitée. Mais il en résulte que près d'un million de nos compatriotes sont partie prenante des budgets de fonctionnement des institutions démocratiques, de la modeste commune rurale au palais de Marie de Médicis. Moins que les émoluments des élus, souvent plus symboliques que pénalisants, le poids financier de cette organisation se traduit surtout par des dépenses de fonctionnement, d'investissement, de complications administratives. Il est clair depuis longtemps que la France doit diviser par dix le nombre de ses communes (insérées dans le quadrillage paroissial de l'Église du Moyen Âge), supprimer ses départements (dont chaque chef-lieu devait être atteint en une journée de cheval !), multiplier par deux ou trois la taille de ses régions (dont certaines ont trois fois moins d'habitants qu'une ville chinoise !) et, certains osent dire, citant Clemenceau (« Il y a deux organes inutiles : la prostate et le Sénat »), vendre le palais du Luxembourg à une grande chaîne hôtelière pour faire rentrer, grâce à lui, trois fois plus de devises qu'il ne sort de dépenses pour son fonctionnement !

« La démocratie a un coût », affirmait l'ancien président du Sénat. Encore faut-il que celui-ci soit épluché selon les critères modernes du rendement !

Le troisième secteur qui mérite une révision approfondie est celui de l'entreprise. Il est anormal que les producteurs installés de chaque côté du Rhin enregistrent dans la mondialisation des résultats aussi différents les uns des autres. D'autant plus qu'il s'agit d'un phénomène récent. On est donc obligé d'en conclure que l'explication de celui-ci se situe dans l'orientation politique générale, servant de cadre à l'activité de chefs d'entreprise qu'on ne peut pas soupçonner de n'avoir en tête que le souci de perdre de l'argent et de licencier du personnel ! Que les sociétés du CAC 40 soient

très profitables et qu'elles excitent la hargne des petits bourgeois envieux ne répond pas à la question. Au contraire, elles prouvent que les cadres français sont très compétitifs lorsqu'ils peuvent déployer leurs talents ailleurs que dans l'Hexagone. D'où la conclusion qu'il faut aménager les conditions d'exercice de leur métier à l'intérieur de ce cadre, notamment pour les petites et moyennes entreprises qui n'ont pas les moyens (à la différence des PME allemandes, beaucoup mieux capitalisées, en raison de leur système fiscal) pour engager des actions en Chine, en Inde, en Malaisie, etc.

Pendant qu'on rajeunira la TVA, il conviendra de supprimer une très grande partie de la charge que la Sécu impose aux entreprises. Celles-ci doivent inclure dans leur prix de revient les cotisations patronales pour les familles, les retraites, la maladie. Seules celles concernant les accidents du travail devraient être supportées par les entreprises, le reste devant être pris en charge par le budget, comme c'est le cas en Grande-Bretagne et dans d'autres pays industriels. Libérons les producteurs des tracasseries permanentes qu'entraîne leur rôle de percepteurs sociaux et mutualisons à l'échelle nationale la gestion du service humain de la santé ! Il sera indispensable, évidemment, de lever les contraintes découlant de la paperasserie des 35 heures. Il serait à souhaiter que Martine Aubry soit élue à la présidence de la République pour réparer les dégâts qu'elle a commis auparavant en appliquant le programme de réduction du temps de travail, inventé par celui qu'on considérerait alors comme un grand économiste, M. DSK !

Si les entrepreneurs français sont délivrés des chaînes qu'une administration tatillonne (et efficace) lui ont imposées sur ordre d'en-haut, il y a fort à parier qu'ils relèveront le défi de la mondialisation et qu'ils reprendront leur juste place dans l'ensemble européen.

Parce que le renforcement de l'Union européenne constitue le troisième pilier de la restauration de notre compétitivité en face du monde en train de s'unifier. L'Union européenne ne représente que le tiers de la population de la Chine ou de l'Inde. Au lieu d'envisager sa dissolution pour dissiper les appréhensions des épargnants de Bratislava ou de Graz, il serait, au contraire, nécessaire d'envisager sérieusement l'accroissement du poids spécifique de notre espace commercial et économique. En faisant entrer la Russie et la Turquie dans notre aire d'échanges et de régulation impartiale. Il est heureux que la France continue, avec l'Allemagne, à mener ce combat, dont l'intérêt mutuel éclate d'évidence.

Mais il faut se méfier de la nuisance des imbéciles !

J'arrête ces considérations, dont on me dira qu'elles tombent fort mal au cours d'une campagne électorale, qui, on ne le sait que trop bien, se déroule au son du violon, même quand le son du canon se rapproche de plus en plus !

Je ne préconise pas « l'appauvrissement relatif » par sadisme, mais par réalisme. Si nos compatriotes le décident – parce qu'heureusement c'est eux qui en fin de compte tranchent les nœuds, plus ou moins gordiens de la politique –, cette période

de dure adaptation sera transitoire. Notre pays et l'Europe retrouveront vite le chemin du progrès et continueront à jouer dans le monde le rôle que souvent (mais en vain) ils ont cru pouvoir occuper devant une humanité devenue un peu plus fraternelle...

Ce redressement dépend de la prise de conscience par le peuple français du sérieux de la mondialisation. Vouloir s'abstraire de ses conséquences, c'est préconiser la politique de la célèbre autruche. Les mesures esquissées ne doivent pas créer, au total, une surcharge des prélèvements obligatoires. Au contraire, leur réaménagement, inspiré par la recherche de l'efficacité et par le souci de la justice sociale, aboutira rapidement à un allègement significatif de la traumatisante pression fiscale. La France transforme en interventions publiques une partie beaucoup plus importante de son PIB que la plupart de ses associés dans l'Union européenne : 10 % environ de plus, soit 200 milliards d'euros environ de plus de dépenses dirigées (par qui et pourquoi ?), soustraites à l'arbitrage personnel de citoyens, dont les politiques et les médias ne cessent pourtant de vanter l'esprit d'indépendance !

La question de l'allègement de ce poids juché sur les épaules des citoyens français doit être posée, avec insistance, au cours de la prochaine campagne présidentielle, si celle-ci n'est pas un théâtre d'ombres... ●

#### HOMMAGE À FRANÇOIS-GEORGES DREYFUS

*François-Georges Dreyfus vient de mourir à l'âge de 83 ans. Il avait, pendant plusieurs années, été un collaborateur assidu de notre revue, traitant en particulier les thèmes de société et de religion. Historien et ancien adjoint au maire de Strasbourg, il avait été directeur de l'Institut d'études politiques de Strasbourg de 1969 à 1980. Depuis 1990, il était professeur émérite de l'université Paris IV-Sorbonne.*

*Il a signé de nombreux ouvrages sur l'Allemagne du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècle, mais aussi sur l'Alsace, dont sa famille était originaire, mais qu'elle avait quittée en 1871. Son Histoire de Vichy et son Histoire de la Résistance ont donné lieu à controverses, tant le tempérament de F.-G. Dreyfus l'amenait à corriger les banalités de l'orthodoxie régnante, parfois peut-être en repoussant le curseur de la vérité dans un sens trop opposé à la version bien-pensante, si cette qualification peut s'appliquer à l'extrême gauche et aux rentiers d'une Résistance en images d'Épinal.*

*Il était néanmoins un fervent gaulliste, adhérant au RPR dès 1947 et poursuivant une longue et fervente activité politique dans l'Alsace, chère à son cœur.*

*L'activité débordante de ce grand intellectuel ne cessa que lorsque la mort l'arrêta dans son élan vers la justice et la vérité. Nous adressons à tous les siens l'expression de nos condoléances émues.*

**Ch. D.**

# L'Europe dans un monde désoccidentalisé

par Hakim El Karoui

*L'auteur, dans la foulée de son remarquable ouvrage Réinventer l'Occident, place l'Union européenne devant ses responsabilités, ce qui suppose que la France cessera de se considérer « comme une île », autrement dit de tenter de s'isoler de l'histoire du monde moderne.*

La désoccidentalisation du monde a commencé. La crise interne des sociétés occidentales – montée de l'individualisme, mise en place d'un modèle économique défaillant, erreur d'analyses géopolitiques – remet en cause le leadership de l'Europe et des États-Unis.

## Qu'est-ce que la désoccidentalisation du monde ?

Trois épisodes sont venus remettre en cause cette position que l'on croyait acquise. Une crise sociale d'abord : l'explosion des inégalités sociales a tellement polarisé les sociétés que l'on a créé une angoisse très forte dans les classes moyennes qui se disent que leur avenir, ce n'est plus de monter mais de descendre. Deuxième crise, géopolitique celle-là : la guerre en Irak devait imposer la démocratie et notre vision du monde. Quel fut le résultat finalement ? On a torturé et piétiné toutes les valeurs qu'on prétendait défendre. À cela, il faut ajouter la crise climatique, dont l'origine est évidemment la surconsommation énergétique occidentale.

Ces problèmes ont encouragé la désoccidentalisation, au moment même où l'Occident perdait trois monopoles. L'éducation, d'abord. En Europe, on disait qu'on allait créer la société de la connaissance et donc l'économie la plus innovante, la plus intelligente. Mais la Chine et l'Inde forment plus d'ingénieurs que l'Occident. On a perdu aussi une forme du monopole de l'histoire : l'histoire des pays émergents est en train de se construire, mais ne suit pas le chemin emprunté par les Occidentaux, notamment sur la corrélation entre économie de marché et démocratie. On a enfin perdu le monopole de l'avenir qui ne nous appartient plus.

Aujourd'hui, nous sommes englués dans une crise de la dette publique que l'Europe n'arrive pas à régler, faute de cohérence institutionnelle entre une monnaie unique, une vision de l'Europe multiple et des économies qui divergent alors que



l'euro devait les faire converger. Le tournant historique, ce n'est pas la montée en puissance des pays émergents, c'est bien la fin du soliloque occidental.

En France, nous agissons comme si nous étions sur une île, comme si la mondialisation n'existait pas. On a essayé d'apporter une réponse à ces sujets en brandissant l'identité nationale. Cela n'a pas marché. Normal, ce n'était pas le sujet. Nos politiques débattent du bouclier fiscal, du temps de travail, du « *care* », de la rigueur budgétaire : ils ne parlent jamais de la mondialisation alors que le système social et fiscal en est entièrement dépendant ! Il est temps de comprendre que le véritable enjeu, c'est la Chine et le monde émergent. On a considéré les Chinois comme pauvres et peu évolués, ils se sont révélés riches, intelligents et stratèges. Les pays occidentaux pensaient se spécialiser dans l'intelligence ? La Chine est à la pointe en matière de développement durable et de transport urbain. Les Européens comptaient investir le marché intérieur chinois ? Le pays se ferme et privilégie ses productions locales. La Chine développe une stratégie économique extrêmement brillante. Voilà le véritable défi que notre pays et l'Occident tout entier doivent surmonter. Et ce n'est pas avec des solutions caricaturales comme la démondialisation que l'on parviendra à avancer.

### **La nouvelle organisation du monde**

Quand on anticipe l'évolution du monde asiatique, on se rend compte que l'Occident risque de déchanter : intégration régionale continentale, essor de la demande intérieure, substitution aux importations, protectionnisme, tout est en place pour assister à un phénomène inattendu, mais absolument majeur pour l'organisation du monde et plus particulièrement les économies occidentales : le découplage de la croissance occidentale et de la croissance asiatique. L'Asie ne tirera pas vers le haut les économies occidentales. Première désillusion.

Deuxième désillusion : le financement de l'Occident par l'Asie risque de diminuer. Jusqu'à présent, les pays émergents et le Japon voulaient maîtriser la valeur du dollar : c'était leur intérêt car, avec près de trois trillions de dollars de réserves, l'Asie avait tout intérêt à ce que la valeur du dollar reste constante. Mais les pays asiatiques peuvent maintenant prendre acte de la dépréciation inévitable du dollar et commencer à investir leurs surplus chez eux. C'est pourquoi la Chine a annoncé qu'elle laisserait flotter sa monnaie : c'était habile avant le G20, mais c'est aussi et surtout une traduction de l'importance nouvelle donnée au marché intérieur. Les exportations étant moins centrales dans l'économie chinoise et asiatique, cette hausse sera compensée par l'augmentation du pouvoir d'achat de produits importés, notamment en matières premières. Enfin, pèsent sur la Chine des menaces économiques (surendettement, bulle du crédit, inflation) qu'elle doit prendre très au sérieux : ses réserves de change seront peut-être mobilisées bientôt pour gérer la crise interne de croissance que tout le monde attend, après vingt ans de croissance annuelle à deux chiffres. Cette hésitation à financer l'Occident explique l'attitude très prudente des Chinois à Cannes lors du G20.

Le monde est en train de basculer, à l'évidence. Et la force nouvelle de l'Asie met un terme à l'expansion des valeurs américaines et occidentales. Cette évolution change l'organisation du monde car nous passons d'une mondialisation américaine sans frontières à une globalisation à la mode chinoise, dissymétrique, fondée sur la régionalisation des économies et la souveraineté nationale.

### **Un « nouvel intérêt général européen »**

L'Europe a-t-elle encore une place dans ce monde nouveau qui se met en place ? Oui peut-être. Parce que la Chine ne veut pas d'un G2 qui impliquerait une vision globale des problèmes du monde et une co-responsabilité quant aux décisions à prendre. Parce que la Chine gère et décide en fonction de ses intérêts. Parce que l'Europe doit être associée aux grandes décisions du monde et peser. Pour que son destin ne soit pas dicté par les égoïsmes américains et chinois. Pour servir enfin de bascule dans le rapport de force à construire entre les États-Unis et la Chine, un G3 est nécessaire. Mais, pour y arriver, il faudrait que l'Europe soit unie. Et, aujourd'hui, elle prend le chemin inverse.

Il faut donc d'urgence définir un « nouvel intérêt général européen » fondé sur quelques idées simples : forger le sentiment européen en donnant une réponse protectrice aux classes moyennes européennes fragilisées par la mondialisation ; poser les jalons de la construction d'une identité européenne en redonnant des frontières claires à l'Europe ; mener une campagne présidentielle en 2012 – législative pour les Allemands en 2013 – qui soit pour la première fois réellement européenne.

Les deux premiers objectifs peuvent s'incarner dans une même réalité : les classes moyennes françaises et plus généralement celles du sud de l'Europe ont besoin de temps pour se requalifier, pendant qu'une vraie politique industrielle, qu'il a été criminel de stopper, est remise en place. Les industriels du nord de l'Europe doivent comprendre qu'ils ont besoin de clients solvables... au sud de l'Europe. Et qu'ils seront bientôt rattrapés par les technologies asiatiques. Il y a donc bien un intérêt commun à mener une politique commerciale fondée sur la réciprocité et la mise en place d'écluses commerciales qui permettent



**Réinventer l'Occident**  
**Essai sur la crise économique et culturelle**  
**« Champs actuel », Flammarion – 7 €**

de gérer le temps. Il ne s'agit pas évidemment de reconstruire des murs infranchissables et d'imaginer une autarcie absurde. Il s'agit simplement de réguler les échanges commerciaux en imaginant de grandes zones géographiques de taille suffisamment importante pour éviter la création de situations de rente – le risque du protectionnisme : c'est pourquoi il ne peut être imaginé qu'à l'échelle européenne. En agissant de la sorte, on donnera par là même des frontières claires à l'Europe.

En janvier 2013, nous fêterons le 50<sup>e</sup> anniversaire du traité de l'Élysée. Au moment où la Commission européenne semble avoir disparu, le couple franco-allemand mène plus que jamais les débats européens et il faut d'urgence s'atteler à un travail commun, dans un double contexte de campagne électorale, destiné à redonner du sens au mariage de fait entre Paris et Berlin. Repenser un intérêt général commun. Identifier des complémentarités. Échanger sur les budgets, mais aussi et surtout, sur les politiques : l'Europe n'est pas morte... si les Européens décident qu'elle doit vivre. ●

#### AU FIL DE LA LECTURE...

*Toute chose à naître s'horripile à l'orient du monde, toute chair naissante exulte aux premiers feux du jour ! Et voici qu'il s'élève une rumeur plus vaste par le monde, comme une insurrection de l'âme.*

*« Exil », Saint-John Perse*

# La voie étroite d'une mondialisation coopérative

par Anne-Marie Idrac

*Avec la plus grande clarté, l'auteur analyse la situation de la France dans le monde. Ses responsabilités ministérielles récentes lui ont donné une vue percutante de la réalité : le protectionnisme national est une impasse et le protectionnisme européen, une chimère. Reste à prendre le monde tel qu'il est et la France telle qu'elle devrait être.*

**L**e « modèle » individualiste, qui semble s'imposer presque partout, est à la fois porteur de progrès en dignité et d'inégalités à l'intérieur de tous les pays. De même, les progrès technologiques corrélés à la mondialisation ont pour conséquence du positif – la communication, un meilleur accès à la santé, etc. – et du très négatif – les risques écologiques. Les nouvelles localisations de l'industrie engendrent des bénéfices pour le pouvoir d'achat des consommateurs des États-Unis et de l'Union européenne, mais se font largement au détriment de leurs producteurs. Une nouvelle cartographie fait apparaître des espoirs très largement partagés dans les pays émergents, contrastant avec nos peurs de pays anciennement industrialisés...

## **La démondialisation, idée aveugle**

On ne peut qu'être sidéré par l'idée de « démondialisation », non seulement irréaliste, mais contraire à nos intérêts de puissance économique internationalisée, en mal d'une croissance qu'il faut aller chercher ailleurs ; projet contraire aussi aux idéaux de générosité internationale et de coopération pour le développement.

Les penchants au protectionnisme sont largement partagés, à droite et à gauche – mais en France, et en France seulement –, ce qui rend illusoire et malhonnête un pseudo-protectionnisme « européen » : notre pays serait isolé sur de telles positions, et au premier chef en contradiction avec l'Allemagne dont les exportations industrielles ont entre autres booster les importations de composants.

La démondialisation, ce serait une guerre perdue d'avance et la ligne Maginot de nos insuffisances propres. La riposte aux chocs de la mondialisation ne saurait être défensive, mais offensive : elle passe notamment par la maîtrise de nos finances publiques dont les déficits nous mettent à la merci des investisseurs sans frontières, et par un engagement plus résolu dans l'innovation et les politiques industrielles, pour garder notre longueur d'avance. Cela, autant que possible, à l'échelle européenne.

## **Le pilotage de la mondialisation, grand enjeu de notre temps**

Ce qui pose problème, pour les pays occidentaux, c'est que la mondialisation remet en cause leurs acquis historiques, à un rythme rapide. Globalement, c'est qu'elle semble échapper à tout contrôle par les politiques, notamment en matière de finances. Et que les régulations souhaitées peinent à se mettre en œuvre de manière assez rapide et efficace tant les vents contraires sont puissants et les contradictions fortes, notamment parmi les pays occidentaux.

En revanche, il est frappant et heureux de constater que le « B20 » (les entreprises) et le « L20 » (les organisations syndicales) se sont accordés sur des aspirations à plus de coopération, de gouvernance par les États et de prise en considération des droits des travailleurs, au moins en ce qui concerne les règles de l'Organisation internationale du travail.

## **Ouvrir les yeux**

Il ne serait ni réaliste ni généreux de regarder la mondialisation avec les seules lunettes des Occidentaux, que les phénomènes nouveaux dérangent et remettent en cause, en rebattant les cartes. Il n'est pas facile pour les maîtres du monde des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles de faire de la place autour de la table aux nouveaux entrants du XXI<sup>e</sup> : c'est la transition du G8 au G20.

Nous ne pouvons plus tenir la dragée haute aux pays dits émergents, que ce soit en matière financière, écologique ou commerciale : ils considèrent ne plus avoir de leçons à recevoir de nos pays endettés, selon eux « fauteurs de crise », et en peine d'adaptation de leurs structures au monde nouveau. Ainsi, pour ces pays, nos aspirations à des formes d'échanges plus « loyales », nos combats contre les dumpings, ont-ils des relents protectionnistes, remettant en cause leurs avantages comparatifs.

Pour autant, l'un des enjeux du pilotage politique de la mondialisation est de mieux distinguer entre pays encore en émergence et pays qui, tout en ayant encore des niveaux de PIB/habitant bien loin des nôtres, sont en train de devenir de grandes puissances grâce à la démographie, la capacité technologique et des politiques très volontaristes de développement ; à ceux-là, à commencer par la Chine, il est légitime de demander des prises de responsabilités globales, au moins au plan économique.

## **Un monde d'interdépendances**

La mondialisation du XXI<sup>e</sup> siècle, plus encore que les précédentes, a pour effet de créer des interdépendances entre régions du monde, en raison notamment de l'incroyable sophistication de la logistique et des systèmes de communication et de l'apparition d'acteurs sans frontières.

Interdépendances industrielles d'abord : les processus de production mis en œuvre par les grandes entreprises globalisées sont tellement complexes et imbriqués que la notion de « *made in* » perd de son sens, tandis qu'un accident dans un pays fournisseur de composants a des conséquences sur la production à l'autre bout du

monde... Il en résulte que le repli protectionniste serait suicidaire pour nos propres emplois. D'autant plus qu'une tendance forte est l'intensification des échanges des pays émergents et en développement entre eux, risquant de nous mettre à l'écart des grands flux de croissance. Interdépendances financières ensuite : la crise venue des États-Unis en 2008 a eu des conséquences dans le monde entier, l'épargne chinoise finance les déficits américains, et sans doute bientôt ceux des Européens, les inquiétudes sur les dettes européennes se traduisent sur les indices boursiers du monde entier.

Sans parler des interdépendances culturelles, et dans une certaine mesure politiques, au travers des nouveaux modes de communication.

### **Pas d'autre voie que la coopération entre États**

C'est de ces interdépendances qu'il faut désormais tirer parti en les transformant en solidarités de long terme ; c'est l'idée de croissance équilibrée (« *balanced* »), concept bien plus fort qu'on ne le croit, souvent issu des travaux du G20.

Si nous avons intérêt à ce que la Chine développe le moteur intérieur de sa croissance et rattrape le plus vite possible nos standards salariaux et environnementaux, elle n'a pas intérêt, pour sa part, à un effondrement économique de son principal marché qu'est l'Europe. Il est positif qu'elle mobilise une partie de son épargne vers nos territoires européens ; nous aurions tout avantage à plus d'investissements industriels venus des pays émergents, en réciprocité de leurs exigences de production chez eux des biens qu'ils achètent à nos entreprises.

Aucune de ces évolutions ne se fera par injonction d'un pays ou un groupe de pays sur un autre : ainsi l'évolution du yuan continuera-t-elle à se faire en fonction seulement des intérêts de la Chine elle-même. Intérêts prenant progressivement en compte les nôtres, dans un pays aussi porté sur le long terme que celui-ci.

De même que les pays du nord de la Méditerranée ont tout intérêt à prendre en considération, au-delà du court terme, les aspirations des pays mis en mouvement par les printemps arabes.

Entre l'impossible repli sur soi et les multiples guerres – des monnaies, de l'environnement, du social, des migrations, des matières premières, de l'énergie, etc. – que fait craindre la mondialisation telle qu'elle est devenue, la seule voie reste celle de la coopération.

C'est avec les outils et structures imparfaits d'aujourd'hui qu'il faut poursuivre sur la base des premières avancées qui ont permis d'éviter le pire lors de la crise de 2008, sans attendre la démocratie mondiale dont certains rêvent pour après-demain.

Le chemin est malaisé, toujours trop lent, avec des progrès difficiles à percevoir tant ils méritent d'ajustements mutuels ; c'est un chemin de volonté et de lucidité.

Sans dispenser chaque pays, à commencer par le nôtre, de reconfigurer ses pratiques pour les rendre compatibles avec les horizons mouvants de ce siècle mondialisé. ●

# La sphère publique en concurrence

par Xavier Fontanet

*Si la vérité est dure à dire, elle est bien nécessaire à entendre. La dérive des coûts de la démocratie est une dérive de la démocratie elle-même.*

**I**nversons, si vous me permettez, les rôles et autorisons un industriel qui a passé sa vie sur le terrain mondial à prendre, le temps d'un papier, la posture d'un économiste qui parle... de l'État !

Tant que l'économie était locale, la compétitivité de la sphère publique importait peu puisque la concurrence était locale, les concurrents payaient le même impôt ; depuis que l'économie est devenue mondiale, tout a changé puisque l'entreprise porte, quand elle travaille à l'étranger, une bonne partie du poids de la sphère publique du pays dans lequel son siège est situé.

Pour comprendre ce qui se passe actuellement, il faut revenir en arrière, l'ampleur des craquements que nous vivons aujourd'hui ne pouvant s'expliquer que par l'ancienneté de leurs origines.

Les Capétiens ont construit la France autour d'une conception régaliennne de l'État : la justice, la police, les affaires étrangères et l'armée. On a très peu de chiffres sur le poids de la sphère publique dans l'économie à l'époque ; les seuls chiffres que j'ai pu lire évoquaient 15 % à 17 % du temps de Richelieu, sachant qu'ils étaient très variables et influencés par la guerre. Aujourd'hui, les États efficaces construits sur le modèle régalien ont une sphère publique qui pèse entre 27 % et 30 % du PIB (la Suisse, par exemple).

La France est sortie de la guerre de 1939-1940 avec une dette de l'ordre de 50 % du PIB. L'obsession du général de Gaulle a toujours été de la rembourser et de faire en sorte que le budget de l'État soit en excédent ou, au pire, à l'équilibre. Pour le général, dette et prestige cohabitent mal.

Arrêtons-nous en 1973 à la période de Georges Pompidou, homme politique atypique puisqu'il venait du monde de l'entreprise, précisément de la banque. Peut-être avait-il déjà vu la mondialisation économique arriver et avait-il voulu renouveler le personnel politique en introduisant dans le jeu un homme d'affaires de grand talent ?

À cette époque, le poids de l'État dans le PIB n'était que de 27 % et la dette quasiment nulle. L'État étant en équilibre financier, l'épargne des ménages allait directement aux entreprises.



L'équivalent du CAC 40 avait un capital français. Nous étions alors en 7<sup>e</sup> position du PIB par tête et notre commerce était équilibré.

Aujourd'hui, la sphère publique française contrôle officiellement plus de 56 % de la richesse nationale produite chaque année. C'est pratiquement le record du monde ! Cela fait dix points de plus que la moyenne des autres pays de l'OCDE, notamment l'Allemagne, notre référence actuelle, dont la sphère publique consomme 9 % de PIB en moins, à périmètre à peu près égal. Notons au passage que 9 % du PIB, c'est à peu près 180 milliards d'euros par an, à comparer à notre déficit qui était, l'an dernier, de 140 milliards. Aujourd'hui, nous avons rétrogradé à la 30<sup>e</sup> place du PIB par tête et nous sommes endettés pratiquement à hauteur du PIB. Notre État est en déficit croissant depuis trente ans. Déficit représentant plus de 20 % des recettes et ce, malgré des impôts parmi les plus élevés du monde (que l'on vient tout récemment de remonter encore !) Pour tout arranger, notre balance commerciale est, elle aussi, en déficit.

Les seules qui s'en sortent actuellement très bien, ce sont les grandes entreprises françaises mondialisées vues, paradoxalement, d'un mauvais œil par la société.

La dérive des finances de l'État a donc trente-huit ans : elle n'est ni affaire ni de gauche ni de droite, elle est l'affaire du personnel politique dans son ensemble.

Pour tous, 1973 évoque la première crise pétrolière et suggère un basculement de l'économie à cause du pétrole cher. Et si le véritable basculement avait été en fait celui de la montée de la sphère publique dans l'économie ? Les parlementaires (dont nous avons le record mondial par habitant) n'ont cessé de distribuer des avantages à certaines parties de la population et l'administration a vu là l'occasion d'étendre son territoire.

Puis vint la construction des régions, coïncidant avec celle de l'Europe qui amena deux strates supplémentaires coûtant environ 200 milliards d'euros par an (10 % du PIB). Enfin, ce fut l'intégration de la santé et de la retraite dans le périmètre étatique.

Tout ceci fut habillé de mots plaisants : volontarisme, investissement pour le futur, régionalisation, intérêt général, protection, spécificité française...

L'État est ainsi devenu subrepticement le concurrent des entreprises dans la collecte de l'épargne à travers diverses sortes de « papiers », jugés d'évidence plus sûrs que les actions (« un État, contrairement à une entreprise, ne meurt pas ! »). Découragés par les impôts, beaucoup de fortunes françaises ont voté avec leurs pieds et sont parties. L'État s'étant posé en protecteur de la mondialisation, le public s'est mis à la craindre, il s'est jeté sur le papier public et sur l'immobilier au point de créer une bulle qui empêche aujourd'hui nos enfants de se loger. L'argent des Français ne se plaçant plus dans leurs entreprises, le CAC 40 et le SBF 120 ne sont plus possédés qu'à 15 %/20 % par nos compatriotes.

La situation grecque a au moins le mérite de nous faire comprendre que ce n'est pas la crise qui crée la dette de l'État, mais que c'est la dette de l'État qui explique

la crise. On se rend compte petit à petit que les systèmes publics sont eux aussi en concurrence, qu'un État doit avoir une organisation compétitive faute de quoi il étouffe la société civile qu'il affirmait protéger.

On réalise que d'autres pays (Canada, Suède, Nouvelle-Zélande...) ont, au contraire, réduit le périmètre de leur sphère publique et remis à plat son fonctionnement avec succès.

En d'autres termes, les politiques « d'investissement public » que nous avons eues en France sont loin de faire l'unanimité dans le monde et ne sont pas durables. Ces politiques ont endetté l'État avec un passage au rouge de tous les signaux (croissance, déficit public, déficit commercial, taux de fiscalité). La vérité est toute simple : quand la sphère publique est plus coûteuse et moins efficace que celle des voisins, elle met en fait en danger toute la société... qu'elle était censée protéger.

La crise actuelle n'est pas la défiance des marchés, mais le doute que les politiques prennent les bonnes décisions ; on entend enfin des voix s'élever pour dire que c'est à l'État de se remettre en cause lui-même.

La seule marge de manœuvre que nous ayons, puisque nos impôts sont au taquet, c'est de passer par une réduction des coûts de la sphère publique pour retrouver un excédent qui permette de rembourser la dette.

Notre sphère publique dépense 450 milliards d'euros pour les fonctions centrales, 350 pour la santé et la retraite et 200 pour les régions. Soit 1 000 milliards d'euros. Le déficit étant ce qu'il est, si l'on veut rembourser la dette, il faut que l'État fasse avec 20 % de moins, environ 200 milliards.

Bien sûr, cela ne doit pas se faire instantanément. Le Canada a pris six ans pour le faire, dans les années 1990, sans aucun heurt ni drame social. Une telle baisse permettrait de retrouver un excédent et de rembourser la dette en trente ans ; le temps qu'elle a pris à se constituer.

Se « serrer la ceinture » ne suffira pas. Il faut que l'État réfléchisse à sa structure et définisse ce qui est essentiel (le domaine régalien), ce qui n'est plus utile, parce que le besoin a disparu, ou a diminué (exemple, les anciens combattants) et ce qui peut être passé à la sphère concurrentielle (météo, jeux, équipement, etc.). Mais là où il y a le plus à gagner, c'est probablement en supprimant les coûteux doublons à l'échelle régionale ; quand on a créé les régions, l'État a gardé sa propre administration régionale. On a superposé les couches avec son cortège de complexités.

Le fond de l'affaire est politique... la dérive des coûts est en fait une dérive de la démocratie. Notre monde politique a pris l'habitude de faire croire à chaque citoyen qu'il pouvait vivre aux dépens des autres par le biais d'un État incorrectement appelé Providence. On a simplement oublié que l'argent de l'État était en fait... celui de chaque citoyen et que ce que l'État donnait aux uns était soit pris aux autres, soit emprunté.

Nous allons entrer en campagne électorale ; la commission Attali II (comme d'ailleurs antérieurement la commission Pébereau), composée de gens de gauche et

de droite, est tombée d'accord, en juillet dernier, pour reconnaître que le fond du problème est de diminuer les dépenses de l'État sans augmenter les impôts. Les candidats à l'élection, dans l'intérêt général de la société, devraient passer entre eux un pacte : celui de se battre sur tout sauf sur l'idée qu'il faut diminuer les dépenses de l'État. Les membres de la sphère publique doivent, eux aussi, donner des idées sur les moyens de réduire ces dépenses par un meilleur fonctionnement. Pour cela, Internet offre de nombreuses possibilités. Cet enjeu de baisse des coûts est affaire de survie pour la société tout entière ; au fond, c'est la sphère publique qui a rendez-vous avec l'effort de compétitivité qu'impose à tous la mondialisation.

Si, dans cette période où il y a un fort désir d'exemplarité, les Français sentent que l'État, les responsables politiques et l'administration sont prêts à faire des efforts pour se remettre en cause eux-mêmes ; du fait de la mondialisation, ils bougeront. On peut en être sûr. Sinon, il nous arrivera ce qui arrive aux pays qui n'ont pas anticipé les dures, mais nécessaires, décisions : on se les fera dicter brutalement ! ●

#### HOMMAGE À GEORGES DUMAS

*Georges Dumas, inspecteur des Finances et président de banque, est mort, à la fin du mois d'octobre. Il nous fit part, à plusieurs reprises, dans France Forum, de ses appréhensions sur la situation financière de la France et de ses craintes, en raison de la légèreté des gouvernants de notre pays, sur la pérennité de la construction européenne, à laquelle il était très attaché.*

*Militant socialiste depuis sa jeunesse, il croyait à l'action politique en vue d'établir une justice sociale qui ne se séparait pas dans son esprit de la rigueur financière. Les déviances à ce sujet ne lui paraissaient pas le fruit du hasard, mais le moyen hypocrite d'assurer à un petit nombre d'initiés des avantages gagnés au détriment de la grande majorité de notre peuple.*

*À la retraite, il publia des ouvrages d'une grande intelligence économique et sociale : Le Miracle socialiste. 1981-2000, réfutant les critiques acides, mais mal documentées, sur la gestion du premier septennat de Mitterrand, et surtout La Dérive de l'économie française. 1958-1981 et son dernier ouvrage La Politique économique : douze ans pour rien. 1995-2007 ; ces deux livres, portés par une analyse rigoureuse des erreurs de la gestion des finances publiques en France, auraient dû devenir des livres de chevet pour tous les responsables de la politique de notre pays, affrontant les dangers et les défis de la mondialisation ; on sait qu'il n'en a rien été . Ceux qui prendront le relais de cette succession d'erreurs auront tout intérêt à se plonger dans l'étude opérée par Georges Dumas, parce que celle-ci, loin d'être négative, inclut des propositions pour redresser une situation qui menace de devenir catastrophique, non par nécessité, mais par aveuglement.*

*Un grand commis de l'État vient de disparaître, mais son inspiration reste vivante pour tous ceux animés comme lui de la passion du bien public.*

**Ch. D.**

# Répondre au chagrin des classes moyennes

par Nicolas Bouzou

*Le déclin des classes moyennes est patent, mais il n'est pas irréversible. L'essentiel se joue dans le cercle désenchanté de l'éducation, où l'on constate le retard dramatique de l'éducation en France. Les classes moyennes avaient comme capital le savoir. La dégradation de ce dernier entraîne celle du statut économique et social des anciennes « classes montantes ».*

**L**e soutien aux classes moyennes comme objectif final des politiques publiques en France prend corps. À droite, certains responsables tels Laurent Wauquiez ou Michèle Alliot-Marie l'expriment clairement. À gauche, le débat sur la cible programmatique (ouvriers, classes moyennes, bobos... ?) fait encore débat, ce qui se comprend d'ailleurs aisément vu l'ampleur des mutations en cours. Au centre, un dirigeant comme Hervé Morin s'intéresse sérieusement à cette question.

Cette idée, qui s'exprime de façon politique, n'est pas sans solides fondements économiques. En effet, quand on analyse la distribution des revenus en France, l'on voit un quintuple mouvement : de plus en plus de riches, de plus en plus de pauvres, des riches de plus en plus riches et des pauvres de plus en plus pauvres ; au milieu, des personnes dont les trajectoires sont de plus en plus individuelles et mouvantes, notamment en matière salariale. Au final, et si l'on considère que la classe moyenne se situe entre le seuil de pauvreté (un peu moins de 1 000 euros par mois par individu) et le dernier décile de revenu (4 000 euros par mois), on voit que plusieurs centaines de milliers de personnes en sortent chaque année, la quittant par le bas ou par le haut. Quant aux classes moyennes « résiduelles », elles sont de plus en plus contraintes financièrement. Ainsi, en France, le niveau de vie médian (celui qui sert de référence pour avoir une idée du niveau de vie de la classe moyenne) représentait 96 % du niveau de vie moyen (c'est-à-dire celui de l'ensemble de la population) en 1996. C'est moins de 85 % aujourd'hui. C'est là la base de ce « chagrin » des

classes moyennes. En effet, toutes les études portant sur l'économie du bonheur parviennent aux mêmes conclusions : le niveau de bonheur dépend, non pas du revenu (ou du patrimoine) absolu, mais du revenu relatif. Autrement dit, ce qui crée un malaise pour ces classes moyennes, c'est le sentiment que leur situation progresse moins vite que celle du reste de la population. On retrouve d'ailleurs exactement le même type d'évolution et de sentiment chez les jeunes, qui voient leur situation absolue s'améliorer, mais relative se dégrader<sup>1</sup>. Jeunes et classes moyennes : les mêmes causes produisent partiellement les mêmes effets<sup>2</sup>.

Les classes moyennes subissent en particulier de façon très nette les effets de la rigueur budgétaire et la hausse des prix du logement, sans que cela soit d'ailleurs obligatoirement une fatalité. Les effets de la rigueur budgétaire sur les classes moyennes peuvent sans doute être atténués si les déficits publics sont réduits via un effort de diminution de la dépense publique plutôt que par des hausses d'impôts. En effet, les alourdissements fiscaux pèsent nécessairement, pour une grande part, sur les classes moyennes. D'un côté, les ménages à faibles revenus sont largement exemptés des hausses d'impôts. D'un autre, les très hauts revenus savent bien utiliser les dispositifs d'exemption, par ailleurs parfaitement légaux. Ces hauts revenus sont, en outre, en partie mobiles internationalement, et l'harmonisation fiscale, qui sera longtemps bloquée par des pays comme le Royaume-Uni ou le Luxembourg (ou la Suisse en dehors de l'Union européenne), n'est donc pas pour demain. Ajoutons que, dans ce contexte, la redistribution fiscale a peu d'impact. En effet, il s'agit moins de redistribuer « des riches vers les pauvres » que d'empêcher les classes moyennes de s'appauvrir.

La hausse des prix de l'immobilier pourrait quant à elle être atténuée si l'on se décidait enfin à augmenter de façon significative l'offre de logements. C'est tout à fait possible car, contrairement à une idée reçue, le foncier existe dans notre pays. Mais l'opinion publique comme les élus doivent accepter l'idée d'une densification des villes. Une bonne politique pour les classes moyennes consiste, à ce titre, non pas à distribuer des aides à l'accession à la propriété qui ne font que monter les prix, ni à aider les promoteurs qui n'en ont souvent pas besoin, mais plutôt à libérer du foncier constructible.

Mais l'histoire ne s'arrête pas au sauvetage des classes moyennes. Il faut peut-être aussi accepter, au risque de paraître provocateur, que le processus de délitement des classes moyennes soit enclenché, et qu'il nous dépasse au moins en partie. Il faut en effet comprendre que, pour l'essentiel, le mouvement de rétrécissement des classes moyennes et d'appauvrissement d'une partie d'entre elles a des causes qui débordent le cadre d'action des politiques nationales : la mondialisation et le progrès technique. C'est l'extraordinaire montée des pays émergents dans l'économie mondiale, couplée à l'accélération des progrès technologiques (dans la communi-

1. Nicolas Bouzou et Luc Ferry, *La Politique de la jeunesse*, rapport au Premier ministre, Odile Jacob, 2011.

2. Peut-être d'ailleurs y a-t-il des conséquences politiques à tirer de cette « alliance de classes ».

cation, la santé, l'énergie...), qui met en difficulté nos classes moyennes. Ce qui constitue une formidable nouveauté historique pour le monde (à l'image de l'invention de l'agriculture ou de la machine à vapeur) et nous offre des perspectives de croissance, à moyen et long terme, plus que prometteuses<sup>3</sup> fait aussi éclater notre ciment social. Dans ce contexte économique extraordinairement complexe, mouvant et nouveau, les entreprises des pays riches sont en quelque sorte condamnées à sur-rémunérer les meilleurs pour laisser les autres (ceux qui sont tout juste bons) dans des postes subalternes, voire en dehors du marché du travail. C'est de là que vient l'essentiel de la montée des inégalités de salaires, pointées du doigt par des auteurs américains comme Robert Reich dès les années 1990.

Ainsi, le curseur des politiques publiques ne doit ni être placé trop en aval (la redistribution fiscale) ni trop en amont (la fermeture des frontières économiques ou, ce que l'on nomme désormais dans le débat politique français, la « démondialisation » qui se traduirait par une sorte de régression pour tous, il est vrai plutôt égalitaire – d'où l'audience relativement importante que reçoivent les thèses de l'extrême gauche et de l'extrême droite –, mais terriblement réactionnaire). Si l'on veut bien aller au bout du raisonnement, il ne s'agit peut-être même pas de sauver les classes moyennes telles qu'elles existaient jusqu'aux années 1990. Le vouloir s'apparente à la recherche d'un paradis perdu qui pourrait mener à l'enfer économique et social. Le principe de réalité commande plutôt de faire en sorte que le haut du sablier social soit plus fourni que le bas, et de faire en sorte que ceux d'en bas puissent passer en haut (c'est finalement l'idée, féconde si elle est bien appliquée, de mobilité). Si elle accepte cette idée, la classe politique dans son ensemble peut retrouver efficacité et crédit.

À ce titre, trois grands chantiers prioritaires pourraient être dégagés. En premier lieu, l'éducation. Toutes les études économiques ont montré que, dans un pays à coûts salariaux élevés, la lutte contre les inégalités trouve son meilleur allié dans la montée en niveau de l'éducation de masse tout au long de la vie, de la maternelle à la formation professionnelle. Or, comme le rappellent les classements internationaux d'universités aussi bien que les enquêtes PISA sur l'enseignement primaire, la France a encore beaucoup à faire dans ces domaines où les résultats tiennent autant à l'organisation qu'aux moyens financiers. La politique doit réinvestir massivement ce champ transpartisan, qui s'apparente à un « bien public ».

En second lieu, il est nécessaire de lutter contre les rentes de situation que se sont octroyées un certain nombre de professions depuis cinquante ans (des taxis aux vétérinaires en passant par les moniteurs d'auto-école) et qui ferment en partie ces métiers à des jeunes qui souhaiteraient les exercer mais ne le peuvent pas, faute de diplôme, d'argent, de relations... Pourtant, dans une société qui devient « naturellement » inégalitaire, combattre ces rentes permet de multiplier les choix de carrière qui s'offrent aux plus jeunes. En outre, élargir l'accès à ces secteurs entre dans le cadre

---

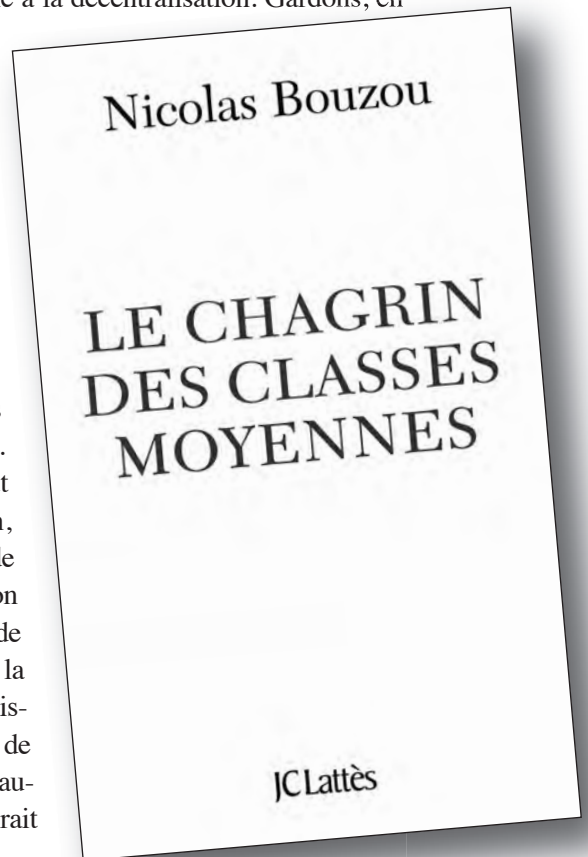
3. Rappelons que la croissance économique provient pour les deux tiers du progrès technique.

d'une politique de croissance, créatrice d'emplois, qui présente l'immense avantage, dans le contexte actuel, d'être indolore pour les finances publiques (comme l'est, dans le domaine du logement, la libération du foncier constructible<sup>4</sup>).

En troisième lieu, pour que ces réformes soient acceptables politiquement, c'est le cadre institutionnel lui-même qu'il faut rénover. Dans une société au tissu social déchiré, c'est dans l'organisation de la sphère publique que doit se situer la réflexion, puisqu'il faut ramener des citoyens aux situations terriblement diversifiées vers la politique. Cela peut prendre la forme d'une démocratie participative, mais il faut sans doute voir plus large, en donnant, par exemple, un nouveau souffle à la décentralisation. Gardons, en outre, à l'esprit le fait que l'éclatement des classes moyennes trouve un écho dans l'éclatement territorial. En France métropolitaine, pour demeurer sur un territoire bien circonscrit géographiquement, les différentiels de conjoncture entre les régions ont tendance à s'accroître. De la même façon que certains salariés parviennent à bénéficier plus que jamais du contexte économique, certains territoires arrivent à « capter » la richesse. Et de la même façon que chaque individu doit avoir sa chance, il faut redonner aux territoires les moyens d'infléchir eux-mêmes leur destin. C'est donc sans doute à l'échelle locale qu'il faut renforcer l'axe essentiel formation/innovation, notamment en redonnant un rôle de véritable chef de file des politiques de compétitivité aux régions, non pas en stérilisant les initiatives via l'instauration de compétences exclusives, mais en développant la contractualisation et la prescriptivité de certains dispositifs, comme les SRDE (schémas régionaux de développement économique). Une réflexion sur l'autonomie fiscale des collectivités locales mériterait aussi d'être menée.

On le voit, ces politiques sont largement transpartisanes. En outre, l'éclatement des classes moyennes ne disqualifie pas le rôle de la politique économique, bien au contraire. L'économie de marché est plus plastique qu'il n'y paraît. Mais cette nouvelle donne impose une redéfinition du cadre et des outils de la politique économique : plus de décentralisation, davantage de réformes, moins de malthusianisme. Le corps social pourrait y retrouver une nouvelle cohésion. ●

4. Pour des propositions précises dans ce sens, on peut se reporter au rapport réalisé par Asterès pour l'Association des régions de France. *Quelles compétences économiques pour les régions ?*, novembre 2011.



*Le Chagrin des classes moyennes*  
Éditions Jean-Claude Lattès – 18 €



# Cannes 2011 : des avancées sociales placent l'homme au cœur du G20

par Gilles de Robien

*Le G20 de Cannes a mis l'accent sur l'importance du social dans la mondialisation.  
La France se doit d'y consacrer ses forces.*

« **N**ous sommes résolus à renforcer la dimension sociale de la mondialisation [...]. Aujourd'hui, réaffirmant notre volonté de travailler ensemble, nous avons pris des décisions visant à redynamiser la croissance économique, à créer des emplois, à assurer la stabilité financière, à favoriser l'intégration sociale et à mettre la mondialisation au service de nos populations. » Telle est la résolution prise par les chefs d'État et de gouvernement du G20, le 4 novembre dernier, à Cannes.

Or, qui aurait pu imaginer, il y a quelques années, que le G20 s'engagerait sur le plan social et le placerait en tête de ses engagements ? Ce résultat n'allait certainement pas de soi. La vocation du G20, depuis sa création en 1999 jusqu'à la crise de 2008, n'était pas précisément de nature sociale. Elle était d'abord financière et monétaire – jusqu'au jour où le monde a été obligé de regarder la réalité en face, à savoir que soigner une crise sans s'occuper de ses conséquences pour l'emploi et la cohésion sociale revenait à poser un cautère sur une jambe de bois. Chacun a bien dû admettre que les pays qui avaient le mieux résisté à la crise étaient ceux qui avaient développé, à des degrés divers, des systèmes de protection sociale. Ce fut le sommet de Pittsburgh, en 2009, qui posa en quelque sorte cet acte fondateur en reconnaissant notamment la nécessité de traiter les conséquences sociales de la crise et de renforcer la dimension sociale de la mondialisation. La présidence américaine a également été bien inspirée de convoquer, en avril 2010, la première réunion des ministres de l'Emploi et du Travail du G20, qui ont esquissé les lignes d'un volet social du G20 – volet que la présidence française a voulu non seulement renforcer, mais aussi inscrire dans la durée.

Un pas important a été franchi en septembre dernier avec la réunion à Paris des ministres de l'Emploi et du Travail du G20, qui ont adopté un texte de conclusions transmis au sommet de Cannes, qui l'a formellement entériné. C'est un bon texte,

substantiel, portant sur les quatre priorités de la présidence française, à savoir l'emploi, la promotion de socles de protection sociale, le respect des droits sociaux fondamentaux et le renforcement de la cohérence entre organisations internationales.

Quelles avancées le sommet de Cannes a-t-il approuvées ?

D'abord, le fait que les chefs d'État du G20 aient inscrit le volet social du G20 dans la durée en affirmant : « Les questions sociales et l'emploi, tout comme les questions économiques, monétaires et financières, continueront de faire partie intégrante de l'action du G20. » Le Mexique, au départ peu convaincu, est désormais résolu à tenir cette réunion des ministres du Travail et de l'Emploi en 2012 et il en va de même pour la Russie qui lui succédera.

Ensuite, ils ont mis l'accent sur l'urgence des mesures à prendre en faveur de l'emploi, et en particulier l'emploi des jeunes et des plus vulnérables. Lorsque nous parlons d'emploi, il ne s'agit pas de considérations purement quantitatives. À l'OIT, on parle d'emploi décent. Cette notion est importante car elle donne une dimension qualitative au travail. Cette priorité à l'emploi des jeunes a trouvé un point d'ancrage concret avec la création d'un groupe de travail intergouvernemental du G20, qui a pour mission de déboucher sur des résultats tangibles. Très concrètement, elle doit favoriser les échanges d'expériences et apporter une contribution substantielle à la prochaine réunion ministérielle qui se tiendra sous présidence mexicaine. Un mandat et des objectifs clairs qui ne lui laissent ni le temps ni les moyens de tergiverser. Plus encore, le G20 a chargé les organisations internationales (FMI, OCDE, OIT, BM) de rendre compte aux ministres des Finances des perspectives d'emploi dans le monde et de la manière dont notre programme de réformes économiques contribue à la création d'emplois. C'est un pas décisif sur le chemin d'une cohérence plus forte entre les travaux des ministres des Finances et ceux des ministres du Travail et de l'Emploi – mais aussi pour la coopération entre l'OIT et les institutions financières internationales.

En matière de protection sociale également, les résultats obtenus sont encourageants. Il suffit d'imaginer ce que serait un monde privé de sécurité sociale pour se rendre à l'évidence qu'il ne peut y avoir de croissance durable et équilibrée sans un minimum de protection sociale. Or, aujourd'hui encore, 75 % de la population mondiale ne bénéficie toujours pas d'une protection sociale digne de ce nom. La crise de 2008 a révélé que les pays les plus résistants étaient ceux ayant mis en place des systèmes de protection sociale qui avaient servi d'amortisseur et de stabilisateur automatiques. Responsables politiques et entreprises, tous se rendent aujourd'hui à l'évidence qu'on ne peut réussir économiquement et politiquement à long terme sans investir dans la protection sociale. Quelle est la valeur ajoutée du sommet de Cannes sur ce point ? L'engagement de mettre en place des socles nationaux de protection sociale et d'étendre ces systèmes là où ils existent. Cette ambition n'est ni utopique ni naïvement progressiste. Elle va dans le sens d'une histoire qui ne peut se résoudre à ce que la mondialisation reste synonyme d'appauvrissement et d'in-

justice pour la très grande majorité des habitants de la planète. L'idée de socle a le mérite d'être accessible et réaliste. Elle suppose simplement l'accès à un minimum de services vitaux (eau, alimentation, soins de santé) et de transferts (garantie de revenu pour les personnes âgées, les handicapés, les chômeurs, allocations pour les travailleurs pauvres et pour les familles). Si les pays du G20 ont choisi de faire référence à « des socles » au pluriel, ce n'est pas neutre, parce qu'il n'y a pas de modèle unique qui tiendrait lieu de référence absolue sans égard pour le niveau de développement ou les traditions sociales et culturelles des pays concernés. Nous recommandons, au contraire, de mettre en place des socles de protection sociale de manière progressive, souple et ajustée aux spécificités de chaque pays. Surtout, il revient aux pays eux-mêmes de définir nationalement leur système de protection sociale ainsi que ses modalités de financement. Ces dernières années, des systèmes ont été mis en place avec succès dans de nombreux pays d'Amérique latine et d'Asie. Des programmes comme « Bolsa Familia » au Brésil – qui octroie des prestations aux familles à condition qu'elles s'engagent à scolariser leurs enfants et à les faire suivre sur le plan médical – sont exemplaires. Ils ne doivent pas occulter pour autant les initiatives balbutiantes, au-delà du G20, en particulier en Afrique subsaharienne. Pour ces pays les plus pauvres, la question du financement reste un obstacle à la mise en œuvre des politiques et l'aide internationale déterminante. C'est la raison pour laquelle les ministres des Affaires sociales du G20 ont recommandé aux chefs d'État « d'explorer des voies nouvelles complétant les mécanismes de solidarité internationaux pour mettre en œuvre des socles de protection sociale dans le monde entier ». Je suis personnellement confiant pour l'avenir de ces initiatives. La mobilisation de l'OIT – qui espère aboutir prochainement à une recommandation sur le sujet – et les propositions du rapport de Michelle Bachelet sur le socle de protection sociale prouvent qu'il existe actuellement une volonté politique partagée pour avancer dans ce sens, et pas seulement au sein du G20.

Toujours est-il que le progrès social va bien au-delà de la seule protection sociale. Il suppose également le respect des principes et des droits fondamentaux au travail. À Cannes, les pays du G20 ont encouragé l'OIT à continuer à promouvoir la ratification et l'application des huit conventions fondamentales – qui ont trait à la liberté syndicale et à la négociation collective, à la lutte contre le travail forcé, contre le travail des enfants et à la non-discrimination. De la même manière que pour la mise en œuvre de socles, ceci ne pourra se faire que de manière concertée, en associant les partenaires sociaux – entreprises et salariés – à tous les niveaux. Les expériences menées sur le terrain, en particulier les succès de la RSE, prouvent bien que c'est grâce au dialogue social que nous pourrions progresser dans l'application des droits fondamentaux. Nous nous félicitons particulièrement des réunions du B20 et du L20 qui se sont tenues pour la première fois, à Cannes, ainsi que de la déclaration commune qu'ils ont adoptée avec l'intention de pérenniser ces rencontres en marge du G20.

Enfin, tous ces objectifs ne pourront être atteints que si nous nous engageons à renforcer la cohérence des politiques économiques et sociales ainsi que la coordination entre organisations internationales. Là encore, que d'arrière-pensées... Qui dit cohérence ne dit pas conditionnalité ou clause sociale nouvelle manière. Mais le monde ne peut continuer à tourner, mal d'ailleurs, sur ses seuls axes financiers et monétaires ou plutôt sans que l'impact social et sur l'emploi des politiques économiques et financières soit dûment pris en compte, sans articuler en bonne intelligence impératifs de compétitivité et exigence de justice sociale. Cela prendra du temps, mais l'idée fait son chemin quand le G20 demande aux organisations internationales, en particulier l'OMC, le FMI, la Banque mondiale, l'OCDE et l'OIT, de renforcer et de rendre plus efficace leur coordination et leur dialogue, y compris sur l'impact social des politiques économiques. Il y a là de quoi ouvrir tout un chantier.

Même si le volet social de Cannes a été passablement occulté par des médias qui ne s'attendaient pas à le trouver là, on peut considérer que la quasi-totalité de nos objectifs a été atteinte et se réjouir, sans aucun triomphalisme excessif, de ces résultats obtenus qui posent les bases d'un monde plus juste, plus solidaire et plus attentif au respect de la dignité humaine.

Car la volonté de donner une dimension sociale au G20 est d'abord question d'éthique et de responsabilité politique. Peut-on se résoudre à ce que la mondialisation ne profite qu'à un petit nombre de privilégiés ? Si c'est un fait que la libéralisation des échanges permet le développement économique, on ne peut nier qu'elle a favorisé les dérapages spéculatifs et contribué à aggraver les inégalités dans le monde. Dans les pays qui ont émergé économiquement au cours des dernières décennies, l'enrichissement ne profite bien souvent qu'à une tranche très étroite de la population. Dans les pays occidentaux, les conséquences de la crise financière se font cruellement ressentir. Le chômage atteint des niveaux inacceptables et l'exclusion gagne du terrain. L'écart se creuse entre les politiques d'austérité engagées par les gouvernements – au demeurant justifiées – et les populations qui en font les frais. Il y avait donc urgence à se mobiliser, et pas seulement sur le plan économique et financier. Pour la présidence française du G20, se mobiliser n'était pas se contenter de réitérer des engagements maintes fois répétés. Il s'agissait de marquer de réelles avancées sociales par rapport aux sommets précédents en plaçant l'homme au cœur du G20. ●

# De la fracture sociale à la fracture générationnelle

par Emmanuel Faber

*Sous la pression des retraités, les multinationales ont cherché dans les pays émergents une plus forte rentabilité. On a aussi privé les nouvelles générations de l'arsenal technologique leur permettant de soutenir la concurrence des nouveaux pays industrialisés. En prendre conscience est le préalable aux moyens du redressement.*

**L**e phénomène de mondialisation a profondément modifié nos modes de vie. Il importe de clarifier quelques confusions. De par la notoriété de leurs marques, les entreprises multinationales jouent dans ce processus un rôle très visible. Mais taille et mondialisation ne sont pas corrélées. De très grandes entreprises, dans des métiers de service, ne sont pas des multinationales. Et certaines PME, dans des métiers très pointus, sont déjà des multinationales. Le rôle des entreprises multinationales (c'est-à-dire implantées dans un nombre important de pays) ne doit cependant pas masquer celui de toutes les entreprises qui, tout en n'étant implantées que dans un seul pays, sont fortement importatrices ou exportatrices. De toutes tailles et de tous secteurs, elles sont infiniment plus nombreuses, leur activité entre de plain-pied dans le champ de la mondialisation et elles en tissent elles-aussi tous les jours les modalités.

La dénonciation la plus forte de la mondialisation en Europe porte sur l'emploi. Mais là-encore, l'impact de l'entreprise sur l'emploi n'est pas différent dans une petite et dans une grande. Il ne se fait pas nécessairement sentir au même endroit. Toute PME peut un jour devenir une multinationale et toutes les multinationales ont été des PME. L'impact local sur l'emploi dépend avant tout de la maturité de l'activité locale. Compte tenu de ce cycle de vie, dans le pays d'origine dans lequel elle est implantée de longue date (souvent plusieurs décennies), il est vrai qu'une multinationale crée sûrement moins d'emplois que les PME, mais elle recrute, en revanche, beaucoup dans les régions où elle s'est implantée plus récemment.

## Un enjeu social et local

La mondialisation est au fond un processus dont la fonction sociale est de partager les richesses naturelles et les savoir-faire de la planète. Elle a vocation à combler des inégalités entre les peuples qui n'auraient d'autre issue que la violence politique, guerrière ou migratoire. Non régulée, elle est bien sûr le creuset de toutes les barbaries. Tout son enjeu, très complexe, est celui de sa gouvernance, c'est-à-dire la définition de ses objectifs, et de ses modalités. C'est un enjeu avant tout social.

Face à cet enjeu, qu'aucun processus bilatéral n'a véritablement réussi à traiter, et en premier lieu face à ses conséquences sur l'emploi, on peut être tenté aujourd'hui par une « démondialisation ». Je ne pense pas qu'elle conduise à une hausse des niveaux de vie dans les pays qui tenteraient de l'appliquer. Mais il me paraît, en revanche, indispensable d'inventer une « autre » mondialisation, prenant mieux en compte les richesses naturelles et culturelles, dessinant des flux d'échanges différents, passant aussi par la dématérialisation qu'autorisent les technologies de l'information, qui permettrait de « resituer » l'économie, plus que de la relocaliser. C'est d'ailleurs sur ce terme de site, « *oikos* », que repose son étymologie. Nous, êtres humains, sommes « situés », et ce n'est que forts de cet ancrage que nous pouvons vraiment devenir « êtres de relation ». Notre commerce, pour avoir du sens, doit être plus « enraciné » qu'il ne l'est aujourd'hui. Savoir ce que l'on achète et à qui, à qui l'on vend et pour qui l'on travaille. Resituer l'économie, c'est rendre chacun capable de se situer par rapport à elle.

Et de fait, le véritable enjeu pour une entreprise multinationale est son ancrage local. Toute entreprise doit avoir un lien très fort avec le territoire dans lequel elle est implantée. Toutes ne le respectent pas, c'est vrai. Je pense qu'il est capital de préserver dans ces grandes organisations l'initiative individuelle et le sens de l'entrepreneuriat de nos managers. Le principe de subsidiarité doit s'appliquer partout autant que possible, pour que les décisions soient prises au plus près de la réalité par un management de « proximité ». Au-dessus du niveau local, il faut instaurer un mode de fonctionnement aussi horizontal que possible, où les équipes de différents pays coopèrent dans la résolution de leurs problèmes. Il y a une richesse extraordinaire dans ce partage d'expériences, qui répond à la logique même du processus de mondialisation dans le partage des compétences. En tissant son ADN, c'est le rôle de la culture de l'entreprise de faire en sorte qu'elle reste humaine. Ce sens construit l'identité, unique, de l'entreprise. C'est là qu'elle trouve ses racines. Celles qui les perdent finissent par en mourir. Et les multinationales n'échappent pas à cette biologie et doivent combiner des influences asiatique, européenne, latine, africaine, etc. Le point limite est bien sûr celui au-delà duquel cette identité devient sacrosainte, une idole à laquelle on sacrifierait la conscience de tous. Mais ceci est vrai dans les petites entreprises comme dans les grandes, même si l'enjeu d'un dérapage est à la mesure de leur taille. C'est le rôle des dirigeants de veiller à une forme de tempérance dans le rapport identitaire. Et il me paraît à cet égard très important

d'être à l'écoute des interactions entre la culture de l'entreprise et celle des communautés avec lesquelles elle travaille.

Ces questions sur le rapport au local dans les grandes organisations sont connues. Mais pour des pays comme la France, qui, après le Japon et d'autres, entament leur seconde transition démographique, avec un allongement important de l'espérance de vie et une réduction conséquente du rapport actifs/inactifs dans la population, il est un aspect peu débattu de la mondialisation qui est son impact intergénérationnel.

### **L'impact intergénérationnel**

Les entreprises multinationales occidentales ont grandi à la faveur de la convergence technologique des pays de l'OCDE entre 1950 et 1970 : les compétences techniques s'y sont partagées, les coûts de fabrication ont baissé et le niveau de vie s'est élevé. Arrivée à une forme de maturité, la croissance des marchés occidentaux a commencé à ralentir, le taux d'équipement ou de consommation s'approchant de la saturation. Et les entreprises multinationales sont allées chercher la croissance de leur métier dans de nouveaux pays : les marchés émergents (Europe de l'Est, Brésil, Chine, Russie, etc.).

Ce choix a été quasiment imposé par leurs actionnaires qui, alors que la croissance s'essouffait en Europe, ont continué à exiger des taux de croissance des bénéfices que seul ce déplacement pouvait permettre. À marche forcée, ces entreprises ont donc répliqué leurs compétences et leurs modèles. Souvent sans avoir les moyens d'en inventer de nouveaux. Le transfert social a été évident : elles ont financé la formation de générations d'ouvriers, de techniciens, de managers dans ces nouveaux pays avec, à la clé, une hausse très rapide des salaires pour ceux-ci et une poursuite de la croissance forte des résultats de l'entreprise.

Cette formation fut évidemment moins chère et moins risquée que ce qu'aurait été le financement de la génération suivante des pays occidentaux, qui lui aurait permis de trouver pleinement sa place dans l'économie d'aujourd'hui. Dans le but de maintenir le taux de rendement à court terme maximum pour son épargne, la génération des baby-boomers, qui constitue l'essentiel des actionnaires des multinationales au travers des fonds de retraite et des contrats d'assurance vie (le pic d'épargne en Europe se situe entre 55 et 65 ans), a ainsi formé les générations suivantes des pays émergents plutôt que d'investir dans le pari plus risqué de ponctionner dans le rendement de cette épargne pour préparer l'avenir de ses enfants en inventant de nouveaux métiers, c'est-à-dire en innovant. Et aujourd'hui plus que jamais, les fonds de retraite occidentaux sont plus unanimes encore à pousser les grandes entreprises vers les marchés émergents.

Le taux de chômage des jeunes en Europe, qui dépasse parfois 30 % si l'on exclut l'alternance, n'est pas dû qu'à la crise de 2008, mais aussi au manque d'investissement dans l'innovation et dans la formation. C'est la raison pour laquelle la timide reprise économique depuis 2008 ne s'accompagne d'aucune amélioration de la



situation de l'emploi. Les États-Unis, où pourtant les ajustements d'emploi à la hausse et à la baisse sont rapides, en sont le triste exemple, où depuis bientôt quatre ans, il n'y a aucune reprise sérieuse de l'emploi, en particulier chez les jeunes. Or, c'est cette génération qui devra financer demain les retraites de la précédente.

La mondialisation des multinationales, vue sous cet angle, a été le moyen de protéger l'épargne d'une génération qui devra faire un choix très vite sur ce qu'elle en conserve pour elle et ce qu'elle accepte d'en risquer pour participer au financement de l'avenir de ses enfants et petits-enfants. Au risque sinon que la fracture qui s'assume dans une dialectique de classe sociale s'aggrave d'une énorme fracture générationnelle qui, elle, traversera les liens familiaux et touchera donc au plus intime de chacun : comment pouvons-nous vivre à quatre générations ? Il y a fort à parier que, dans un premier temps, cette phase de transition démographique se traduira par une baisse des niveaux de vie en France, mesurés à l'aune monétaire, et par une exigence explicite d'autant plus forte de partager entre générations en intégrant pleinement chacune dans un nouveau projet de société. ●



*Chemins de traverse*  
*Vivre l'économie autrement*  
Albin Michel – 18 €

# Le destin du social en France

par Robert Leblanc

*Le mondial et le social s'opposent d'une manière que les tenants du second commencent à trouver angoissante. L'auteur ressent particulièrement cette contradiction et en appelle à des choix douloureux. Un vieux pays, le nôtre, féru de stabilité doit se mettre, enfin, à une culture du mouvement.*

Un vieux pays comme le nôtre a forgé au fil des siècles un mode de vie collectif nourri d'un lot de valeurs et traditions communes, mais aussi de tensions. Nous héritons d'un « social », fruit des aspirations humanistes, des avancées de responsables soucieux du bien commun, des luttes de ceux dont les conditions étaient difficiles. Le patronat chrétien, aujourd'hui rassemblé aux Entrepreneurs et Dirigeants chrétiens (EDC), a été à l'origine d'avancées sociales comme les allocations familiales, à la suite des initiatives prophétiques de Léon Harmel.

Aujourd'hui, plusieurs questions se posent sur la valeur de cet héritage, sur sa pérennité, sur nos perspectives.

## Valeur de l'héritage social

Ce social est un bien, parce qu'il donne à un grand nombre de personnes du temps, des protections – toutes choses permettant de vivre sa vie autrement que dans les nécessités de base et l'inquiétude du lendemain – et d'avoir la possibilité de s'enrichir par des études, des loisirs, du sport, des voyages... C'est le progrès des classes moyennes.

Mais le social a des effets pervers. Tout d'abord, il favorise une approche excessivement matérialiste de la vie et, paradoxalement, une forme d'individualisme. Ensuite, en protégeant beaucoup les bénéficiaires du système, il rejette d'autant plus ceux qui n'ont pas trouvé le moyen d'y entrer ; on a souvent pointé que les syndicats, par leurs revendications en faveur des salariés déjà dans les entreprises, agissaient de fait, sans le vouloir, contre l'emploi et contre ceux qui attendent de pouvoir être embauchés.

Mais le pire, c'est qu'il n'incite pas à la prise de risques. Autant l'angoisse du lendemain peut paralyser, autant l'excès de protection dissuade d'entreprendre et encourage des comportements de profiteurs.

Enfin, on fait porter à ceux qui travaillent un fardeau très lourd. Car la protection sociale est financée par des charges attachées au travail et qui creusent toujours plus l'écart entre le coût total pour l'employeur et le revenu net du salarié, portant atteinte à la fois à la compétitivité du travail en France, à l'emploi et au pouvoir d'achat.

### **Pérennité de cet héritage**

La question de la compétitivité est incontournable dans un monde ouvert. Or, nous n'avons absolument pas le choix, le repli est inenvisageable pour la double raison que nous n'avons pas chez nous toutes les ressources naturelles nécessaires et que nos produits ont besoin d'autres débouchés que ce que le marché national peut absorber. Nous devons être compétitifs, c'est-à-dire trouver les domaines dans lesquels nos atouts et nos conditions de fonctionnement nous permettent de soutenir favorablement la comparaison avec la concurrence venue d'ailleurs.

Le fardeau évoqué précédemment pose évidemment problème. Même dans les domaines où notre histoire, dans ses dimensions scientifiques et technologiques, nous donne un avantage, nous ne devons pas imaginer que notre avance ne peut pas être rattrapée par des concurrents agiles. Et même si compétitivité ne rime pas avec productivité, parce que l'inventivité, l'innovation ou la qualité spécifiquement induite par des savoir-faire de haut niveau dans le domaine des hautes technologies comme dans celui du luxe ou des biens culturels, de graves atteintes au coût du travail brident la compétitivité.

Il ne me paraît ni réaliste ni souhaitable de renoncer à la totalité de ce social, mais il faut savoir ne plus le considérer comme un acquis intangible. Le défendre en bloc de manière rigide, c'est se condamner à l'échec économique et à son effondrement. D'ailleurs, les jeunes n'y croient plus et comptent essentiellement sur eux-mêmes.

L'âge de la retraite est un bel exemple. Quand la durée de vie augmente d'un an tous les quatre ans, le report de l'âge de la retraite s'impose naturellement. Il y a cinquante ans, on mourait au bout de quelques années de retraite ; aujourd'hui, l'espérance de vie à la retraite est d'une vingtaine d'années. Il est heureux d'avoir du temps pour soi, qui plus est en bonne santé, mais pas au-delà du raisonnable.

De même pour la santé, dont le coût progresse de manière exponentielle. Peut-on continuer ainsi ? Des principes fondamentaux comme mettre tout en œuvre pour sauver une vie sont-ils encore applicables à tous les cas quand les moyens dont on dispose sont devenus aussi puissants et aussi coûteux ? L'éthique est en jeu, la réponse très difficile.

L'état actuel de la dette publique et les enjeux de son financement devenus concrets pour tous dans le contexte de crise rendent enfin évident que notre social est fragile et que l'on ne pourra pas défendre durablement un dispositif qui absorbe des moyens supérieurs aux ressources dont nous disposons.

## **Nouvelle approche**

Les avantages sociaux sont des biens précieux, mais le concept d'avantages acquis n'est pas tenable. Les principes peuvent et doivent être maintenus. Mais des avantages ne pourraient être définitivement acquis tels qu'ils le sont aujourd'hui que si les ressources correspondantes étaient assurées. Or, on voit que ce n'est plus le cas et que l'État lui-même ne peut pas tout garantir.

Des choix sont à faire. Il conviendra de procéder de manière démocratique en associant le plus largement possible toutes les catégories de personnes, ce qui nous éloigne des instances paritaires employeurs/employés. Les jeunes qui ne trouvent pas la porte d'entrée dans le monde du travail n'ont certainement pas les mêmes priorités que les préretraités.

Ce que la nation choisit, elle doit le financer par son budget, c'est-à-dire par l'impôt. Faire supporter aux heures travaillées toutes les charges du social les rend clairement non compétitives, malgré une productivité élevée. L'allègement des charges sociales pesant sur le travail est une nécessité absolue. Le bouclage du dispositif n'est pas évident car, on le sait, trop d'impôt tue l'impôt, et l'État ou les collectivités publiques n'ont pas de grandes marges de manœuvre pour reprendre le coût du social dont serait allégé le travail.

## **Priorités**

Un juste équilibre est à trouver entre pas assez et trop de protection car les deux, pour des raisons opposées, freinent initiative individuelle et progrès humain.

La première des exigences est peut-être l'égalité des chances. Les talents des uns et des autres, la chance personnelle, les aléas de la vie collective, tout concourt à des écarts de situation tant en matière de santé que de finances ou encore de sentiments. Selon ses repères, chacun l'accepte plus ou moins. Mais ce qui est intolérable, c'est l'absence de perspective, l'enfermement dans un destin déterminé par les origines.

Plutôt que de vouloir résorber les écarts que la vie creuse, il vaut mieux s'attacher à permettre à chaque génération de repartir du bon pied. Il ne s'agit pas uniquement de soutien financier, mais d'aides à l'éducation. De nombreuses initiatives éparses, du fait souvent d'associations, visent à réduire les handicaps sociaux. C'est un mouvement de fond très important pour l'avenir.

La seconde exigence est la cohésion sociale. Les tensions sont inévitables mais, au-delà d'un certain seuil, leur coût humain et économique est désastreux. Un effort collectif est nécessaire pour éviter des processus destructifs et des ruptures préjudiciables au bien commun. Le vivre-ensemble s'apprend et s'entretient. Le mythe de Prométhée et Epiméthée fixait dans l'Antiquité deux conditions : la justice et la pudeur. Les excès, les provocations sont à contrôler plus que jamais quand des temps difficiles comme aujourd'hui exacerbent les tensions. Reconnaître cette exigence conduit à accepter la part de sacrifice nécessaire à la solidarité ; mais la solidarité n'a pas de sens sans d'abord une envie de vivre ensemble, la reconnaissance

d'un bien commun et une fierté collective.

Dans ce monde qui se complexifie, où tout interagit, où tout va de plus en plus vite, la sagesse inhérente à la démocratie doit être défendue contre un risque de dérive techniciste. Les mécanismes même de la démocratie sont sans doute à repenser à l'heure d'Internet et des échanges d'informations instantanés entre les personnes. L'autorité n'a plus les mêmes fondements, la démocratie représentative est bousculée par la démocratie directe ou participative ; laquelle préserve le mieux les droits fondamentaux et les grands équilibres. La place des marchés et des agences de notation fait souvent débat ; mais ne sont-ils pas aussi des voies d'expression des personnes qui, pour être des citoyens, des salariés, des consommateurs, n'en sont pas moins des épargnants ? Les mêmes personnes attendent l'expression d'une volonté par leurs élus, mais doutent de leurs actions et sont représentées par les marchés et les agences de notation dans l'expression de ce doute...

C'est à une culture du mouvement que nous sommes appelés. Elle n'est pas dans nos traditions plus marquées par la construction de cathédrales. L'essentiel de ce à quoi nous tenons sera d'autant mieux préservé que nous saurons en accepter, voire en vouloir, la mobilité des formes. ●

**AU FIL DE LA LECTURE...**

*Tout ce que je vois jette les semences d'une révolution qui arrivera inmanquablement, et dont je n'aurai pas le plaisir d'être témoin. Les Français arrivent tard à tout, mais enfin ils arrivent.*

**Voltaire, Œuvres complètes, Lettre à M. de Chauvelin, 2 avril 1764**

# Une protection sociale pour tous

par Marc Foucault

*Le mondialisme n'est pas une idée abstraite. Elle n'est pas que le reflet des échanges financiers, mais diffuse au monde entier le besoin de la justice sociale.*

**L**a crise financière qui frappe notre planète depuis maintenant plus de trois ans, avec pour épïcètres d'abord les États-Unis, puis l'Europe, a eu pour effet de rejeter au second plan de l'actualité plusieurs travaux importants traitant du lien entre mondialisation et social.

Tel est notamment le cas de plusieurs productions de l'Organisation internationale du travail (OIT) et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) préparées à l'occasion du G20 social, et en particulier de l'important rapport de Michelle Bachelet, ancienne présidente du Chili, sur « le socle de protection sociale pour une mondialisation juste et inclusive ».

Ce « socle social » a été conçu par l'OIT et adopté par les chefs d'État et de gouvernement en 2010 à l'occasion du sommet du Millénaire. Il donne un contenu tout à fait pratique à plusieurs droits proclamés par la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Le socle comprend, d'une part, un revenu minimum du type allocation chômage ou pensions et, d'autre part, un accès aux services sociaux essentiels, tels que la santé, l'éducation ou le logement. L'accès à l'eau potable est également cité. En résumé : des moyens et un accès aux services de base et ce, tout au long de la vie.

L'équipe constituée autour de Michelle Bachelet ne conteste pas l'important recul de la pauvreté dans le monde depuis 1945 ainsi que les nombreux effets positifs de la mondialisation. Pour autant, les inégalités restent massives, s'accroissent même, et les chiffres de la pauvreté dans le monde attestent bien les « graves déséquilibres du processus de mondialisation ». 75 % de la population mondiale ne dispose pas de protection sociale et 1,4 milliard d'individus vivent avec moins de 1,25 dollar par jour.

## **Un socle de protection sociale**

L'idée du rapport est d'abord de montrer l'utilité pour les pays de se doter d'un socle minimum de protection sociale. Pour des raisons sociales et humanistes, cela va de soi, mais aussi pour des raisons économiques, car il est démontré que les pays qui ont investi dans de tels dispositifs de protection obtiennent de meilleurs taux de

croissance. Ce second constat sur les vertus du capital humain est évidemment essentiel à l'heure où la crise économique et financière et l'ampleur des déficits publics peuvent interpeller sur la pertinence des protections sociales déjà existantes. La thèse défendue est bien celle d'un investissement gagnant-gagnant.

L'intérêt du rapport est aussi de montrer, sur la base d'exemples concrets, que la mise en place de ce socle n'est pas l'apanage des pays riches et qu'au cours des dernières années, grâce à une vraie volonté politique, plusieurs pays pauvres tels le Rwanda, le Salvador, le Viêtnam ou le Mozambique sont parvenus à jeter progressivement les bases d'un système de protection sociale et en perçoivent déjà des effets positifs, aussi bien en termes de réduction des inégalités qu'en termes de performances économiques. Ce constat doit donner à tous les pays qui ont fait le choix du social la force de poursuivre leurs efforts (« extension verticale ») et d'en vérifier l'impact sur les cibles les plus problématiques, telles que les femmes ou les enfants.

Le rapporteur a bien perçu la nécessaire interaction entre le socle et les dispositifs d'emploi et singulièrement le concept de travail décent. De ce point de vue, le socle ne peut ignorer le contexte macroéconomique de chaque pays. D'ailleurs, l'amélioration du contexte économique de pays à bas revenus du fait de l'annulation de dettes ou de pays plus avancés du fait de la hausse des prix des matières premières a permis une émergence accélérée de programmes de protection sociale. La concurrence entre catégories de dépenses publiques est évidemment moins vive en période de forte croissance économique et a facilité cette éclosion rapide de programmes sociaux à travers le monde.

### **Un atout dans la crise**

Cela dit, le socle apparaît aussi comme un atout en période de crise, comme « stabilisateur contracyclique » aussi bien en termes d'emploi que de cohésion sociale ou de demande globale. Ces conséquences sont d'autant plus positives que le coût de mise en place n'apparaît pas comme un réel problème selon les rapporteurs (1 à 2 % de PIB), pour peu que les institutions concernées soient suffisamment motivées et solides. Le coût d'un socle est faible en comparaison avec les déperditions fiscales de nombreux pays et les gaspillages de nombreux programmes de dépenses publiques. Même si l'aide internationale a joué un rôle moteur dans la création de plusieurs programmes, le but n'est évidemment pas que ces pays restent socialement sous respiration artificielle et il importe qu'ils puissent très vite autofinancer leurs initiatives sociales grâce à leurs propres ressources.

Les exemples réussis montrent en général une approche graduelle et une attention particulière portée à la sécurité du revenu, notamment des plus âgés. La cohésion politique autour du projet et l'identification correcte des ressources fiscales mobilisées pour le programme semblent aussi les facteurs clés des succès les plus notables. Il importe aussi de limiter les différents risques de fraude et donc de



construire un appareil statistique et au-delà un système d'information très vite performant. Le contrôle et l'évaluation sont aussi des instruments de gestion essentiels pour fournir de façon régulière des informations sur le fonctionnement du socle.

Enfin, si le rapport constate et encourage le respect des initiatives de chaque pays et ne souhaite donc pas imposer un modèle type, plusieurs recommandations sont formulées :

- combiner assistance chômage et politiques actives d'emploi ;
- combiner allocations familiales et éducation ;
- combiner soutien international à la mise en place du socle et solidification des institutions nationales ;
- combiner expérimentations et évaluations.

On notera enfin que les rapporteurs adressent aussi aux pays du G20 le message, non seulement d'encourager le fléchage de leurs aides au développement vers les dispositifs sociaux des pays les plus pauvres, mais aussi d'améliorer eux-mêmes leur socle de protection, y compris en période de crise. C'est une question de cohérence qu'il n'était pas inutile de rappeler.

Au total, le socle de protection sociale apparaît, comme le note Michelle Bachelet, « nécessaire, accessible et efficace ».

Nécessaire car la mondialisation ne peut durablement s'accommoder d'une telle dispersion des richesses. C'est une question de justice, c'est aussi – les révolutions arabes l'ont démontré – une question de paix dans le monde.

Accessible, car les exemples de pays pauvres ayant maintenant un minimum de protection sociale sont désormais significatifs. Volonté politique, stabilité juridique, espace fiscal suffisant apparaissent les trois principales conditions.

Efficace enfin, tant socialement qu'économiquement, ce qui est une garantie importante pour la pérennité et l'acceptabilité des dispositifs. ●

# Les dépenses de santé : qui va payer ?

par Christian Prieur

*Trop de liberté dans la gestion entraîne un déficit croissant. Il est urgent de rétablir l'équilibre, sinon le bateau de l'AMO coulera !*

**L**a France dépense, chaque année, pour sa santé 220 milliards d'euros. C'est un chiffre considérable qui représente 11 % de notre produit intérieur brut (PIB), c'est-à-dire 11 % de la richesse que nous créons, chaque année, par notre travail et le capital que nous mettons en œuvre ; à titre de comparaison, les Français dépensent 2 % du PIB pour se nourrir, 2 % également pour se défendre militairement, 7 % pour éduquer leurs enfants, 1,5 % pour assurer la sécurité intérieure. Les dépenses de santé méritent donc notre attention.

Ces dépenses sont très inégalement réparties entre nous, beaucoup plus que les dépenses d'alimentation, de vêtements ou de loisirs ; si on classe les Français en fonction de leur consommation médicale, par ordre croissant, on constate que les 5 % qui ont la consommation la plus forte consomment dix fois plus que la moyenne de l'ensemble des Français. Le Français dépense environ 3 000 euros par an pour sa santé : les plus forts consommateurs dépensent dix fois ce chiffre.

Cette très inégale répartition des dépenses de santé a suscité tout naturellement le phénomène de l'assurance car cette technique permet de répartir la charge des « mauvais risques » sur toute la population moyennant le paiement d'une prime. Bien plus, comme la santé est un bien supérieur, nous avons collectivement considéré qu'une assurance obligatoire était nécessaire pour que personne ne puisse être écarté pour des raisons financières des soins dont elle a besoin. Et nous avons également décidé que cette assurance obligatoire serait financée solidairement, c'est-à-dire par des prélèvements obligatoires proportionnels aux revenus.

## **Le bateau coule**

Notre Sécurité sociale est en perdition sur les flots déchaînés de la mondialisation ; notamment, son élément le plus important, l'assurance maladie obligatoire (AMO), est en déficit de plusieurs milliards d'euros par an. Il va donc couler.

Il faut en effet rappeler que la flotte Sécurité sociale est composée de plusieurs navires qui naviguent de façon différente sur les eaux de la mondialisation ; le navire *Retraite* a été réparé par la réforme 2010 et il va tenir au moins jusqu'en 2025 ; sa remise à flot est douloureuse, mais elle est simple à concevoir car elle ne dépend que de quelques paramètres (âge de départ à la retraite, modalités de calcul des pensions, revalorisation de celles-ci). Le navire *Prestations familiales* ne pose pas trop de problème.

Reste le navire AMO qui, lui, a une voie d'eau permanente qui a tendance à s'agrandir. Pourquoi cette voie d'eau ? Essentiellement parce que les dépenses de santé augmentent plus vite que le PIB, c'est-à-dire les richesses que nous créons chaque année ; or, les ressources de l'AMO proviennent de prélèvements sur les revenus du travail et du capital, lesquels, à taux et assiette constants, évoluent comme le PIB. Autrement dit, si les dépenses de santé augmentaient comme le PIB, il n'y aurait pas de difficulté de financement pour l'AMO et celle-ci ne serait pas en déficit.

À ce point du raisonnement, il faut se poser la question de savoir pourquoi nos dépenses de santé – les nôtres comme celles de nos voisins européens et des pays développés – augmentent plus vite que le PIB ? Les experts invoquent plusieurs motifs : le caractère des Français (bien remboursés, ils consomment beaucoup), en matière de quantité de boîtes de médicaments nous sommes champions du monde, l'organisation du système de soins, le vieillissement de la population, le progrès des techniques médicales (l'accouchement, autrefois simple, est devenu maintenant plus complexe et plus coûteux).

Au centre de ces motifs, l'organisation et le fonctionnement de notre système de production de soins, ensemble interdépendant d'entreprises publiques et privées (cabinets médicaux, établissements hospitaliers, laboratoires pharmaceutiques...). Or, nous sommes attachés non seulement à notre AMO, mais aussi à notre système productif de soins car il comporte des marges de liberté non négligeables pour les patients comme pour les professionnels de santé. Et cet attachement se nourrit de la répulsion que nous éprouvons à l'égard des deux autres systèmes existant dans le monde : le service national « à l'anglaise » et la médecine libre régulée par la concurrence « à l'américaine ». Nous ne voulons pas du premier système parce que la médecine y dépend trop de l'État et nous ne voulons pas du second parce que c'est le plus coûteux, le plus injuste de tous les systèmes (d'où la réforme Obama).

On remarquera néanmoins que les Anglais sont très attachés à leur service public de santé (la réforme Cameron fait long feu) et que les Américains défendent leur système totalement privé (le président Obama a perdu les élections de mi-mandat en novembre 2010 et sa réforme piétine).

Donc, si nous voulons conserver cette conquête sociale importante qu'est l'AMO – la Sécu en langage courant –, il faut examiner les deux faces de notre système : d'abord, nos dépenses de santé parce qu'à 78 % ce sont des dépenses de l'AMO, ensuite, les modalités de financement de ces dépenses.

## **Des dépenses de santé élevées**

Que dire de nos dépenses de santé en dehors de leur inégale répartition mentionnée plus haut et sur laquelle nous ne pouvons rien sauf à accélérer la fin des grands malades – ce qui est impensable – et en dehors de leur croissance plus élevée que l'augmentation du PIB ?

Tout d'abord, le montant actuel de ces dépenses est un chiffre important comme on l'a dit au début de cet article : 220 milliards d'euros. Le budget de l'État se monte, en 2009, à 350 milliards d'euros.

Quand on rapporte les dépenses de santé au PIB, la France est le deuxième pays au monde derrière les États-Unis, mais devant la Suisse, l'Allemagne, la Belgique, le Canada, les Pays-Bas, le Danemark, la Suède, l'Italie, l'Espagne, le Royaume-Uni. La moyenne de l'OCDE se situe à 9 % du PIB alors que nous sommes à plus de 11 % ; ce qui fait un écart annuel de 40 milliards d'euros : autrement dit, si nous dépendions comme la moyenne des pays développés qui sont en aussi bonne santé que nous, nous dépenserions 40 milliards de moins, chaque année, pour notre santé.

Pourquoi des dépenses de santé aussi élevées ? Pour de multiples raisons qui se commandent mutuellement et qui sont bien exposées dans les rapports successifs du Haut Conseil pour l'avenir de l'assurance maladie.

## **Une forte consommation médicale**

Nos dépenses de santé sont élevées parce que nous consommons beaucoup : en moyenne, par an, un Français voit neuf fois un praticien libéral, passe deux nuits à l'hôpital, consomme une boîte de médicaments par semaine et perçoit sept jours d'indemnités journalières maladie lorsqu'il est actif.

Nous consommons beaucoup plus pour plusieurs motifs : d'abord nous avons des comportements défavorables à notre santé : nous mangeons trop salé, trop sucré, trop gras. Nous sommes dubitatifs sur les mesures de prévention qui nous sont proposées. Nous sommes menacés d'une « épidémie » d'obésité ; les causes en sont connues et peuvent se résumer comme suit : hamburgers + frites + télévision et jeux vidéo (qui détournent des activités sportives). En second lieu, nous consommons beaucoup parce que l'offre de soins est en France abondante, que ce soit en nombre de médecins par habitant qu'en nombre de lits d'hospitalisation. N'écoutons pas les voix de ceux qui disent que cette forte consommation est le fait des fraudeurs ou des étrangers qui abusent de notre système ; la fraude existe ; la consommation médicale est le fruit d'un colloque entre un assuré qui veut faire valoir ses droits et un professionnel de santé pour qui la dépense de santé représente son revenu. Les tentations sont multiples, mais les caisses d'assurance maladie, grâce à l'informatique, pourchassent la fraude aux prestations et, chaque année, elles recouvrent quelques centaines de millions d'euros de prestations indues à comparer aux 220 milliards de dépenses. N'oublions pas aussi que le principal de la fraude, c'est le travail au noir.

### **Un système peu efficace**

Les dépenses de santé sont la valeur des biens et services produits par le système productif de soins, ensemble des entreprises qui les mettent à notre disposition (cabinets médicaux, laboratoires, établissements hospitaliers publics et privés).

Or, ce système productif est mal organisé, fragmenté entre secteurs qui s'ignorent alors que le malade va de l'un à l'autre. La qualité de sa production n'est pas assez mesurée ni récompensée.

Certes, ce système comporte des marges de liberté pour le patient comme pour les professionnels de santé, marges qui sont appréciées par tous mais qui expliquent son coût : liberté d'installation des médecins de ville entraînant d'importantes inégalités dans l'offre de soins (trop de médecins dans le Midi, pas assez dans le Nord et les zones rurales), rémunération des médecins libéraux à l'acte incitant à leur multiplication, nomenclature favorisant les actes techniques utilisant des machines (électrocardiogrammes) au détriment des actes cliniques (élaboration d'un diagnostic), liberté de prescription, c'est-à-dire possibilité de s'affranchir des normes de bonne pratique médicale, répartition des lits d'hôpitaux reflétant plus l'implantation des hôtels-Dieu du Moyen Âge que la nécessaire concentration des compétences et des matériels médicaux sophistiqués nécessaires à la médecine de pointe (trop de lits de soins aigus, pas assez de lits de convalescence et de réadaptation fonctionnelle, absence de dossier médical du malade...).

### **L'indispensable régulation**

La régulation du système de soins, c'est l'application à celui-ci des contraintes qu'il subirait s'il était nationalisé (système anglais) ou livré aux lois du marché (système américain), car ce sont les deux seuls modes d'organisation existant dans le monde en mettant à part les pays en voie de développement qui gèrent comme ils peuvent la pénurie et le désordre en matière sanitaire.

Il faut donc réguler le système de soins pour qu'il soit plus efficace, c'est-à-dire que les ressources consacrées à la santé aient le meilleur impact sur l'état de santé de la population au plan individuel comme au plan collectif.

Le seul problème, c'est que nous ne savons pas réguler un système ayant des marges de liberté parce que l'État prétend s'en charger en écartant au maximum l'AMO, parce que la régulation est une action à long terme, nécessitant un système d'information impartial ; de plus, l'État, c'est le « politique » qui n'agit qu'à court terme (échéances électorales) et sous la pression des lobbies nombreux et ardents du secteur de la santé car les dépenses de santé sont leurs revenus.

La loi HPST (hôpital santé patient territoire) de 2009 a créé un nouvel acteur de régulation au plan régional : les agences régionales de santé (ARS) dont les directeurs généraux seront des sortes de « vice-ministres locaux » chargés de multiples compétences et notamment celle d'améliorer l'efficacité de notre système productif de soins.

Il faudra plusieurs années pour mesurer l'impact des ARS sur la régulation du système de soins car, en dehors de missions de santé publique, elles devront affronter trois chantiers majeurs :

- la réforme de la médecine de ville ;
- la réforme de l'hôpital ;
- l'application au système de soins des nouvelles techniques de l'information et de la consommation.

La régulation du système productif de soins doit se fixer comme objectif une croissance parallèle au PIB et aux dépenses de santé ; une politique de prévention et d'éducation sanitaire doit également y contribuer.

### **Les choix en matière de financement**

Si l'action régulatrice ne parvient pas à atteindre son objectif, il faut se tourner vers les ressources consacrées à la santé en bannissant, pour des raisons morales, le recours à la dette sociale dont on a déjà trop abusé.

En effet, ce procédé consiste à ne pas financer nos dépenses de santé actuelles pour les faire prendre en charge par nos enfants et petits-enfants qui devront payer les impôts nécessaires pour rembourser les emprunts faits par la Caisse d'amortissement de la dette sociale.

En tout état de cause, la crise de l'euro oblige les États à équilibrer leurs finances publiques, y compris leurs finances sociales pour ne pas accroître leur dette publique.

L'écart structurel entre taux de croissance des dépenses de santé et taux de croissance du PIB entraîne mécaniquement, chaque année, soit un déficit de l'AMO, soit un besoin de financement de 4 à 6 milliards d'euros par an : 100 euros par Français. Autrement dit, si on ne fait rien, il faut trouver chaque année 7 à 6 milliards d'euros, soit un demi-point de CSG, pour continuer à faire fonctionner notre système de soins.

Mais les gouvernements successifs ne restent pas inactifs compte tenu du fait qu'ils doivent montrer au Parlement les conditions de l'équilibre financier de l'AMO en faisant voter à l'automne, chaque année, la loi de financement de la sécurité sociale.

Le premier instrument utilisé en urgence, car le plus efficace, est la baisse du taux de remboursement par l'AMO, notamment de certains médicaments plus ou moins utiles et certains actes médicaux au prix unitaire modeste. C'est pourquoi, nous avons l'impression que l'AMO se désengage ; or, il n'en est rien puisque le taux de 78 % est stable depuis dix ans. En effet, cette baisse du taux de remboursement sur les actes et prescriptions de la médecine de ville est compensée par l'augmentation du nombre et du coût des soins que reçoivent les personnes atteintes d'une affection de longue durée (ALD) qui sont remboursées à 100 % ; les deux mouvements en sens inverse expliquent la stabilité du taux global de remboursement, ainsi que l'impression que nous avons – parce que nous ne sommes pas remboursés à 100 % – que l'AMO se désengage.

Si, dans la réalité, le taux global de remboursement de l'AMO ne varie pratiquement pas, il n'en demeure pas moins que les dépenses de l'AMO (78 % des

dépenses de santé) varient comme les dépenses de santé, c'est-à-dire plus vite que le PIB ; or, comme on l'a déjà dit, les recettes consacrées à la santé – et notamment celles de l'AMO – augmentent comme le PIB : d'où la menace d'un déficit.

### **Le financement solidaire**

L'AMO est alimentée par deux grandes ressources : les cotisations sociales payées par les entreprises et les salariés et la contribution sociale généralisée qui taxe tous les revenus. S'y ajoutent, pour environ 20 % des recettes, une kyrielle de petits impôts qui frappent des activités susceptibles d'aggraver les charges de l'AMO : tabac, alcool, médicaments, primes d'assurance automobile...

Le remplacement de tout ou partie des cotisations sociales par une fraction de la TVA – affaire dite de la TVA sociale – fait discussion au sein des économistes comme des politiques, mais il n'apporte pas de ressources supplémentaires à l'AMO, sauf à augmenter le taux général de la TVA et nous ne sommes pas loin du plafond de taux de TVA fixé par Bruxelles.

Reste la CSG. C'est un élément de la fiscalité des personnes au point que certains voudraient la fusionner avec l'impôt sur le revenu, débat que nous n'aborderons pas dans ce propos, retenant de la CSG son seul caractère d'imposition proportionnelle frappant tous les revenus et affecté au financement de l'AMO au taux de 5,6 %.

Les pouvoirs publics répugnent à une augmentation du taux de la CSG car ils trouvent que c'est une solution de facilité (1 point de CSG = 11 milliards d'euros) qui dispense trop facilement de réguler les dépenses de santé.

Que conclure de cette revue des ressources affectées à l'AMO, ce que l'on peut nommer le financement solidaire, c'est-à-dire proportionnel aux revenus ? On peut avancer ces trois conclusions :

- il faut bannir le déficit, c'est-à-dire financer les dépenses de santé remboursables par l'AMO, le taux global de remboursement demeurant voisin de 78 % ; c'est le taux qui permet à l'AMO de mener à bien sa mission : l'accès aux soins pour tous ;
- il faut réguler fermement le système productif de soins pour que la croissance des dépenses de santé s'aligne sur celle du PIB donc des ressources affectées à la santé : cotisations sociales, CSG, impôts divers ;
- si la régulation n'atteint pas son objectif, une légère augmentation de la CSG est envisageable.

Mais le financement solidaire n'est pas le seul financement des dépenses de santé : un petit quart des dépenses de santé ( $100 - 78 = 22$ ) fait appel au financement mutualisé (13 %) et au revenu disponible des ménages (9 %).

### **Le financement mutualisé**

D'où vient ce financement ? On a dit que, dès sa création, l'AMO ne couvrait pas les dépenses de santé à 100 % et laissait à la charge de l'assuré un ticket modérateur de 20 % de la dépense, ceci afin de responsabiliser les consommateurs et d'évi-



ter les comportements laxistes (« puisque j'y ai droit, je consomme sans retenue »). Ce ticket modérateur devenant plus lourd à mesure que s'élevait le coût des soins, un certain nombre d'assurés sociaux ont voulu s'assurer contre le risque de subir le poids d'un ticket modérateur devenu trop lourd. Cette demande a entraîné l'apparition d'une offre d'assurance complémentaire proposée par des mutuelles, des compagnies d'assurances, des institutions de prévoyance (assurance gérée paritairement en application d'un accord collectif de branches ou d'entreprises).

### **Le revenu disponible des ménages**

On pourrait penser qu'avec le cumul des assurances les dépenses de santé seraient dans leur quasi-totalité financées collectivement. Il n'en est rien puisque environ 9 % d'entre elles incombent au revenu disponible des ménages.

Ce phénomène résulte du cumul de plusieurs dispositions. Tout d'abord, certaines catégories de dépenses de santé ne sont prises en charge ni par l'AMO ni par la plupart des complémentaires : thalassothérapie, médicaments de confort (aspirine). De plus, les complémentaires ne prennent pas en charge la totalité du ticket modérateur ; certains contrats plafonnent leurs remboursements, notamment en optique et en dentaire. Les dépassements d'honoraires – par rapport aux tarifs de l'AMO – sont mal pris en charge par les complémentaires tant que ne sera pas mis en place le « secteur optionnel » envisagé depuis plusieurs années. Ce futur secteur devrait prévoir, à la fois, un plafonnement des dépassements et une limitation de leur fréquence pour qu'ils soient pris en charge par les complémentaires.

Pour ces motifs, il reste à la charge des ménages, une fois qu'ils ont payé cotisations, CSG et primes de complémentaire, une somme variable – en fonction des contrats complémentaires souscrits – qui peut se révéler importante pour certains revenus, non pas les revenus les plus faibles qui bénéficient de la CMUC, mais le bas des revenus moyens.

Ce « reste à charge » imputable sur le revenu disponible des ménages existe : 9 % des dépenses de santé, ce qui est un chiffre faible par rapport à ce qui se pratique dans les autres pays : Angleterre 11 %, Norvège 14,5 %, Italie 22 %. En outre, la moitié de ces 9 % concerne des dépenses de santé de moindre intérêt : chirurgie esthétique, automédication, soins de confort.

Si l'on exclut cette dernière moitié des dépenses, le reste à charge moyen des ménages, après intervention de l'AMO et des complémentaires, est inférieur à 2 % du revenu moyen, pourcentage qui peut être difficile à supporter pour certains revenus modestes. En définitive, qui va payer nos dépenses de santé dans l'avenir ? Il y a une réponse évidente à cette question : c'est nous qui payerons nos dépenses de santé parce que les étrangers ne voudront pas payer à notre place en finançant notre dette publique et sa composante sociale.

Autre réponse à cette question d'un certain nombre de commentateurs : nous allons dans le mur, donc il faut changer notre système !

La réforme dans le secteur de la santé et de son financement n'est pas l'utopique chamboulement. Les Français sont attachés à leur système de soins et à son mode de financement car il leur paraît concilier solidarité, liberté et possibilité pour tous d'avoir accès aux soins. Ils veulent le maintien de ce pilier de notre contrat social collectif.

Alors que faire dans ce domaine si complexe que nous essayons ici d'explorer méthodiquement et objectivement (et sans aborder les problèmes éthiques : euthanasie, fécondation in vitro, etc.) ?

Pour notre part, nous pensons qu'il faut d'abord réguler le système productif de soins dans une optique de moyen terme (parvenir à une croissance des dépenses de santé parallèle à la croissance du PIB et s'y tenir) : il faudrait confier cette mission à une haute autorité indépendante ayant le temps devant elle et dont ce serait la seule mission. Simultanément et sans relâcher la régulation, il faut financer chaque année nos dépenses de santé en faisant appel équitablement aux prélèvements de l'assurance maladie obligatoire – essentiellement la CSG –, aux ressources de l'assurance complémentaire santé et *in fine* aux revenus directs des ménages.

Il faut que ces deux types d'action soient conduits parallèlement bien que le premier vise un objectif à moyen terme qui devra être tenu en permanence alors que le second doit être annuel pour éviter les dérapages dans la dette sociale.

Comme le disait Clemenceau, « il faut savoir ce que l'on veut. Quand on le sait, il faut avoir le courage de le dire. Quand on le dit, il faut avoir le courage de le faire ».

La campagne électorale de 2012 ne pourra pas éviter d'aborder ce sujet. ●



**Financer nos dépenses de santé. Que faire ?**  
L'Harmattan – 27,50 €

#### AU FIL DE LA LECTURE...

*L'incapacité est une franc-maçonnerie dont les loges sont en tout pays, cette charbonnerie a des oubliettes dont elle ouvre les soupapes, et dans lesquelles elle fait disparaître les États.*

**Mémoires d'outre-tombe, René de Chateaubriand**

# Le G20 propose...

par Henri de Raincourt

*Le G20 a le mérite de poser les problèmes concrètement, c'est-à-dire à l'échelle de toute l'humanité. Reste à les résoudre !*

**L**e développement nous concerne tous : la mondialisation s'est accompagnée de progrès significatifs depuis deux décennies, sortant des centaines de millions de personnes de la pauvreté.

Mais l'internationalisation des échanges et des cultures a aussi accéléré les déséquilibres. Les inégalités entre pays, et entre individus au sein de chaque pays, se sont accrues.

L'Histoire connaît ainsi depuis la fin du xx<sup>e</sup> siècle de profonds bouleversements qui rebattent les cartes politiques et économiques et ébranlent les équilibres anciens. Sous nos yeux se dessinent un nouveau monde, dans lequel les pays émergents et les pays en développement sont devenus des partenaires incontournables pour résoudre des défis globaux, qu'ils soient économiques, écologiques ou démographiques.

Il nous appartient donc de façonner une mondialisation à dimension humaine, dont les risques seront contrôlés et dont les bénéfices seront mieux partagés, au Nord comme au Sud.

C'est pourquoi je pense que le G20 est une enceinte politique majeure. Le G20 peut apporter des solutions concrètes aux déséquilibres nés de la mondialisation.

De par son poids tout d'abord : il représente les deux tiers de la population de la planète et 85 % de l'économie mondiale. De par sa composition ensuite : le G20 consacre la place grandissante des pays émergents et contribue à l'émergence de cette nouvelle gouvernance mondiale. Leur poids économique ne doit pas nous faire peur. Leur croissance est indispensable à la relance mondiale. Elle nous ouvre des marchés, sources d'emplois nouveaux chez nous.

Dans ce contexte, les politiques de développement font désormais partie des leviers incontournables qui permettront de construire une croissance économique mondiale forte, durable et partagée.

La création d'un G20 Développement, à l'initiative du président de la

République, démontre que l'enjeu du développement est devenu central. Il n'est plus l'affaire d'un petit « club de pays riches ». La question du développement doit être posée en des termes nouveaux. Elle doit être débarrassée d'une vision marquée par la compassion et être fondée désormais sur un partage des responsabilités et un partenariat respectueux avec les pays du Sud. Nos politiques de développement sont un investissement pour la prospérité de tous les peuples.

Le risque du monde qui s'offre à nous, c'est que les interdépendances progressent plus vite que notre capacité à les gérer. Dans cette fable moderne du lièvre et de la tortue, les marchés courent plus vite que les institutions et impriment un rythme qu'il est difficile de suivre. Nous devons donc démontrer notre capacité politique à jouer une nouvelle partition, sans que le jeu tourne à la cacophonie.

L'organisation du premier G20 Développement, à Washington, le 23 septembre dernier, a été une étape décisive pour bâtir une gouvernance mondiale maîtrisée. Il a également joué un rôle précurseur en proposant des solutions innovantes.

Inquiet de la famine qui frappe dans la Corne de l'Afrique, averti des enjeux démographiques à l'horizon de prochaines décennies, le G20 Développement a tout d'abord pointé la priorité de la sécurité alimentaire.

La volatilité et l'interdépendance des marchés agricoles ne datent pas de la mondialisation financière ; mais celle-ci en démultiplie les effets déstabilisateurs. Aujourd'hui, près d'un milliard d'êtres humains souffrent de la faim. Le défi pourrait être plus considérable lorsque notre planète comptera neuf milliards d'habitants en 2050. Pourtant, nous pouvons apporter des réponses, ou au moins les initier.

En créant, par exemple, des réserves alimentaires d'urgence pour prévenir les crises. Grâce au G20 Développement, un projet pilote va ainsi être mis en place dans onze pays d'Afrique de l'Ouest, mené par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Il permettra de constituer des stocks alimentaires qui pourront faire tenir une population affamée pendant quatre-vingt-dix jours.

Chaque paysan doit également pouvoir vivre dignement et durablement de son travail. La production agricole doit s'accroître, tout en préservant l'environnement. En favorisant la recherche agronomique pour le développement, via notamment des partenariats scientifiques entre organismes internationaux et centres de recherche agronomique des pays développés et en développement, le G20 favorise concrètement la sécurité alimentaire des populations sur le long terme.

Ensuite, le G20 Développement promeut une mondialisation source de croissance pour tous, grâce à l'investissement dans les infrastructures.

Dans de nombreux pays, le manque d'infrastructures étouffe toute croissance et empêche les gains de productivité. L'énergie, les moyens de transport et de communication, l'eau sont indispensables à la mise en mouvement de l'économie.

Ces moyens sont aussi essentiels si l'on veut que des populations entières ne soient pas laissées à l'écart de la mondialisation et des progrès. De nombreux villa-

geois attendent toujours un accès à l'électricité ; trop nombreux sont ceux qui espèrent une eau saine ou qui ont besoin de moyens de communication pour travailler.

Les partenaires du développement, le secteur privé et les organisations internationales doivent s'attaquer ensemble aux blocages et aux contraintes et définir les règles d'une concurrence loyale et transparente afin de mieux insérer les pays pauvres dans le jeu du commerce local, régional et mondial.

C'est pourquoi, pour la première fois, dans le cadre du G20, nous leur avons demandé de proposer des mesures susceptibles d'attirer les investissements et une liste de grandes constructions régionales. Onze projets d'infrastructures d'envergure régionale, dont la faisabilité a été approuvée et dont le financement est possible, ont ainsi été dévoilés au sommet de Cannes, dont cinq en Afrique.

Le G20 Développement défend également une mondialisation qui refuse le nivellement par le bas et promeut une convergence des normes sociales.

La crise financière frappe systématiquement les populations les plus vulnérables. Le besoin d'une meilleure protection sociale se fait plus pressant. Une mondialisation à visage humain doit s'opposer à la dérive du moins-disant social. C'est une question d'équité entre les peuples et de lutte contre les inégalités.

De nombreux exemples de réussites de systèmes de protection sociale existent de par le monde et montrent que d'autres voies sont possibles. Ils prouvent que la protection sociale n'est pas un fardeau qui entrave la croissance, mais plutôt un stabilisateur contre les chocs sociaux et économiques, et donc un bon outil de développement. La promotion de ces systèmes de protection sociale, adaptés aux besoins de chaque pays, est ainsi une des innovations phares du G20.

Enfin, le G20 Développement est aussi une arme pour une mondialisation plus juste, où les principaux bénéficiaires de la globalisation contribuent au financement du développement.

C'est là tout le sens des financements innovants. L'aide publique au développement est indispensable. Elle doit être maintenue. Nos engagements financiers sont parmi les plus élevés des pays développés : avec près de 10 milliards d'euros d'aide publique au développement en 2010, la France est ainsi le troisième donateur mondial.

Mais face aux besoins nouveaux et supplémentaires, elle ne pourra suffire. Nous devons mobiliser des sources de financement nouvelles, stables et prévisibles, provenant des secteurs ayant le plus bénéficié de la mondialisation.

La France milite de longue date en faveur des financements innovants. Nous avons déjà levé plus de 5 milliards de dollars au service du développement, grâce à la taxe sur les billets d'avion.

Aujourd'hui, nous pouvons et nous devons dépasser cette étape. Nous plaçons en particulier pour la mise en œuvre d'une taxe sur les transactions financières. Nous sommes convaincus qu'il s'agit du vecteur le plus efficace en termes de volumes et d'impacts. Sa faisabilité technique est avérée.

Un taux très bas, reposant sur une assiette très large, évitera les risques de

contournement et d'évasion, sans peser sur la compétitivité des places financières. Une taxation infime des transactions financières n'est pas une pénalité.

Nous pensons, au contraire, qu'elle est légitime car elle comporte une dimension éthique. L'opinion publique ne comprendrait pas que les acteurs qui bénéficient de la mondialisation ne contribuent pas à l'effort collectif pour la rendre plus équilibrée, plus solidaire.

La France est déterminée à s'engager avec un groupe de pays pionniers. Les pays qui n'en feront pas partie auront à rendre compte de ce choix auprès de leurs opinions publiques. C'est un rendez-vous historique que nous ne pouvons pas manquer.

Face à la tentation du repli sur soi, face aux craintes et aux déséquilibres suscités par les crises, il semble qu'il est maintenant urgent d'agir, d'agir ensemble. Il en va de notre intérêt, il en va de notre avenir. Ayons la faiblesse de croire que le G20 Développement sous présidence française a contribué à faire bouger les lignes. ●

# Demain, la nouvelle société européenne et marchande<sup>1</sup>

par Paul Camous

*France Forum ne vieillit pas. Ceux qui mettent leur talent à sa disposition sont pleins de clairvoyance, comme le démontre ce texte datant de plus de vingt ans et toujours actuel !*

« **U**ne société inconsciente de l'ordre de ses fins devient, par réflexe, une société d'indifférence et d'autodestruction. » (Pierre Emmanuel)

## **Entre l'ordre bureaucratique et l'ordre marchand**

La société française, et peut-être l'Europe, ballote, en cette fin de siècle, entre l'ordre bureaucratique et l'ordre marchand. Des forces puissantes l'appellent vers l'ouverture, vers l'échange ; c'est « l'appel du grand large ».

Les corporatismes, la peur du risque, et mille liens de la société administrée, la retiennent dans « les petits confort » des « grandes sécurités ».

Il est vrai que, en sens inverse, l'effacement des nécessaires solidarités collectives, les vagues profondes des individualismes exacerbés, et des égoïsmes hypertrophiés, ne pourraient que nous renvoyer à la sauvagerie de la jungle, incompatible avec toute morale et toute civilisation.

L'apprentissage d'un nouveau « vivre-ensemble » est difficile pour les peuples, quand la révolution des techniques modifie l'homme-individu et les sociétés territoriales qui étaient, depuis toujours, son cadre de vie collectif.

Aujourd'hui, les déséquilibres s'accroissent dangereusement. Ils ne sont pas seulement économiques. Les cultures se mélangent, comme disparaît, selon le mot célèbre de Maurice Magre, « le confort des certitudes admirables ». Alors que le centre du monde se déplace vers le Pacifique et que la puissance démographique du tiers monde juvénile déséquilibre la planète, les peuples de l'Europe – et d'abord le nôtre – vivent-ils la vingt-cinquième heure ? Comme l'écrivait Foucauld, « la grande colère de faits impose le courage de la vérité, et exige la puissance morale de la responsabilité ».

## **Le risque de l'Europe des bureaux. L'espérance d'une morale de responsabilité**

L'Europe est une espérance. Elle doit être une ambition pour les peuples et les États, mais aussi pour les entreprises, les collectivités locales et les individus. Le

1. Reprise d'une partie d'un article paru dans le n° 261-262 de *France Forum* (mai-juin 1990).



mythe est fort. L'espérance est violente.

Cet axiome, qui porte notre volonté, ne doit pas cependant nous aveugler sur un risque qui est déjà un danger. Nous devons être attentifs au pouvoir montant d'une Europe des bureaux.

Le système « bruxellois » – né du traité de Rome – a permis que l'idée, abstraite, de la Communauté européenne se concrétise peu à peu. Par un effet pervers, il est en train de devenir un obstacle, l'achèvement du processus de réalisation d'un marché vraiment commun ou d'une Europe unie. Il crée, inconsciemment, toujours plus de règlements, de contraintes et de prélèvements financiers sans s'employer à faire disparaître – en contrepartie – ceux qui existent dans les États de la Communauté.

La Commission et ses milliers de fonctionnaires ne sont pas contrôlés par le haut (réuni épisodiquement, le cartel des États n'est pas un vrai Conseil des ministres, même s'il est composé de ministres nationaux).

Par le bas, les buildings administratifs de Bruxelles ne sont pas soumis au pouvoir des peuples. Le Parlement européen ne peut « rendre compte » à ses électeurs. L'heure du « politique » semble venue, comme le disent, avec force ou nuances, ceux qui savent que l'Histoire ne repasse pas les plats et que le temps nous est compté pour transformer l'essai.

La force du mythe européen a légitimé la sincérité des ambitions des politiques, la conviction des spécialistes ou la volonté de faire des technocrates. L'absence de « contre-pouvoir » ne peut que faire proliférer règlements et dépenses, dans les conditions que certains ont qualifié « d'irresponsabilité illimitée ».

La politique agricole commune, dans sa complexité et parfois son absurdité, comme dans son coût qui dépasse la rationalité, représente la masse émergée d'un iceberg. C'est celui de l'accumulation de directives, réglementations et « politiques », qui s'ajoutent aux blocs des réglementations et des dépenses nationales. Ce n'est pas la peine de demander partout « moins d'État », « moins de prélèvements », de ne rien diminuer « nationalement », et d'en ajouter toujours au niveau européen.

La manifestation la plus récente de ce mécanisme de surcharge – en réglementations autant qu'en dépenses – a été le risque du « socle social » que l'on a proposé pour l'Europe. L'idée est généreuse. Nul ne s'aventurerait à en contester le principe, de crainte de passer pour réactionnaire et sans morale. Malgré les précautions verbales, ces « mots » risquent de libérer des forces qui pousseraient à un alignement par le haut, pour chacune des dispositions « gratifiantes », ou « protectrices », existant dans chaque pays. L'espace économique européen serait-il isolé du reste du monde, derrière un nouveau rideau de fer, et ainsi protégé de la concurrence internationale ? Au-delà de l'opposition démagogique du « social » et du « marchand », de « l'homme » et de « l'argent », on a perçu très vite, cependant, les fondements historiques et culturels et l'importance des écarts, des rémunérations. On a constaté, à côté de ce qui est distribué en salaire direct, le rôle majeur du salaire différé (les retraites), ou les apports essentiels du salaire affecté (assurance, santé, politique

familiale). L'addition globale de l'alignement, par le haut, des disparités, dont les fondements économiques et sociaux ne disparaîtront pas d'un coup de baguette magique, a été lucidement et heureusement pris en compte. On a compris qu'il faut du temps pour que l'effet d'entraînement donne des chances égales à tous, dans toute l'Europe ; notre niveau et notre mode de vie ont un coût. Il faudra en payer le prix, pour tous.

L'Europe enfin ne doit pas s'asphyxier à cause d'un supplément de réglementations. Elle ne peut pas accepter, avec légèreté, un supplément de dépenses imposées ; il faut un examen d'ensemble pour une répartition nouvelle entre les différents niveaux du « vivre-ensemble » ; une lente dérive, réglementaire et budgétaire, de la communauté serait un danger fatal. Son éventualité n'est pas le fait des hommes. Elle procède d'une structure provisoire (celle organisée par le traité de Rome), qui était nécessaire à titre provisoire, mais qui aujourd'hui devient ingérable. Nous risquons très vite de buter sur un blocage, né d'un affrontement politique, présenté sommairement comme celui entre libéraux du Nord et socialistes du Sud.

Mais, en réalité, l'opposition, qui va au-delà de la politique, concerne la manière d'être et du « vivre-ensemble » des hommes. Il s'agit de morale, je dis bien de morale – c'est-à-dire de codes sociaux –, et pas seulement d'économie de marché, fût-ce pour 320 millions de consommateurs.

Ordre bureaucratique ou société marchande ? L'Europe hésite et bégaye encore. C'est cette interrogation qu'a lancée, il y a deux ans, un colloque des Anciens de Polytechnique, sous le titre « Europe des bureaux ou Europe des entreprises ? » La question, à condition qu'elle soit vraiment posée, recevra la réponse concrète. Si on l'occulte, le risque est grand de voir le scepticisme remplacer l'enthousiasme, et les égoïsmes comme les intérêts se disperser sur l'ensemble du vaste monde.

Il faut le répéter. Notre manière de vivre a un coût. Il est élevé. Les Français voudront-ils comprendre que ce haut niveau de vie exige, en contrepartie, l'imagination, l'organisation, le professionnalisme et l'effort ? Malgré notre richesse de civilisation, notre pays et sans doute une bonne partie de l'Europe ont commencé à vivre à crédit, au moment où le système mondial s'affole de ses propres excès.

L'opacité des grands mécanismes bureaucratiques et les transferts financiers repoussent les échéances. Ils oblitèrent la conscience collective. Mais les temps sont venus où l'on ne peut plus « faire semblant ». L'Europe n'est pas une facilité, mais un chemin et peut-être un combat. ●

# Habemus papam ?

par Jean-Pierre Prévost

*L'Église a été pendant des siècles la mère de la mondialisation. Aujourd'hui, c'est ce mouvement international qui semble troubler Rome et le Vatican. N'est-il pas l'annonce d'une puissante régénération ?*

L'Église catholique est depuis toujours engagée dans la mondialisation. C'est sa vocation même. « Allez et enseignez tous les peuples de la Terre », fut l'ultime instruction du Christ à ses disciples. Et avec quelle ardeur ils le firent ! L'Église est présente sur toute la planète, dans davantage de pays que l'Onu elle-même. Aucune organisation, de quelque ordre que ce soit, ne peut rivaliser avec elle sur ce point.

Et, pourtant, l'Église, loin de profiter d'une mondialisation aujourd'hui quasi généralisée, souffre d'une crise extrêmement grave, comme elle n'en avait pas connue depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle – le triomphe de la philosophie des Lumières, la Révolution française, la proclamation des droits de l'homme –, une crise particulièrement sensible dans les « vieux » pays de chrétienté, Amérique du Nord comprise.

« Une Église qui a perdu en prestige, traversée par des tensions internes et qui doute d'elle-même », écrivait l'éditorialiste de *La Croix*<sup>1</sup>, à propos de l'Allemagne à la veille de la visite d'État, courageuse et éprouvante, que Benoît XVI allait y effectuer, mais ceci ne doit-il pas être étendu à l'ensemble du catholicisme ?

Victime de son immobilisme face aux transformations de la société, arc-boutée sur des positions, notamment sur le plan moral, qui ne sont plus suivies par beaucoup de fidèles, centralisée à l'extrême, l'Église a depuis longtemps perdu le bénéfice du mouvement de transformation engagé après le concile de Vatican II, ouvert par Jean XXIII en 1962, et vite étouffé depuis, alors que la crise religieuse était déjà « l'une des raisons du Concile<sup>2</sup> ».

Il a fallu du temps au nouveau pape, jusqu'ici préoccupé surtout par les questions théologiques, pour qu'il prenne conscience de la gravité de la situation. Déjà le retour négatif de l'opinion des croyants eux-mêmes, après certaines de ses prises de position, l'avait alerté. Mais, surtout depuis l'affaire des prêtres pédophiles, une désaffection massive, facile à comptabiliser en Allemagne précisément où le prélè-

1. 22 septembre 2011.

2. *Le Nouveau Théo, l'encyclopédie catholique pour tous*, Mame, 2009.

vement fiscal pour les religions suppose un acte volontaire, et un mouvement de désobéissance collective dans le clergé lui-même né en Autriche l'oblige à adopter une attitude nouvelle et à prendre des positions inimaginables jusqu'ici. C'est ce que ce voyage en Allemagne vient de montrer.

« Je ne suis pas celui qu'il vous faut face aux énormes changements dont l'Église a besoin », fait dire à Michel Piccoli, incarnant un pape nouvellement élu, Nanni Moretti, dans *Habemus Papam*, un film dont le scénario s'inspire du destin tragique de Jean-Paul I<sup>er</sup>, décédé trente-trois jours après son élection, mais qui est plus largement consacré à la panique d'un être quel qu'il soit, illustrée ici par le cri tonitruant de l'acteur, devant des responsabilités trop lourdes. On imagine alors la force de caractère et l'intense confiance dans la grâce divine qu'il a fallu et qu'il faut chaque jour davantage au rigide cardinal Ratzinger pour accepter de devenir le successeur de Pierre et le rester à son âge – 84 ans – alors qu'il est désormais parfaitement conscient des réformes qu'il va falloir entreprendre. Mais l'Église a-t-elle le pape qui les fera – *Habemus Papam* ? – ou n'en est-il que le précurseur ? C'est la question que l'on peut se poser après ce voyage en Allemagne et les déclarations de Benoît XVI.

### Un état de crise

L'Église n'est pas seulement affaiblie par la désaffection de nombreux fidèles, l'incapacité des parents à transmettre leur foi à leurs enfants dans un monde sécularisé, le tarissement spectaculaire des vocations, elle l'est davantage encore par des tensions internes et contradictoires et par la concurrence d'autres pratiques religieuses dans de nombreux pays, par les églises évangéliques notamment.

En Europe, le schisme, né au lendemain du concile Vatican II, perdure et la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X (FSPX) connaît une vigueur incontestable, si l'on en juge par le nombre de ses séminaristes. Après l'échec de plusieurs tentatives de rapprochement entreprises par Rome, il n'est pas certain que les dernières propositions, qui ne sont pas sans irriter l'épiscopat français, soient acceptées. Il s'agirait d'un « préambule doctrinal » qui permettrait la reconnaissance de la FSPX sous la forme d'une prélatrice territoriale lui garantissant une relative autonomie. Ceux-ci continuent, en effet, de considérer que « le concile a cristallisé, légalisé, canonisé des principes qui font mal à l'Église [...]. La révolution du concile a amené un désastre sans nom », vient de déclarer leur principal responsable, également opposé à la rencontre interreligieuse d'Assise, dont Benoît XVI vient de célébrer le 25<sup>e</sup> anniversaire avec éclat (plus de trois cents participants de religions et croyances différentes dont une femme, au nom des agnostiques, Julia Kristeva).

Même si le pape souhaite ardemment réintégrer ce groupe très minoritaire, tel n'est pas son principal souci. La fronde qui s'exprime aujourd'hui de différentes manières concerne en effet le monde chrétien dans son ensemble. Il porte à la fois sur la morale et sur le dogme. En Autriche, d'abord, et en Allemagne, des centaines de prêtres ont engagé un mouvement de désobéissance concernant, par exemple,

l'accès aux sacrements des divorcés remariés, l'intercommunion, c'est-à-dire l'accès à l'Eucharistie des protestants, et expriment publiquement des revendications insensées hier encore de la part de membres du clergé, concernant le mariage des prêtres ou l'ordination des femmes.

En France même, où le mouvement n'a pas encore pris de forme collective, il suffit de lire attentivement la presse catholique pour évaluer l'ampleur des critiques. Chacun sait depuis longtemps que la majorité des fidèles ne respectent plus les règles concernant la vie sexuelle : cohabitation prémaritale, contrôle des naissances, homosexualité notamment, mais la place des laïques et le statut de la femme dans l'Église sont maintenant des questions publiquement soulevées.

Au détour d'une critique de livre sur l'histoire du système clérical, par exemple, rappelant que la dichotomie entre clercs et laïques ou la différenciation entre la place des hommes et des femmes dans l'Église et l'exclusion des femmes des ministères se sont mises en place progressivement, l'auteur de l'article paru dans *La Croix*<sup>1</sup> juge qu'il s'agit de « choix discutables » après avoir noté que « le passé peut paralyser les choix qui s'imposent aujourd'hui ».

Le quotidien catholique, dont on sait la qualité et l'objectivité, n'hésite plus à publier, dans le courrier des lecteurs, des propos encore plus véhéments qui reflètent assurément l'état d'esprit d'une partie de son public. L'Église « a rarement été exemplaire, et rien ne sera fait tant qu'elle n'aura pas été "dépassée". Pas seulement institutionnellement, mais doctrinalement. Dépassée par elle-même si elle en avait le courage<sup>2</sup> ». Et, dans le même numéro, comme s'il fallait mettre les points sur les i, d'un autre lecteur : « Le message de l'Église n'est plus audible pour la plupart, et il semble que l'on doit s'interroger pourquoi [...]. Ce qui rebute profondément ce sont les dogmes et les miracles, c'est ce qui paraît être du niveau du mythe et des images pieuses » et de donner en exemple le dogme de l'Assomption qui « repose sur une ferveur populaire ancienne mais sur aucun texte, et heurte le bon sens ».

Peu après, *La Croix* a tenu à publier, en forme de mise au point, les textes relatifs aux trois derniers dogmes : Immaculée Conception (1854), Infaillibilité pontificale (1870) et Assomption de la Vierge « élevée en corps et en âme à la gloire céleste » (1950), dont la mise en doute signifie que l'on a « totalement abandonné la foi divine et catholique », comme l'avait proclamé Pie XII, mais ce qui n'interdit pas, corrige le journal, « une interprétation et une évolution de sa perception » !

### **Face à l'omnipotence**

Depuis la proclamation de l'infailibilité papale, l'autorité, l'influence et le prestige du pape, que l'on canonise d'ailleurs de plus en plus rapidement après son décès, n'ont cessé de s'accroître, faisant ainsi reposer sur les épaules d'un seul homme l'entière responsabilité de la conduite de l'Église. En principe, car il est bien

1. 29 septembre 2011.

2. 27 septembre 2011.

évident qu'un seul homme, au demeurant généralement âgé, ne peut assurer la conduite d'une organisation mondiale de cette importance. Derrière la personne du pape se profile l'omnipotence vaticane, la curie romaine. Encore dominée par les Italiens, au sein de l'administration permanente chargée d'assister les responsables des multiples congrégations et organes, elle pèse de tout son poids et pour l'essentiel résiste à toute innovation.

Il en résulte un centralisme extrêmement pesant et conservateur qui aboutit à freiner et, parfois, à contrarier la volonté du pape lui-même. Le souci de maintenir une discipline sévère l'avait emporté jusqu'à ce jour sur la volonté de réforme... et, à cet égard, le cardinal Ratzinger se distinguait par son zèle ! Un tel comportement devenait suicidaire, y compris sur le plan matériel quand on sait que l'Allemagne et les États-Unis, deux pays particulièrement touchés par cette crise de l'Église, sont les plus gros contributeurs financiers du Vatican.

Mais la situation a radicalement changé, semble-t-il, depuis quelques mois, si l'on en juge par les faits et gestes du pape, notamment lors de son voyage en Allemagne. Benoît XVI a, en effet, choisi volontairement son pays natal, qu'il avait quitté pour Rome il y a maintenant trente années, alors que la moitié était encore sous la férule de Moscou, mais se sait lié pour toute la vie à ses origines et suit avec intérêt le devenir de la patrie allemande, comme il l'a déclaré aux parlementaires allemands réunis au Bundestag, pour donner le coup d'envoi public à la réforme de l'Église.

Précisément, l'hommage au moine le plus réformateur que l'Église ait connu, Martin Luther, a constitué, pour les chrétiens, l'événement central de ce voyage<sup>1</sup>, Benoît XVI se rendant même au monastère d'Erfurt où Luther vint pour la dernière fois en 1511. Mais c'est sans doute dans le discours prononcé à Fribourg devant 80 000 fidèles que le pape a pris le plus clairement position pour un « renouveau de l'Église » face à « la vraie crise qu'elle traverse dans le monde occidental ». Accueillant la contestation dont il a reconnu la légitimité, Benoît XVI a donc prêché le dialogue et l'a fait dans un esprit d'humilité. De ce point de vue, la conclusion de son homélie mérite d'être citée intégralement car elle traduit bien son état d'esprit face à la crise de l'Église : « L'humilité est une vertu qui aujourd'hui ne jouit pas d'une grande estime. Mais les disciples du Christ savent que cette vertu est, pour ainsi dire, l'huile qui rend féconds les processus de dialogue, facilite la collaboration et cordiale l'unité. *Humilitas*, le mot latin pour "humilité", a quelque chose à voir avec humus, c'est-à-dire avec l'adhérence à la terre, à la réalité. Les personnes humbles ont les deux pieds sur la terre. Mais surtout ils écoutent le Christ, la parole de Dieu, qui renouvelle sans arrêt l'Église et chacun de ses membres. »

N'y a-t-il pas là les éléments, les prémisses d'un programme de réformes qui doivent se faire dans la compréhension de la réalité de notre temps, dans le dialogue et

---

1. L'autre moment fort étant son appel, devant le Bundestag, pour une écologie de l'homme et de la nature.

avec humilité, mais difficile à mettre en œuvre sans doute ? « On ne change pas en un jour un système qui compte plus d'un milliard de fidèles et plus de deux mille ans d'existence », pouvait-on lire dans la revue des jésuites, *Études*, de novembre. Les premiers signes de la réforme en sont cependant déjà perceptibles et ils ne sont pas mineurs. Pendant son voyage, le pape a clairement indiqué qu'il laissait l'Église d'Allemagne régler elle-même le problème délicat de la communion des couples mixtes catholiques-protestants. En Autriche, loin de condamner les prêtres qui manifestent pour réclamer des réformes fondamentales, rejoints par de nombreux laïques et membres de conseils paroissiaux, les évêques autrichiens ont décidé d'ouvrir le dialogue et d'examiner « les propositions de réformes de l'Église », ouvrant ainsi probablement la porte au dialogue. En France même, où la contestation est plus souterraine, la dernière assemblée des évêques a été, semble-t-il, assez animée, à propos du bilan de l'opération « Familles 2011 », beaucoup sentant la nécessité de passer d'un discours moral à un discours spirituel puisque, selon la formule de l'archevêque de Rouen, « la famille n'existe pas, les familles oui ».

On pourrait ainsi multiplier les indices d'un changement de cap, sans qu'il soit possible à ce stade d'affirmer que l'immobilisme du Saint-Siège sera battu en brèche. Mais Benoît XVI vient incontestablement d'ouvrir la voie, laissant peut-être à son successeur, tant la tâche est immense et rude – que de résistances à surmonter ! –, le soin d'engager la grande réforme attendue par beaucoup. S'il est aussi conscient de son urgence qu'on le dit, ira-t-il jusqu'à se retirer ? Le bruit en a couru récemment, vite démenti. *La Croix* a cependant publié le 7 septembre dernier, dans sa rubrique « Question de sens », un bref article de Jean Delumeau, historien respecté, qui donne à réfléchir : « Je suis persuadé qu'un pape ne devrait être élu que pour une durée limitée, dix ans par exemple. [...] Un pape à vie ne peut rester en phase avec une société qui évolue très vite. » ●



# La globalisation, la Chine et l'avenir du système mondial

par Benoît Vermander

*La mondialisation est un humanisme, porté par d'immenses moyens et soumis à d'énormes pressions. Parler longuement de ce nouvel humanisme n'exclut pas la Chine de ce discours, mais au contraire nourrit celui-ci de l'obsédante présence du vieil empire du Milieu.*

**I**l nous est souvent difficile d'apprécier à l'échelle qui conviendrait l'ampleur des phénomènes historiques dont nous sommes les témoins : nous nous plaçons trop près, trop loin, trop haut, trop de côté... Les aléas politiques ou financiers qui surviennent, un sens trop affiné de la permanence des phénomènes culturels ou, au contraire, une réactivité trop grande à l'événement nous gênent pareillement quand il est question de jauger jusqu'à quel point le monde qui nous entoure est en train de changer de manière décisive ou bien reste actionné par les mêmes variables. Sans doute pareil problème de perspective se fait-il encore plus aigu lorsqu'il s'agit de prendre en compte deux tendances lourdes et parallèles qui ont marqué les trois dernières décennies : l'ascension chinoise, et l'entrée dans l'ère de la « globalisation ». Après avoir rappelé en ouverture le caractère croisé des deux phénomènes, j'entends ici réfléchir sur les constats et défis qui me paraissent les plus décisifs pour les comprendre et les affronter. Je n'entends pas procéder en me plaçant « du côté de la Chine » ou en rappelant le point de vue des experts chinois ; j'entends plutôt énoncer des défis partagés à partir de la conscience que l'on peut en avoir depuis des points différents du globe : l'imbrication des systèmes et des crises apparaît alors avec plus de relief que les divergences d'intérêts qui marquent aussi les équilibres et déséquilibres de notre monde « globalisé ». Il s'agira alors de suggérer les voies et les façons par lesquelles cette imbrication devient vecteur de construction commune.

## **Un effet de rétroaction**

La Chine, à peu près coupée du monde entre 1960 et la fin des années 1970, y retrouve peu à peu sa place à partir du lancement de la politique de réformes et d'ouverture entamée par Deng Xiaoping en 1978-1979. Le rôle prépondérant qu'elle

joue désormais dans les affaires du monde signe donc une ascension accomplie par étapes. C'est à la fois un « retour à la normale » et une nouveauté : dans le passé, la Chine s'était plusieurs fois trouvée être la première puissance économique mondiale, et faisait traditionnellement des pays avoisinants ses tributaires. Mais jamais elle n'avait joué ce rôle global qui est aujourd'hui le sien. En un sens, c'est moins le retour de la Chine qui constitue un fait marquant que la concomitance de cette (ré)-entrée et de la mondialisation. On ne saurait comprendre l'ascension chinoise si l'on fait abstraction du fait que son moteur a été la mondialisation elle-même – et, en même temps, le retour de la Chine a considérablement accéléré le rythme de la mondialisation. Nous sommes donc en présence d'un phénomène de rétroaction. Pas de Chine aussi puissante aujourd'hui sans l'accélération soudaine du processus de mondialisation qui s'est opéré à partir de la fin des années 1980. Mais pas de mondialisation aussi rapide si la Chine n'avait accepté d'en être l'un des moteurs.

Aujourd'hui, cet effet de rétroaction produit autour de nous des conséquences socio-psychologiques nouvelles : les peurs que suscite la globalisation et celles que soulève l'ascension chinoise se cristallisent en un tout. « Faut-il avoir peur de la Chine ? » « Faut-il avoir peur de la globalisation ? » Les deux interrogations se nourrissent parallèlement – et la réponse à l'une comme à l'autre se donne de plus en plus à lire comme un « oui » fortement affirmé.

Nombre de nos contemporains voient avec la plus grande inquiétude le futur d'une planète à la fois globale et émiettée. Ils ressentent une impression de tourbillon, de vertige, il leur semble que l'échelle européenne et plus encore l'échelle mondiale sont des niveaux qu'il leur est impossible d'atteindre, des espaces dans lesquels d'anonymes décideurs diluent les choix nationaux ; autant d'éléments qui s'ajoutent aux angoisses très concrètes, liées en particulier au problème persistant du chômage. L'inquiétude éveillée par l'ascension chinoise se situe dans cette constellation.

### **Le monde comme système**

Et de fait, les « facteurs lourds » qui déterminent l'état présent du monde ne peuvent être dissociés. En même temps, ils ne peuvent pas être compris en simple « synchronie ». Il nous faut ré-entrer dans la « diachronie ». Trois données ont rythmé le changement avec lequel nous nous mesurons encore.

Il y a d'abord la période 1989-1991 avec la chute du mur de Berlin, la fin de l'URSS et la dislocation du bloc de l'Est. Le monde d'avant était plus confortable, les ennemis, comme les amis, étaient clairement identifiés, les relations étaient structurées par alliances. C'est ce « confort » paradoxal que brise la rupture 1989-1991. Il faudra, après cette rupture, passer du paradigme « allié/ennemi » au paradigme du « partenariat », un saut que nous avons encore bien du mal à faire aujourd'hui alors qu'il se révélera indispensable dans notre modélisation des rapports à entretenir avec la Chine. Qu'est-ce donc qu'un partenariat ? « Le partenariat est dia-

logue d'égaux. [...] Il implique la totale franchise de part et d'autre et l'acceptation du regard critique de l'autre. [...] Il implique un profond respect des exigences éthiques de l'autre, de sa culture, de ses traditions, y compris dans l'organisation de la vie collective. Il implique que nul ne se défausse de ses responsabilités sur l'autre. Il est enfin acceptation d'un cheminement ensemble sur les nouveaux sentiers de la mondialisation<sup>1</sup>. » L'intéressant est que le paragraphe cité à l'instant concerne le partenariat entre la France et l'Europe d'une part, le monde en développement de l'autre. Mais les mêmes principes peuvent s'appliquer au partenariat Europe/Asie ou Europe/Chine. Le partenariat est une philosophie des relations internationales qui ne saurait se diviser. En fin de compte, le nouveau visage de la paix mondiale sera sans doute celui de « partenariats croisés » régulés par le système international politique et juridique commun à tous.

### **La mondialisation en quête d'un supplément d'âme**

Sans doute faut-il s'arrêter un peu plus longuement sur le terme de mondialisation. On l'utilise pour résumer d'un mot ce qu'est supposée être la nouvelle économie, expliquer l'expansion des échanges culturels ou des flux de population, décrire les nouvelles formes que prennent les relations internationales... Devant cette inflation verbale, on en arrive parfois à douter de la réalité du phénomène ou, pour le moins, se demander à quoi finalement il correspond. Si la mondialisation correspond de fait à un nouvel « état du monde », ses caractéristiques méritent certainement d'être mieux définies et comprises. De manière générale, le terme de mondialisation renvoie à un processus de long terme qu'on peut résumer assez simplement : les *contraintes géographiques* qui pèsent sur les structures sociales et culturelles diminuent de plus en plus. En même temps, la *conscience collective* de ce desserrement des contraintes s'affirme avec une force parallèle<sup>2</sup>. Les relations ainsi créées à l'échelle mondiale sont alors toujours davantage intégrées, liées en un tout organique.

Qu'y aurait-il de différent, qu'aurait-on remarqué et nommé vers la fin des années 1980, le début des années 1990, lorsque l'expression se popularise ? Il s'est sans doute produit vers cette époque un processus dans lequel, pour suivre l'expression de Marx, *la quantité* s'est transformée en *qualité*.

Dans cette logique, on peut de fait suggérer que l'accumulation des échanges au cours des dernières décennies a franchi un « seuil qualitatif » qui fait du terme « mondialisation » un peu plus qu'un slogan.

C'est ainsi qu'il est possible de donner sens à certains indices et de parler de la mise en place d'un véritable *système* global : l'information est désormais traitée au

1. *Le Sursaut. Vers une nouvelle croissance pour la France*, groupe de travail présidé par Michel Camdessus, La Documentation française, 2004, p. 210.

2. Pour une introduction sociologique (déjà ancienne mais excellente), cf. Malcolm Waters, *Globalization*, Routledge, New York, 1995.

travers d'un système intégré de gestion, dont les satellites, Internet, etc., constituent les canaux visibles ; une « conscience planétaire » a vu le jour, qui permet d'identifier certains problèmes (environnement, droits de l'homme) comme problèmes « mondiaux » à proprement parler.

### **Les enjeux du dialogue culturel**

Il est important de noter que la globalisation n'est en soi ni bonne ni mauvaise. Elle est *indifférente*, dans le sens où elle peut accompagner tant des phénomènes catastrophiques que bénéfiques. Mais elle a sans nul doute un effet d'amplification, voire de multiplication des phénomènes, bons ou mauvais, qu'elle accompagne. Il n'en reste pas moins qu'il nous faut affronter aujourd'hui un défi de première ampleur : faire en sorte que le surgissement progressif d'une culture de la globalisation ne se réduise pas à la mise en commun des plus petits communs dénominateurs ; travailler au contraire à ce que l'interaction et le questionnement réciproque soient au fondement d'une créativité culturelle nouvelle.

Car l'enjeu essentiel du dialogue culturel aujourd'hui c'est de donner une âme à la mondialisation, grâce à l'invention commune de références et de modèles qui permettent d'affronter ensemble les enjeux d'aujourd'hui – protection de l'environnement et modèle de développement, balance à trouver entre solidarité sociale et affirmation de la personne, place des croyances religieuses au sein de la société civile, lien à établir entre culture humaniste et culture technologique, interaction malaisée entre une économie globalisée et une affirmation culturelle localisée... Parce que, désormais, pareils enjeux constituent des défis *partagés*, le dialogue entre cultures se révèle plus que jamais nécessaire pour ensemble donner sens aux mutations que la mondialisation apporte avec elle<sup>1</sup>.

### **Vers un nouvel humanisme**

La reconnaissance de l'apparition de nouveaux modes de penser et d'agir ne signifie pas la disparition du passé. Le passé résiste toujours plus solidement qu'on ne le croit. Et il faut du reste que le passé résiste et nous épaulé. De particulière importance est la préservation de l'intuition fondamentale des différents humanismes<sup>2</sup> qui habitent chacune de nos cultures. Lorsque nous analysons les mouvements culturels, sociaux, politiques à l'œuvre dans l'humanité aujourd'hui, nous ne sommes pas simplement dans l'attitude de l'observateur impassible, mais nous dis-

---

1. Là encore, l'expression « donner sens » doit être entendue comme désignant une tâche proprement politique : « Le sens de l'existence n'est défini qu'à l'intérieur de la communauté et n'accède à la conscience que dans l'État de cette communauté, mais la survie et la vie de ce sens, de chacun de ces sens, ne sont assurés qu'à la condition qu'une société mondiale réalisée (organisée) se mette au service d'eux tous, pour autant que leur contenu ne rende pas impossible l'existence d'une société mondiale. » (Éric Weil, *Philosophie politique*, J. Vrin, 1956, p. 239)

2. L'usage du terme exigerait une longue justification. En bref, pensant notamment à la tradition chinoise, je vois les cultures comme des systèmes « travaillés » par une réflexion sur l'avènement de « l'humanité » en leur sein, en chaque individu et, au final, dans l'espèce humaine. Cette dynamique de l'avènement de l'Homme en l'homme particulier correspond à ce que j'appelle ici « l'humanisme », point forcément organisé en école.

cernons des évolutions auxquelles nous donnons un sens<sup>1</sup>, une valeur positive ou négative. La nouvelle période qui s'ouvre et qui redéfinit les rapports des nations, des sociétés et des cultures doit être orientée, discutée de concert. Elle ne peut être fondée sur la « mort de l'homme » (que cette mort se manifeste dans le consumérisme, la division entre riches et pauvres, la confrontation violente entre cultures), elle doit être l'occasion d'une « renaissance de l'homme », même si la définition de ce qu'est l'homme évolue et continuera à évoluer au cours des échanges entre pensées, religions et civilisations<sup>2</sup>.

Une véritable éducation humaniste repose sur quatre principes de base. Le premier de ces principes, c'est tout simplement d'apprendre à se connaître soi-même. Ce principe, dans son énoncé, paraît évident, mais déterminer ce que recouvre la connaissance de soi-même est déjà une opération plus compliquée – et différentes cultures auront des approches distinctes des dimensions que l'être humain doit explorer en son intérieur. Il me semble que « se connaître soi-même » se subdivise en quatre tâches très précises.

Se connaître soi-même, c'est d'abord connaître son désir vital, ce qui vous fait agir, ce qui vous inspire une force intérieure, la direction qui organise vos choix<sup>3</sup>. Tout être humain est animé par un ensemble de désirs qui s'organisent en une force directionnelle. L'éducation, vue dans cette lumière, est un ensemble d'expériences réflexives : on s'essaie à différentes choses (dessin, calcul, composition littéraire, sports, animation de groupes...) certainement pour apprendre à exceller en ces disciplines, mais aussi pour éprouver ce en quoi on trouve davantage de goût, ce qui éveille en vous une force de vivre, une joie intérieure. Il faut bien sûr goûter à tout, et ne pas se guider seulement sur ses plaisirs et déplaisirs, mais, si l'enseignant vous guide avec intelligence et sympathie, on apprend peu à peu à mieux connaître ses désirs profonds, à s'approprier son élan vital en quelque sorte, à se laisser guider par ce qu'on éprouve de meilleur en soi.

Se connaître soi-même, c'est aussi apprendre à reconnaître sa violence intérieure, sa part noire. L'éducation institutionnelle, dans le désir de « maîtrise » qui assez naturellement l'anime, nous amène rarement à reconnaître franchement qu'il y a des parts de nous-même que nous ne connaissons jamais complètement ou que nous n'arriverons pas totalement à maîtriser. Une éducation à la parole libre, par exemple à la reconnaissance de la façon dont nous avons pu nourrir des conflits ou un malaise au sein d'un groupe, permet de mieux assumer nos limites. Il ne s'agit pas d'édu-

1. La « création de sens » est par excellence une tâche politique : « La violence n'est pas le mal absolu pour les hommes, car une existence insensée et vide, ressentie comme telle, prive l'entreprise sociale de toute valeur : à l'en-nui fondamental, la violence apparaît comme le seul contrepoids. » (Éric Weil, « L'État et la violence », *Essais et Conférences*, II, Plon, 1971, p.385.

2. La question de la « nature de l'homme » marque, par exemple, la philosophie chinoise en formation des années 1920 à 1940.

3. La prise de conscience de mon désir vital, tel est le but recherché par la méditation du « Principe et Fondement » que Ignace de Loyola place à l'orée des *Exercices spirituels*. Le livre de François Marty, *Sentir et Goûter* (Éditions du Cerf, 2005), cité ici à plusieurs reprises, peut servir de fil rouge pour comprendre l'arrière-fond anthropologique du développement qui suit.

quer des surhommes mais des hommes – et donc de nous amener à nous reconnaître homme ou femme avec nos complexités, nos tendances mortifères et nos limites, non pour nous enfermer dans ces limites mais pour les confronter lucidement<sup>1</sup>.

Sur la base de cette double reconnaissance (désir et violence, vie et mort), il s'agit ensuite de reconnaître sa valeur propre. Cette valeur est indépendante de ce que je fais de bien ou de mal, elle tient à mon statut d'être humain en qui vit un esprit qui l'amène à se transcender lui-même. Ceux qui méprisent ou blessent les autres sont ordinairement ceux qui ne se respectent pas vraiment eux-mêmes. Se connaître soi-même est inséparable du fait de se respecter soi-même.

Enfin, se connaître soi-même, c'est connaître sa puissance de créativité. La puissance de créer (créer une famille, une œuvre artistique, un programme informatique, un groupe civique...) est inséparable de la condition humaine. Il n'y a pas de création grande ou petite, toute création est grande dès qu'elle est un accomplissement de la nature humaine. L'éducation humaniste amène à se connaître soi-même pour se connaître et s'accepter comme créateur – et, par ce fait même, comme créateur aussi de sa propre destinée<sup>2</sup>.

Deuxième volet : une éducation humaniste ne porte pas seulement à se connaître soi-même, elle amène aussi à connaître les autres. Je distinguerais volontiers trois aspects de cette connaissance d'autrui.

Connaître les autres, c'est d'abord se mettre à leur place. Cela exige une pédagogie qui consiste à amener l'enfant à réaliser, par exemple, les sentiments de celui qu'il a heurté par une plaisanterie. Mais c'est aussi connaître assez les conditions matérielles d'autres parties du monde (ou de classes moins favorisées de sa propre société) pour avoir une idée de ce que c'est d'avoir faim, de désespérer de l'avenir de son pays, de parler une langue en voie de disparition... Se mettre à la place des autres, c'est savoir exercer les puissances de l'imagination et de la sensibilité<sup>3</sup>. Nous sommes infiniment mieux équipés que par le passé pour développer cet aspect-là de l'éducation humaniste. Les techniques modernes de l'image nous aident à mieux « sentir » ce qu'est le monde des autres. En n'oubliant pas bien sûr que rien ne remplace l'expérience directe. Il vaut mieux que les enfants de Marseille rencontrent directement les enfants de Chongqing ou de Cotonou que de les leur montrer sur une vidéo...

---

1. Continuant le parallèle avec les *Exercices spirituels*, on aura reconnu là la dynamique qui inspire les contemplations de première semaine.

2. Cette exaltation de la dimension créatrice de l'homme est certainement une caractéristique de l'humanisme occidental dans sa mouture classique, sans qu'elle se retrouve forcément dans toutes les expressions culturelles de l'humanisme, au sens où j'ai défini ce terme.

3. Ignace met en œuvre dans les contemplations et les méditations qui rythment les quatre semaines des *Exercices spirituels* l'imagination et la mémoire. « C'est bien le cœur des *Exercices* qu'annonce Ignace quand il parle de sentir et goûter intérieurement. Or, l'expérience qui est alors suggérée comme modèle n'est pas celle de l'acquisition d'un savoir, mais celle des sens. Il y a une intériorité dans l'acquisition du savoir, acte de l'intelligence. Mais la compréhension d'une démarche mathématique est la même pour tous les individus, si bien que, si l'un n'est pas là pour l'appliquer, on pourra faire appel à quelqu'un d'autre. L'intériorité dont il est ici question est autre. Quand il s'agit de sentir et goûter, nul ne peut le faire à ma place, c'est à chacun de prendre en charge cette expérience. » (François Marty, *op. cit.*, p. 11)

Connaître les autres, c'est aussi apprécier tant la différence que la relativité des contextes culturels. Nos cultures et nos identités sont relatives, elles évoluent avec le temps. Lorsqu'on connaît mal les autres, on considère les cultures comme des objets pourvus de certaines propriétés intangibles, lesquelles propriétés ne sont en fait que des clichés que l'on répète. Apprendre à connaître les autres, c'est dépasser ces « essences » fictives, tout en apprenant qu'effectivement toute réalité humaine est relative et est conditionnée par le temps et l'espace.

Enfin, apprendre à connaître les autres, c'est apprendre à entrer dans une *relation*. Autrui n'est pas une réalité statique qu'on examine avec détachement. Autrui est un être vivant, comme moi, et on ne le connaît pas en le disséquant comme une souris de laboratoire, mais en entrant dans un contact vivant avec lui. Il est curieux de voir à quel point notre système éducatif porte peu d'attention à la qualité des relations que les élèves nouent entre eux, qu'ils nouent avec leurs professeurs et leurs professeurs avec eux. Éduquer à la politesse, mais aussi au partage, à la franchise, à la résolution concertée des conflits, à la discussion franche en classe, tout cela fait partie de l'éducation à la relation.

Troisième dimension d'une éducation humaniste pour le monde d'aujourd'hui : elle nous apprend à *recréer* sans cesse notre culture. Elle nous apprend certes aussi le respect envers nos traditions, mais elle nous enseigne qu'une culture se transforme sans cesse, et même qu'elle n'est vivante que par le fait de se modifier. Elle nous apprend donc à connaître nos ressources et en même temps à réaliser une synthèse créatrice avec des ressources nouvelles. Cette propension à créer et recréer est encouragée chez l'enfant lorsque les ressources de sa culture (pièces de théâtre, romans, art...) lui sont présentées de façon telle qu'il puisse se les réapproprier en les interprétant à sa façon – écrire lui-même, monter une pièce dans un contexte contemporain, dessiner son propre environnement. Nous apprenons à aimer vraiment notre tradition propre lorsque nous pouvons nous la réapproprier avec nos mots et nos images à nous, et ces mots et ces images incluent des éléments venus de cultures qui nous étaient au départ extérieures et sont peu à peu devenues une part de notre être.

Quatrième et dernière dimension d'une éducation humaniste : elle encourage une attitude transdisciplinaire et une vision « englobante » de la connaissance et du monde. Aujourd'hui, nous risquons de mourir de vivre dans un monde de disciplines cloisonnées, dont les langages ne communiquent pas. Le juriste ne comprend pas ce que dit le programmeur informatique, qui ne comprend pas ce que dit le biologiste, qui ne comprend rien à ce que raconte l'économiste, qui n'arrive pas à saisir un mot de ce que dit le psychanalyste, qui reste étranger au monde du décideur politique... Bien sûr, il est normal que chaque spécialité ait son propre langage, mais la question de la communication entre ces différents langages est aujourd'hui une priorité, sans quoi nous vivons dans une société de plus en plus fragmentée, où tout débat public sur les options de fond deviendra impossible, sauf au plus bas



niveau. Et ce qui est vrai à l'échelle nationale sera plus vrai encore à l'échelon européen et international ! Une éducation humaniste tournée vers le futur veillera donc à exposer les scientifiques au langage de la littérature et des sciences sociales, et, parallèlement, à donner une éducation au langage scientifique à tout le monde. Elle privilégiera l'acquisition de l'expression écrite et orale sur toutes les autres techniques, cela afin de nourrir une communication harmonieuse, nécessaire au débat démocratique et, en fin de compte, au progrès des sciences. En effet, la créativité provient du fait d'être capable de mettre en connexion des savoirs différents, non pas du fait d'être enfermé dans sa spécialité propre.

Il est évident qu'une « éducation humaniste » ainsi conçue est en même temps une « éducation à la paix ». En premier lieu, l'éducation humaniste est une éducation à la prise de décision. Or, contrairement à une opinion courante, c'est celui qui ne sait pas prendre de décision qui nourrit la violence, soit parce qu'il accepte passivement la violence ambiante, ne sachant que faire pour la contrer, soit parce qu'il se laisse emporter par ses passions, n'ayant pas appris à arbitrer entre passion et raison au travers d'un processus de discernement. En second lieu, une éducation humaniste nourrit manifestement le sens de la relativité culturelle et de la tolérance. En troisième et dernier lieu, elle insiste sur les médiations : elle n'est pas seulement de nature théorique, mais elle introduit des expériences par lesquelles les élèves vont apprendre à surmonter leurs conflits et à travailler ensemble. Ainsi, lorsqu'on monte une pièce de théâtre, il faut apprendre à être un parmi d'autres. Tout le monde ne peut pas tenir le premier rôle, mais chacun dépend de la performance des autres. Lorsqu'il y a des différences sur l'interprétation du texte, il faut en discuter et trouver une solution. Et, en fin de compte, le succès de la représentation nourrit le sens du groupe. Les mêmes résultats peuvent être obtenus aujourd'hui avec le théâtre encore, comme on le faisait déjà au XVII<sup>e</sup> siècle, ou bien avec la réalisation commune d'une vidéo ou d'un spectacle multimédia.

Une culture humaniste est au fond une culture qui donne toute son importance au langage<sup>1</sup> – l'apprentissage de la langue maternelle, l'apprentissage de la langue des autres, le langage des images, le langage multiforme des relations interpersonnelles, le langage des sciences et de l'informatique<sup>2</sup>... Elle ne nous décourage pas de nous servir d'un ordinateur, bien au contraire, elle mise sur ce dernier pour nous donner de nouvelles capacités langagières, de nouvelles capacités d'expression. Elle nous révèle que'il n'y a ni création individuelle ni réconciliation sociale sans passage par

---

1. « Une langue est un système de signes vocaux, exprimant et communiquant la pensée, au sens le plus large de ce terme (comprenant : connaissance, désir, sentiment). Le terme de langage est très proche (l'allemand ne dispose que d'un mot pour les deux : Sprache). La nuance introduite est celle de la langue considérée en une diversité d'usages, ainsi : « langage savant », « langage familial », « langage pieux ». Ferdinand de Saussure (1857-1913) définit le langage comme la langue plus la parole. La langue est alors considérée comme institution sociale, stable, la même pour tous ses locuteurs. La parole est la langue, telle qu'en use l'individu, la marquant de ses particularités, en une actualité passagère. » (François Marty, communication personnelle)

2. Il convient d'insister sur le fait qu'une culture humaniste contemporaine se doit d'aborder la question du langage au travers des catégories de digitalisation et de virtualité.

le langage. Elle ne sépare pas l'apprentissage des techniques de la question du sens de leur utilisation.

Le terme d'« humanisme » doit être repensé en fonction des caractéristiques de l'époque contemporaine, dont les défis sont très largement nouveaux, différents de ceux des époques passées. En même temps, il existe dans la tradition humaniste classique un goût de la différence culturelle, un sens de ce qu'est une éducation intégrale, un respect et une écoute de l'Autre qui en font la base indispensable d'une éducation à la paix pour aujourd'hui. Toute tentative de dépasser les conflits qui déchirent aujourd'hui le monde, toute stratégie de résolution des conflits ou de construction de la paix devra passer par la tradition humaniste pour s'inscrire solidement dans la réalité. Car, en définitive, ce ne sont pas les traités, ni les stratégies, ni les lois, ni les techniques sophistiquées de discussion et de négociation qui obtiennent la paix. De même que ce sont les hommes qui démarrent les conflits, ce sont les hommes qui les surmontent et les terminent, les hommes qui, en définitive, sont seuls capables de bâtir la paix.

### **Repères éthiques et politiques pour une mondialisation voulue**

Le panorama précédent m'a déjà amené, tout naturellement, à affirmer l'importance d'une approche nourrie par un certain nombre de convictions stratégiques et éthiques. Ce sont ces convictions que je voudrais développer plus avant.

La Chine ne concevrait pas comme elle le conçoit ni la figure du monde contemporain ni le rôle qu'elle est amenée à y jouer si elle n'avait observé avec attention ce qu'a été le processus d'intégration européenne<sup>1</sup>. Par ailleurs, c'est vrai, dire que l'Europe est « le laboratoire du monde » semble être devenu une assertion périlleuse : elle paraît empreinte d'arrogance ou pour le moins d'irréalisme après le coup d'arrêt donné à la construction européenne. Cependant, à y réfléchir, un processus de laboratoire connaît nécessairement des échecs, et l'analyse de ces échecs fait partie intégrante de la démarche qu'on y poursuit. L'Europe, en s'engageant dans l'aventure qui la rendit tout à la fois plus solidaire et plus puissante, ne s'est pas engagée à réussir à tous les coups, mais bien plutôt à explorer les chemins par lesquels la compétition économique deviendrait coopération, l'identité nationale richesse partagée, la différence culturelle facteur de créativité. Si l'Europe a su explorer ces chemins, elle a pu aussi tomber dans des impasses ou emprunter des itinéraires contestés. Il est possible qu'elle erre encore un certain temps. L'essentiel est qu'elle continue à explorer les sentiers de l'invention politique, car tel est le service le plus signalé qu'elle rend au reste du monde. Les communautés régionales qui dès à présent s'esquissent, en Asie, en Afrique, en Amérique centrale et latine, ne fonctionneront pas « comme

1. Voir, entre autres, Liu (Amin), Zhu (Minquan), « Réflexions sur l'établissement d'un système communautaire en Asie orientale », *Guoji wenti yanjiu*, 1, 2006, pp. 53-56.

l'Europe », elles tireront parti de ses succès, de ses échecs, elles se forment en fonction de leurs spécificités. Mais l'Europe fraie dans les voies qui permettent à d'autres de trouver leurs itinéraires propres.

Par ailleurs, l'Europe ouvre une voie originale pour l'accession à « l'universalité<sup>1</sup> » qu'ambitionne d'opérer chaque culture et chaque peuple. En participant à l'Union, chacun des partenaires est à même de conjuguer au mieux l'ancrage dans son identité et l'ouverture à l'altérité, et d'articuler les défis qui sont à la fois les siens et ceux des autres peuples. Identifier les champs d'action sur lesquels l'Europe s'engage en priorité exige en même temps de renforcer le processus démocratique par lesquels les peuples expriment sur quoi ils entendent que porte d'abord l'effort commun<sup>2</sup>. L'inventivité dans les institutions mises en place et les politiques poursuivies ne peut que signifier un approfondissement démocratique conjoint, sans quoi cette même inventivité porte à faux et risque de se retourner contre les buts mêmes qu'elle poursuit.

J'ai déjà suggéré à plusieurs reprises que la réforme du système international et la pleine inclusion des nouvelles puissances en son sein passaient d'abord et avant tout par la mise au clair des défis partagés par l'ensemble des nations (ou du moins par un nombre significatif de peuples). Pourquoi cette insistance ? En un mot, la mondialisation fonctionne maintenant comme la *mondialisation des crises*, même si, bien sûr, elle ne se réduit pas à cela. La menace terroriste est l'expression la plus spectaculaire de cet état de fait. Elle est loin d'en être la seule. Pandémies, ressources en eau et en énergie, réchauffement de la planète, questions posées par les biotechnologies, fragilités du système financier international, recherche d'un modèle éducatif qui réponde aux impératifs non seulement techniques mais encore éthiques et humains d'une civilisation nouvelle... Telles sont quelques-unes des questions que se partagent les membres de la communauté internationale, des questions dont les réponses ne connaissent que des vainqueurs ou bien que des perdants, tant nul ne peut l'emporter sans les autres. Une solidarité de fait dont l'évidence n'est pas encore pleinement ressentie dans les mentalités et les comportements, une solidarité qui ne peut qu'être le ressort d'une politique étrangère au service conjoint de la nation dont elle émane et des peuples auxquels elle s'adresse. Si ses implications tardent à être ressenties, le constat qui précède n'en est pas moins largement partagé.

En revanche, il n'est pas suffisamment fait droit au fait suivant : pour répondre aux défis qu'elle affronte, l'humanité dispose de réponses très variées, ancrées dans des *ressources culturelles*, spirituelles et sapientielles<sup>1</sup>. En même temps, ces

1. On peut appliquer ici aux cultures et aux peuples ce que Éric Weil (*Philosophie politique, op.cit.*, p. 20) dit des individus : « L'individu n'est jamais universel, il veut seulement l'être. » La tension vers l'autoréalisation d'un universel concret aimante le vouloir et la transformation des cultures sans leur permettre pour autant de s'estimer (s'évaluer) à l'aune de leur vouloir. D'une certaine façon, la tension même vers l'universalité présente en une culture la rend opaque à elle-même en l'empêchant de s'appréhender comme finie.

2. La question du « déficit démocratique » des institutions européennes est apparue au début des années 1980 et n'a fait que s'amplifier depuis lors.

ressources sont contrastées à l'extrême : le rapport à la nature physique, humaine et sociale induit par les diverses traditions chrétiennes, le bouddhisme, le taoïsme, l'islam où la rationalité technologique et scientifique, par exemple, peut varier très considérablement. Et varieront pareillement la manière de concevoir le projet éducatif, la façon d'engager le dialogue entre peuples ou générations, la représentation de la marge d'autonomie que l'individu s'octroie par rapport à sa famille d'origine, à l'univers ou à l'Absolu. Ces différences ont des incidences directes sur la manière d'aborder les réalités écologiques, médicales, sociales ou économiques<sup>2</sup>.

Communauté des crises, contraste dans les ressources et les réponses : le cocktail est parfois explosif. Quand il se conjugue à l'indignation ou au ressentiment devant les inégalités et les injustices de toute nature qui divisent la planète, la situation se fait plus inquiétante encore. Nos désaccords devant les réponses à apporter aux défis qui nous sont communs deviennent du coup le plus grave des défis. Prendre la mesure des divisions qui travaillent le corps de l'humanité est le préalable indispensable à une approche réaliste de la mondialisation.

### Échanger ressources et réponses

Comment procéder alors ? L'écoute attentive de la multiplicité des voix et des expériences étrangères inscrit un pays dans la communauté des peuples. Élargissant la réflexion, on se rend compte qu'à la mondialisation des crises répond la mondialisation des ressources culturelles. Non point leur affadissement en un tout indifférencié, mais plutôt leur croisement, leur métissage, l'invention de rapports nouveaux à la science, à la nature, à l'éducation, aux autres hommes, cela grâce à la rencontre approfondie de traditions et de sagesse, qui, dans leur choc même, transforment leurs langages et leurs façons de voir tout en restant fidèles au fond de leur inspiration. C'est dans de telles opérations que s'inventent des solutions nouvelles aux défis que nous rencontrons<sup>3</sup>. Des solutions qui ne sont parfois valables que pour une culture ou un moment, mais des solutions – et là est l'essentiel – qui n'auraient pas vu le jour sans une rencontre, facteur de transformations réciproques, avec d'autres ressources culturelles.

---

1. Je parle des cultures en termes de ressources : ressources collectives, flexibles, mobilisables en fonction des défis rencontrés, ressources qui permettent tant la continuité de la communauté qui les porte que son incessante transformation. Les cultures, dans cette optique, sont un flux en perpétuel devenir, et ne subsistent qu'en se métamorphosant. Il faudrait contraster ressources culturelles et capital culturel, ce dernier défini comme l'appropriation des ressources et leur quantification en des valeurs appropriables et monnayables. Le phénomène est observable aujourd'hui en Chine dans la manière dont sont gérées les ressources touristiques (paysages, fêtes, traditions), traitées systématiquement comme des commodités, et rapidement détruites par l'usage même qui en est fait. Cette compréhension de la culture s'oppose à toute approche « culturaliste » qui fait des cultures des vecteurs d'une identité à préserver coûte que coûte. La tentation culturaliste est forte en Chine.

2. La convention de l'Unesco (adoptée le 17 octobre 2003) « relative à la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel » fournit une approche intéressante de l'évolution de la notion de ressource culturelle.

3. Cette approche a d'abord été esquissée dans mon article « *Identity, Interpretation and Inventiveness, a Normative Framework for Cultural Interaction in the Globalization era* », *The Ricci Bulletin*, Institut Matteo Ricci de Taipei, 2004, pp. 61-67.

De toutes les crises qui, aujourd'hui, menacent l'humanité, la crise de ce que j'appellerais la *convivialité* entre cultures et nations est sans nul doute la plus grave. Comme je l'ai déjà indiqué, le décalage entre la perception commune des crises et la bigarrure des solutions envisageables explique pour bonne part cette tension. Et les ressentiments liés aux inégalités du monde ne doivent jamais être sous-estimés, tant ces injustices sont graves, violentes pour ceux qui les éprouvent. Il ne s'agit donc pas aujourd'hui de « rétablir l'ordre », mais de le créer, de façonner un ordre convivial, où les idées et les biens soient échangés de manière aussi équitable qu'intense.

Cette tâche de construction pacifique, elle est peut-être le but ultime de la mondialisation conçue comme « projet<sup>1</sup> ». Une telle tâche comporte des moyens anciens et nouveaux. Parer aux menaces, à commencer par la menace terroriste; assurer des alliances et des coalitions qui puissent intervenir en cas de crise ; prévenir autant que faire se peut pareilles crises par des gestes de fermeté ou d'apaisement selon les cas, tel est le volet traditionnel de cette politique. Ne point se contenter de maintenir la paix, mais être davantage conscient que la paix est une construction permanente ; inventer des solutions négociées aux injustices qui menacent les plus pauvres de la planète ; résister au fondamentalisme culturel par la quête d'un universel ancré dans le dialogue, l'interprétation réciproque de nos ressources, le respect mutuel, tel est le second volet de pareille tâche.

### **Les virtualités du monde**

Enfin, il est de bon ton de se plaindre de la prolifération contemporaine des « univers virtuels », tant le virtuel paraît être devenu une échappatoire hors de la réalité. N'oublions pas pour autant la richesse sémantique du terme : la fleur est virtuellement dans le bourgeon ou l'arbre dans la graine... Les évolutions qui se sont produites au cours des deux dernières décennies environ ont ouvert de nouvelles virtualités – promesses et menaces inséparablement, mais c'est bien à l'éclosion d'un monde nouveau que nous assistons. Les possibilités qui se dégagent exigent de notre part un esprit d'analyse, de discernement et de décision. Il est impossible et dommageable d'étouffer les virtualités qui prolifèrent dans l'espace international en recomposition et de prétendre revenir à un état des choses plus stable, davantage connu et maîtrisable.

L'exploration des « futuribles » qui modèlent le visage du monde se produit, entre autres lieux, dans nombre de forums internationaux – forum économique mondial, forum social mondial, et tant d'autres... Leurs analyses et leurs propositions sont souvent en opposition, mais leur prolifération même est un signe des temps : les acteurs sociaux ne se sont pas résignés à la mort du sujet... Bien au contraire, ils

1. Sur la mondialisation conçue comme projet, François Marty indique une piste intéressante, même si un peu en marge de notre sujet : « Il faut maintenir les cultures, à la jonction des individus et du corps social, gardant ainsi active la mémoire de l'histoire. La mémoire, faut-il le rappeler, est indexée sur l'imagination, faculté de représenter comme présent ce qui est absent. » (François Marty, communication personnelle)

essaient de donner naissance à de nouveaux modèles de sujets internationaux, d'acteurs aptes à penser et intervenir dans l'espace mondial. Ni les nations ni les organisations internationales transétatiques ne doivent percevoir ce surgissement comme une menace. Il faut voir là bien plutôt l'enrichissement et la structuration d'un espace mondial de type nouveau, dont personne ne doit décider seul des contours, où chacun a droit à être représenté, les forts et – davantage encore – les faibles. Le monde a d'abord besoin que la confiance entre acteurs, peuples et cultures soit nourrie, rétablie, et les États restent des acteurs assez puissants pour montrer et générer cette confiance qui cimentera des rapports nouveaux.

À première vue, le panorama ici brossé semble nous avoir considérablement éloigné de la question de la place de la Chine dans la mondialisation. Peut-être pourtant nous a-t-il transporté en son cœur. La Chine est partie intégrante du système qui est celui dans lequel nous nous trouvons aussi, et partage en ultime ressort les mêmes interrogations sur son sens et son fonctionnement. À l'approche « réaliste » du système international – la plus courante – doit résolument se superposer une approche « normative » ou « constructiviste », celle-là même à laquelle nous nous sommes essayés ici. L'engagement de la Chine sur les perspectives que nous lui proposerons, qu'elle nous proposera et que nous dégagerons avec elle n'effacera pas les calculs ou les conflits d'intérêt qui nous divisent, mais il les insérera dans une dynamique plus large, la seule à travers laquelle la globalisation ne sera plus vécue comme une réalité à subir, mais comme l'espace toujours élargi d'un vivre-ensemble à dégager et à aménager sans cesse. ●

**AU FIL DE LA LECTURE...**

*L'Europe est une taupinière ; il n'y a jamais eu de grands empires et de grandes révolutions qu'en Orient où vivent six cents millions d'hommes.*

*Napoléon*

# Sortir de l'euro : et après ?

par Yves-Marie Laulan

**L**es gouvernements, en Europe comme aux États-Unis, sont obstinément « à côté de la plaque ». Ils persistent à interpréter comme une crise conjoncturelle de courte durée ce qui, en réalité, est une crise structurelle de long terme. Dans de telles conditions, il ne faut s'étonner si les remèdes appliqués, de part et d'autre de l'Atlantique, avec des plans de soutien ici, des plans de relance là-bas, sont autant d'emplâtres sur une jambe de bois. Ils ne servent rigoureusement à rien, si ce n'est à gagner un peu de temps, dans la mesure où ils ne s'attaquent nullement aux fondements de la crise.

Expliquons-nous. Un endettement aussi massif, aux USA comme en Europe (l'Allemagne exceptée), ne peut s'analyser que comme un déséquilibre structurel profond et durable entre l'offre et la demande.

Du côté de la demande, l'Occident a résolument choisi depuis fort longtemps (pour d'évidentes raisons de démagogie électorale) de privilégier la consommation comme moteur de la croissance au lieu de fonder aussi la croissance sur l'investissement (le modèle chinois) ou l'exportation (le modèle allemand). La démocratie n'a pas que des avantages. Le résultat ne s'est pas fait attendre : un gouffre prodigieux s'est ouvert entre les demandes d'une consommation frénétiquement dopée par le crédit et les capacités de l'économie à y répondre, d'où l'appel à l'étranger, avec un déficit commercial chronique, provoquant un endettement massif.

Du côté de l'offre, les dérives de la doctrine libérale ont imposé contre vents et marées une mondialisation tous azimuts qui a eu pour conséquence la multiplication des délocalisations à l'étranger (la Chine et l'Inde en étant les principaux bénéficiaires) d'où une profonde désindustrialisation aux États-Unis<sup>1</sup> comme en Europe – sauf en Allemagne qui a su rester capable de produire les biens d'équipement dont les pays émergents sont gourmands.

À quel prix pourrait-on réduire notre endettement ?

### Résorber l'endettement : quelques chiffres « rugueux »

Le cas de la France pourrait sans peine être appliqué, sous des modalités diverses, à toute l'Europe.

1. C'est le constat amer que l'Administration Obama fait aujourd'hui avec un chômage rebelle aux plans de relance successifs. L'Europe ne va pas tarder à faire le même constat avec la Grèce, l'Irlande, le Portugal, etc.



Pour résoudre la crise, nous n'évoquerons pas, ici, les remèdes faciles comme « sortir de l'euro » ou, au contraire, la mise en place d'une gouvernance sévère au sein de la zone euro. Ce genre de solutions à caractère institutionnel ne va pas, en effet, régler comme par un coup de baguette magique les difficultés de pays dont le problème majeur est, avant tout, de régler leur dette (même s'il apparaît que la situation actuelle au sein de l'euro zone est clairement intolérable et devra, tôt ou tard, être corrigée).

Pendant quinze ans, disons depuis 1995, la France a largement vécu au-dessus de ses moyens. Elle s'est endormie sur le mol oreiller de l'euro, garant d'un endettement sans limites et sans pleurs<sup>1</sup> qui atteint aujourd'hui le montant colossal de 85 % du PNB, soit 1 646 milliards d'euros<sup>2</sup>. Ces chiffres donnent le vertige.

La crise ne sera pas résorbée et menacera de rester à l'état latent ou aigu aussi longtemps que l'endettement français ne sera pas ramené à un montant raisonnable.

Qu'est-ce qu'un « niveau raisonnable » ? C'est sans doute celui que le pays peut supporter sans dommages excessifs en cas de remontée brutale, toujours possible, des taux d'intérêt<sup>3</sup>. À cet égard, le taux d'endettement de la France en 1995, soit 35 % du PNB (ou encore 665 milliards d'euros), pourrait être légitimement considéré comme une référence acceptable.

Il s'ensuit que l'endettement de la France dépasse un niveau que l'on peut juger normal à hauteur de 50 % du PNB. Ce qui n'est pas rien.

Comment s'y prendre pour résorber cet endettement excessif dans un laps de temps également « raisonnable » ? La table des intérêts composés nous sera ici d'un précieux secours. Car, pour réduire une valeur de 50 % en quinze ans, il faut l'escompter à 4 % l'an ; à 6 % l'an si l'on veut le réaliser en dix ans.

La potion est amère. On voit d'ici la réaction des syndicats et de tous les secteurs de l'opinion face à une déflation d'une telle ampleur et d'une telle durée – la moitié d'une génération, avec blocage de tous les revenus, salaires, retraites et des prestations sociales multiples<sup>4</sup> consenties au fil des ans à tous les secteurs de la population, blocage qui serait au surplus associé à la hausse de la pression fiscale.

Une solution, de loin la plus favorable, serait la reprise de la croissance à des taux élevés, par exemple supérieurs à 4 % l'an, toujours avec freinage ou blocage des revenus et de la consommation de façon à dégager des excédents budgétaires et commerciaux et à résorber ainsi l'endettement. Mais les prévisions des organisations internationales, FMI ou OCDE, ne laissent guère entrevoir des perspectives aussi souriantes à court ou moyen terme.

L'histoire économique nous est, ici, fort utile. Car, ce que la déflation ne peut obtenir sans d'intolérables pleurs et grincements de dents, l'inflation, elle, le peut (à condi-

1. Formule de Maurice Allais pour le « déficit sans pleurs ».

2. Sans tenir compte des 159 milliards de soutien à la Grèce au titre du FEST qui risquent fort d'augmenter avec de futurs plans d'aide à ce pays. Car la Grèce, on le sait, est, en pratique, insolvable.

3. Et que les fameux « marchés » seraient disposés à accepter sans état d'âme.

4. On songerait, ici, notamment aux communautés immigrées et à leurs descendants qui ont été traitées avec beaucoup de ménagement, d'où le risque majeur d'une recrudescence des violences en cas de restrictions brutales et prolongées, comme en Angleterre, à Tottenham, en août 2011.

tion de proscrire rigoureusement des mesures de compensation de type échelle mobile ou réévaluation des revenus fixes).

Notre salut réside donc dans une inflation modérée limitée à 4 % l'an. Le hic est que l'inflation, telle une crue capricieuse, a une fâcheuse tendance à échapper aux digues supposées la contenir dans des limites raisonnables. Mais nous verrons bien.

En conclusion, il faut s'attendre à une stagnation, voire à un recul prolongé des revenus et du niveau de vie en France, en Europe et aux États-Unis. Il faudra, non pas « travailler plus pour gagner plus<sup>1</sup> », mais bien « travailler plus pour gagner moins<sup>2</sup> ».

Mais la résorption de la dette ne saurait suffire à elle seule. Car elle ne pourra être menée à bien, sous peine de rechute, sans une réorganisation profonde des structures économiques dans le sens d'une meilleure efficacité fondée, non plus exclusivement sur la consommation, mais aussi sur l'investissement et l'exportation, seuls garants d'un retour durable à l'équilibre des comptes.

### **Maîtriser la consommation**

Il faut se demander comment le monde occidental, États-Unis compris, a pu parvenir à une telle dégradation de ses comptes extérieurs. Bien entendu, la crise financière de 2008/2009, qui a provoqué un peu partout d'énormes déficits publics de type keynésien, est passée par là<sup>3</sup>. Les gouvernements ont cru un peu trop rapidement qu'ils pourraient sortir de la crise sans trop de douleur par le biais du déficit budgétaire et l'endettement public. Mais les « chiens de garde » du marché, les agences de notation, viennent de les rappeler à l'ordre sans ménagements. Même aux États-Unis, l'endettement ne « peut monter jusqu'au ciel ».

### **L'apparition d'une « culture » de l'endettement**

Ce phénomène nous vient clairement des États-Unis où l'endettement public ou privé a été longtemps perçu comme un don du ciel, ou, si l'on préfère, un état de nature. Encore récemment, certains théoriciens outre-Atlantique ont souvent cru pouvoir démontrer doctement que le déficit et l'endettement des États-Unis étaient bons pour le pays, bons pour les pays prêteurs, bref, bons pour la planète entière. Il est de fait que, de 1966 à 2010, le budget américain a été perpétuellement en déficit, sauf pendant quelques années sous le président Clinton.

Cette doctrine « du déficit sans pleurs » a peu à peu contaminé l'Europe, en dépit des fameux critères de Maastricht lesquels, d'ailleurs, ne prohibaient nullement les déficits,

---

1. Cette formule est du président de la République.

2. Conclusions du colloque de l'IGP : « Inflation et croissance au XXI<sup>e</sup> siècle », du 29 mai 2008.

3. En 2007, l'Espagne avait un excédent budgétaire de 2 %, le budget irlandais était en équilibre et le Portugal avait su cantonner son déficit à 2,6 %.

4. Voir sur ce point mes propres mises en garde (notes de juillet 2008, 6 avril 2009, 12 décembre 2009 et 10 mars 2010).

5. « *Trees do not grow to the sky* », dit le proverbe américain. Autrement dit, malgré le privilège exorbitant des États-Unis de battre monnaie – le dollar est monnaie internationale – le gouvernement américain ne peut se permettre des déficits excessifs trop longtemps sous peine d'encourir, lui aussi, la sanction des marchés.

mais entendaient simplement les cantonner à 3 % du PNB. On sait ce qu'il en a été.

Depuis 1981, le budget français n'a jamais été équilibré<sup>1</sup>. En conséquence, l'endettement de la France est passé de 20 % du PNB dans les années 1960 à 85 % de nos jours, soit une augmentation de plus de 60 points de pourcentage du PNB. Cela signifie qu'en moyenne, chaque année, un pourcentage de 2 % de PNB était non gagné mais emprunté à l'étranger. Même la sage Allemagne a cru pouvoir goûter quelque temps aux délices empoisonnés du déficit budgétaire avec un endettement proche du nôtre, de même que la Grande-Bretagne, l'Espagne ou l'Italie<sup>2</sup>. En fait, en matière d'endettement, la Grèce est donc en fort bonne compagnie et c'est à juste titre que le gouvernement français se préoccupe enfin de contenir cette dérive<sup>3</sup>.

Mais, en fin de compte, pourquoi cette culture ou cette « bulle » de l'endettement ? Ici, il convient de se tourner vers un autre type d'explication, à savoir le modèle de croissance économique qui a été adopté par tous les pays européens (et l'Amérique) depuis la fin des trente glorieuses. Ce modèle privilégie la consommation, publique mais surtout privée, comme moteur principal de la croissance économique au détriment de l'investissement et de l'exportation<sup>4</sup>.

### **L'apparition d'une « culture de la consommation » comme moteur de la croissance**

Le cas le plus exemplaire est celui des États-Unis où la consommation atteint aujourd'hui le pourcentage inouï de 73 % du PNB, près des trois quarts<sup>5</sup>. Mais encore faut-il préciser de quelle consommation il s'agit. On peut distinguer deux types de composantes, à vrai dire fort distinctes, au sein de cet agrégat. On distinguera ainsi la consommation courante et une consommation « sociale » résultant du vieillissement et de la montée en puissance des besoins sociaux.

La première, la consommation banale (hors logement), est constituée des produits manufacturés, durables ou semi-durables, voitures et produits d'équipement domestiques divers, dont les ménages absorbent un volume croissant d'année en année, très souvent financés à crédit, notamment aux États-Unis, pays du crédit à la consommation par excellence. La profusion des cartes de crédit a littéralement dopé l'endettement des ménages américains qui a été porté à des niveaux extraordinairement élevés (au détriment de l'épargne, bien sûr). On retrouve exactement le même phénomène en Europe, et notamment en France, encore qu'à un moindre degré. Chacun sait que, chez nous, le crédit à la consommation a progressé à pas de géant, surtout chez les ménages modestes (entraînant un grave problème de surendettement).

1. En réalité, le budget a été en équilibre sur trois petites années seulement, du temps du général de Gaulle, de 1969 à 1973.

2. Aux antipodes, le Japon s'accorde un déficit somptueux de 200 % du PNB, mais il est compensé par de gigantesques réserves de change, ce qui n'est nullement le cas en Europe, bien au contraire.

3. Il est un peu surprenant que Christine Lagarde, devenue donneuse de leçons depuis qu'elle est au FMI, n'ait rigoureusement rien dit sur ce sujet quand elle était aux Finances.

4. Et de la défense nationale. La raison en est claire. Cela fait plaisir à tout le monde et cela ne coûte rien, en apparence. Cela s'appelle de la démagogie.

5. 60 % environ en France pour des exportations de 12 à 13 % du PIB.

Mais il est un autre type de consommation moins clairement identifié qui a aussi joué un rôle majeur, bien que volontairement ignoré<sup>1</sup>, dans l'endettement de la France et des autres pays européens, sous l'action de deux facteurs majeurs, le vieillissement de la population et l'aide sociale. Il s'agit là de la consommation de biens et de services à caractère courant ou social (en matière de santé notamment) financés par les ressources tirées des retraites, de la Sécurité sociale et de l'aide sociale. Ces financements vont largement au profit des inactifs, malades, handicapés, retraités bien sûr, mais aussi immigrants inemployés ou improductifs et allocataires divers bénéficiant de l'aide sociale. Celle-ci n'a cessé de prendre des proportions de plus en plus amples au fil des années à telle enseigne que les budgets sociaux (État, Sécurité sociale et collectivités locales compris) dépassent largement aujourd'hui le budget de l'État<sup>2</sup>.

On ne peut manquer de se réjouir de cette générosité institutionnelle en progression constante qui contribue largement à la paix sociale<sup>3</sup> (ce que certains économistes bien intentionnés essaient, un peu lourdement, de qualifier de BNB, le « bonheur national brut »).

Tout irait donc pour le mieux dans le meilleur des mondes si cette progression ininterrompue de la consommation sous ses diverses formes n'avait, là encore, un coût en termes de production et un impact fortement négatif, directement ou indirectement, sur les échanges extérieurs, plus précisément, sur la balance commerciale. En effet, en économie fermée, l'augmentation de la demande interne va interpeller l'offre domestique et provoquer une croissance de l'investissement productif, puis de l'offre, pour répondre à cette demande<sup>4</sup>.

Mais, en économie ouverte, et c'est le cas avec la mondialisation, cette croissance de la demande interne de consommation va produire exactement les mêmes effets, mais au profit de l'étranger. Cette demande additionnelle va profiter pour l'essentiel à la Chine, au Japon, à la Corée du Sud, aux États-Unis à l'occasion, ou à tout autre pays producteur. Ce phénomène se produira surtout si l'offre nationale de biens est incapable de répondre à la demande pour des questions de prix, de structure de l'offre ou en raison de la délocalisation et de la désindustrialisation (c'est le cas de la France). D'où le déficit commercial récurrent dont souffrent nos pays et le recours perpétuel à l'endettement, seul moyen de le financer. Jusqu'au moment où le robinet du financement extérieur risque de se refermer pour de bon. C'est la rançon du progrès social<sup>5</sup>.

---

1. Pour d'évidentes raisons idéologiques.

2. Il est fort instructif de suivre, comme je l'ai fait moi-même à l'École supérieure de guerre, l'évolution comparée des courbes retraçant le budget de la défense et l'aide sociale en France. Les premières n'ont cessé de plonger alors que les secondes ont constamment grimpé depuis trente ans.

3. C'est la version moderne de *panem et circenses* des Romains.

4. C'est le schéma keynésien bien connu avec les mécanismes croisés du multiplicateur de l'investissement et de l'accélération de la demande familiaux aux étudiants de première année de licence en économie.

5. En fait, en schématisant, on pourrait avancer que le monde est aujourd'hui coupé en deux : d'une part les pays qui produisent et qui prêtent (Asie et Moyen-Orient pour le pétrole) et les pays qui consomment et qui empruntent : Europe (sauf l'Allemagne) et (partiellement) les États-Unis. Ce déséquilibre des échanges commerciaux est directement à l'origine des graves déséquilibres financiers dont nous souffrons aujourd'hui.

## Reconstruire l'offre

La France a une économie soumise à des « fuites » multiples. Ce qui va rendre plus difficile qu'ailleurs la sortie de crise. En effet, l'économie française est tributaire d'un certain nombre de charges, visibles ou occultées (les « fuites » hors du système), qui pèsent sur le budget et donc sur les perspectives de croissance en prélevant des ressources que la puissance publique n'est plus en mesure de mobiliser pour l'investissement productif. On peut en identifier quatre principales :

- le poids des DTOM (Guyane, Martinique, Guadeloupe, Réunion et maintenant Mayotte), facteur trop souvent ignoré, dont le niveau de vie est artificiellement maintenu depuis plus d'un demi-siècle par les transferts massifs permanents provenant de la métropole<sup>1</sup> ;

- le vieillissement de la population avec l'arrivée à l'âge de la retraite d'une dizaine de millions de personnes, qui va engendrer l'aggravation brutale des dépenses de retraite et de santé – les plus généreuses au monde – ainsi que la réduction du volume de la main-d'œuvre qualifiée disponible ;

- les coûts directs ou indirects de l'immigration et de l'intégration dont la balance nette reste, qu'on le veuille ou non, fortement négative ;

- *last but not least*, la pénurie latente de ressources naturelles sous l'effet de la concurrence croissante des pays émergents, dont la Chine au premier chef, qui résultera de plus en plus dans une hausse tendancielle des coûts de production. La lutte contre la pollution exercera le même effet.

C'est dans ce contexte contraint et peu porteur que se pose aujourd'hui le problème de la mondialisation.

## La mondialisation

Elle a eu pour effet d'obtenir un « effet d'aubaine », à savoir de substantielles baisses de prix dont a bénéficié, en priorité, le consommateur. Ces baisses de prix ont été obtenues sous l'aiguillon de la concurrence internationale et des importations massives de biens produits par les pays émergents disposant d'une main-d'œuvre bon marché.

La mondialisation favorise la tendance à *substituer du capital au travail*. En effet, pour survivre, beaucoup d'entreprises domestiques ont été contraintes, face à ces importations bon marché et supportant des coûts lourdement grevés par des salaires élevés, les impôts et les charges sociales, d'investir en capital, de débaucher et de délocaliser chaque fois qu'elles le pouvaient. Ou de fermer leurs portes. Ce qui a provoqué la désindustrialisation dont le gouvernement feint de s'apercevoir tardivement. D'où aussi un chômage tendancielle croissant, que la crise n'a fait que mettre en relief.

En fin de compte, on peut analyser ce qui s'est passé dans notre pays depuis trente ans comme une sorte d'échange (*trade off*) : produits de consommation à prix réduits

---

1. Toutes les caisses, quelle qu'en soit la nature, sont en déficit permanent et la production autochtone est dérisoire. Les « danseuses de la République » (expression du général de Gaulle) doivent coûter au moins 1 % du PNB par an. Le calcul n'en a jamais été fait (sauf par l'auteur alors au cabinet de Michel Debré).

contre chômage croissant. En sont les victimes les chômeurs, jeunes ou moins jeunes, et en sortent gagnants les titulaires de revenus garantis, fonctionnaires, retraités, tous ceux qui n'ont pas à craindre (pour l'instant) pour leurs fins de mois.

En d'autres termes, et pour faire simple, la mondialisation met à la disposition des chômeurs et des consommateurs des produits à prix décroissants que ceux-ci sont de moins en moins en mesure de se payer. C'est de cette spirale infernale qu'il faudra bien sortir un jour<sup>1</sup>.

### **Changer de modèle économique**

Ce qui est proposé ici est de changer de modèle économique fondé depuis plus de trente ans sur le libéralisme, le désengagement de l'État et la mondialisation. Certes, ce modèle a eu pour un temps des effets bénéfiques. Mais ces effets sont aujourd'hui épuisés, les circonstances ayant changé du tout au tout, comme on l'a vu plus haut. Que faire ?

Un certain retour à un protectionnisme relatif<sup>2</sup> est à préconiser. Il faut entendre par là l'abandon radical d'une mondialisation destructrice d'emplois au profit d'une protection accordée, dans le cadre européen bien sûr, à l'industrie nationale.

Le processus ainsi rétabli pourrait schématiquement s'analyser comme suit : réindustrialisation grâce au retour des industries parties à l'étranger et restauration de la rentabilité des industries nationales, d'où une forte remontée du taux d'emploi de la main-d'œuvre active et une baisse sensible du chômage<sup>3</sup>. On assisterait dès lors à une *substitution progressive du travail au capital*<sup>4</sup>. Les entreprises pourraient redevenir rentables et réembaucher.

En effet, le seuil de rentabilité des entreprises serait amélioré à la baisse du fait de la diminution de la pression de la concurrence internationale. L'amélioration de la situation de l'entreprise résulterait dans le gonflement des profits et des recettes fiscales améliorées autorisant une plus grande marge de manœuvre pour les interventions de l'État. La victime désignée de ce processus bénéfique serait évidemment le consommateur, notamment inactif, frappé par la hausse des prix des produits à la consommation, d'où une diminution relative du niveau de vie des ménages<sup>5</sup>. Le *trade off* est, ici, entre moins de chômage et plus de croissance, mais au moyen de prix à la consommation plus élevés (et d'une réduction relative du niveau de vie du consommateur).

Il conviendra également, pour compléter le tableau, de rétablir un certain contrôle des mouvements de capitaux qui laissent en particulier la porte ouverte à ces mouvements

---

1. Il ne faut pas mésestimer les risques graves d'explosion politico-sociale que recèle la paupérisation d'une fraction croissante des classes moyennes évincée de son statut social. C'est tout l'équilibre social de notre pays qui est menacé.

2. Les États-Unis ont déjà montré la voie avec l'affaire des avions ravitailleurs où EADS et Northrop Grumman ont été proprement évincés de l'appel d'offre.

3. Et baisse des coûts onéreux d'indemnisation des chômeurs, d'où des recettes supplémentaires pour l'État qui pourrait, par exemple, les consacrer à la famille.

4. Qui permettrait en particulier de fournir des emplois à la main-d'œuvre peu qualifiée issue de l'immigration.

5. Ce qui évidemment n'ira pas sans mal.

spéculatifs qui font la fortune des uns, peu nombreux, et la ruine des autres, majoritaires<sup>1</sup>.

Ce processus d'assainissement devra être complété par le cantonnement du volume des retraites dans des limites convenables et la prise en charge croissante d'une fraction des dépenses de santé par les intéressés eux-mêmes. Sans compter naturellement la réduction sévère du volume de l'immigration et un contrôle strict des subventions, allocations et aides diverses dont bénéficient ces allocataires.

En bref, la crise ne sera pas résolue aussi longtemps que l'on n'aura pas obtenu une sévère compression de la consommation, sous une forme ou sous une autre.

De toute façon, cette indispensable remise en ordre s'opérera, soit par volontarisme national, soit sous la tutelle du FMI ou, pire encore, des « marchés » et des fonds souverains étrangers.

La crise passée, tout va-t-il revenir comme avant ? Cela est peu probable. Et comment sortir tant bien que mal de cette spirale infernale ? À vrai dire, cela sera long, voire très long, et très difficile. Car après tout, il n'est guère commode de réduire le nombre des vieillards, des malades, des bénéficiaires de l'aide sociale en progression constante ni de réduire leur consommation, en matière de soins ou de santé par exemple<sup>2</sup>. Il est douteux que les bénéficiaires de l'aide sociale renonceraient volontairement aux avantages qui leur ont été généreusement alloués en période de prospérité.

Par ailleurs, comment la Grèce (ou l'Irlande) va-t-elle pouvoir rééquilibrer ses comptes, si les flux de touristes font durablement défaut ? Comment l'Espagne va-t-elle être en mesure de rétablir ses équilibres extérieurs ? Les résidences touristiques excédentaires construites sur la Costa Brava ne s'exportent pas.

Quoi qu'il en soit, la sortie de crise passe nécessairement par un changement de modèle économique, des comportements économiques (et donc de société) et d'une restructuration en profondeur de l'appareil productif.

Et par l'inflation, bien sûr. ●

---

1. On pense ici à M. Soros, spéculateur le matin, humanitaire le soir.

2. Encore que quelques progrès en matière de voyages touristiques à l'étranger pourraient être apportés.



# L'Europe fédérale, seul recours pour l'euro

par Marc Varangot

**A**vant d'examiner la situation critique de l'Espagne et de déplorer maquillages et attermolements, notons que les médias allemands et français sont parfois excessifs, voire hypocrites lorsqu'ils accablent les « Pigs<sup>1</sup> » comme ils ne manqueront pas de le faire bientôt pour l'Espagne. La France n'est pas la dernière à violer les critères de Maastricht concernant les dettes et les déficits. L'Allemagne, avec l'euro, dispose, un peu comme la Chine, d'une monnaie fortement sous-évaluée (à quel niveau serait l'ancien mark allemand aujourd'hui de ce pays exportateur ?) Le laxisme des banques françaises et allemandes n'a certes pas découragé, avant la crise, le surendettement des Pigs. Pouvaient-elles ignorer le maquillage des comptes grecs, conseillé par Goldman Sachs ? Ne sont-elles pas expertes en maquillage comptable et l'on a vu, depuis, ce qu'en la matière, avec les « *stress tests* », bancaires, ce que les dirigeants de Bruxelles peuvent approuver ! C'est la pression des banques françaises et allemandes au premier chef qui force aujourd'hui le contribuable européen des pays « renfloueurs » à accélérer le surendettement des Pigs provoquant la spirale suicidaire.

Dans la crise européenne, la « privatisation des profits et la socialisation des pertes », encore plus qu'aux États-Unis, ont trouvé leurs limites et les banques connaîtront le retour du principe capitaliste existentiel : le partage des pertes comme des profits.

Mais reconnaissons qu'en matière de maquillage et de langue de bois, l'Espagne est le maître européen ; et l'aveu sera d'autant plus dévastateur qu'il est inévitable depuis des mois, chaque jour un peu plus, augmentant la note finale, dépassant les moyens du contribuable européen, défiant la volonté politique de l'Europe.

## Sauvez l'Espagne, sauvez l'euro

Le « sauvetage » de l'Espagne sera décisif pour l'euro : ou bien le choc salutaire et la « catharsis » européenne, ou bien le déchaînement des forces politiques centrifuges chez « renfloueurs » et « renfloués ». Un « *bail out* » espagnol dépassera en ampleur ceux de la Grèce, du Portugal et de l'Irlande combinés si l'on perçoit derrière les dénis et maquillages la réalité telle que l'analysent les gens sérieux. Mais peut-être faut-il être un

1. Cochons en anglais pour Portugal, Irlande, Grèce et *Spain* (Espagne).

enfant, comme dans le conte d'Andersen, pour dire, à la place des « experts », que le « roi est nu ».

À ce jour, dirigeants européens et espagnols font assaut de dénis sur l'Espagne, le séparant de toute comparaison, tour à tour avec la Grèce, l'Irlande et le Portugal. Même la représentante espagnole de Standard & Poor's déclarait il y a peu que le cas de son pays était à des « années-lumière » de celui des *bail outs* précédents. La « sagesse » des dirigeants ibériques aurait guéri le malade qui, au demeurant, ne l'était guère puisque dans le monde féérique de Elena Salgado, la ministre des Finances espagnole, « le désendettement et la réduction des déficits sont en avance sur le calendrier sans empêcher la croissance ». Hosannah ! On se demande, avec ce conte bleu, pourquoi le chômage est à plus de 20 %, plus du double de la moyenne européenne, et à 44 % chez les jeunes quand il n'est même en Grèce qu'à 42 %, dépassant les taux de la grande dépression.

On se demande aussi pourquoi après une longue patience, la présence massive de jeunes « indignés », assis par terre dans les places publiques, au programme encore invertébré, est approuvée par les deux tiers du peuple dans les sondages. Et pourquoi la débâcle électorale du parti au pouvoir jusqu'en 2012 permettrait la poursuite d'un plan de rigueur suicidaire, renié par dix-sept régions, Catalogne et Pays basque en tête, avec leur force centrifuge, dont Madrid proclame les « progrès » par la bouche de Elena Salgado. La Catalogne, avec une économie de la taille du Portugal, annonce que son déficit va doubler cette année. Les régions ne paient guère leurs fournisseurs, l'Andalousie en tête. Le quotidien *El País* relate, en outre, que les régions où règne le Parti populaire, qui vient de triompher dans les élections, gonflent deux fois plus les dépenses que les socialistes ! On se demande pourquoi José Luis Zapatero, rejeté par 80 % de la population sondée, qui a renoncé à rester à la tête de l'État et de son parti, en 2012, pourrait expédier autre chose que les « affaires courantes », comme d'ailleurs tous les chefs d'État partants ou partis des pays membres : Irlande, Portugal, Belgique et, dans les sondages, Merkel, Sarkozy... En dépression économique, qui n'est pas au pouvoir et le sollicite est maître de la démagogie, jusqu'à ce qu'il y soit ! Le populisme s'accroît symétriquement avec le malthusianisme des « responsables ».

L'Espagne a construit pendant les années de bulle immobilière deux fois plus que les autres pays membres et la cadence annuelle dépassait parfois celle du reste de l'Europe.

Pendant l'ascension de la bulle immobilière, le prix des maisons, jusqu'en 2007, augmenta de 500 % ; 85 % des Espagnols étaient alors propriétaires de leur maison ou se voyaient tels, ayant souscrit des prêts hypothécaires aussi toxiques que chez les Anglo-Saxons. Rappelons que 45 % seulement des Allemands possèdent leur maison.

Ce que disent, en bons prophètes, Messrs Gertad, Smith, Rogoff, Reinhart sur la profondeur des crises immobilières dans l'ampleur et la durée d'une récession-dépression s'applique deux fois plus à l'Espagne qu'aux pays anglo-saxons, ce qui n'est pas peu dire.

Or, une étude de la Société générale s'étonnait déjà l'an dernier qu'avec deux fois plus d'excès la baisse des prix immobiliers de 12 % était moindre que partout ailleurs : Gavekal estimait en mars dernier que le stock immobilier sans acquéreurs, de un million, est trois

fois supérieur à celui des américains en pourcentage alors qu'en Amérique les prix ont chuté de 33 % !

### **Maladie des caisses d'épargne**

Une première explication est que les « forclos » en Espagne sont poursuivis sur l'ensemble de leur patrimoine : ils ne peuvent comme les Américains abandonner leur maison quand le prêt hypothécaire est plus élevé que ce qu'elle vaut. Le corollaire est la détresse maquillée du secteur bancaire qui est sûrement pire que celle de la Grèce, de l'Islande et du Portugal ; les caisses d'épargne espagnoles sont dans un état pire que les « Spaarkassen » allemandes, ce qui n'est pas peu dire. Mais Elena Saldago déclarait, le 16 mai, au *Figaro* : « Le système financier espagnol se caractérise par la transparence totale sur les actifs immobiliers, les provisions moyennes sont supérieures à 30 %. En ce qui concerne les prêts immobiliers, nos ratios « *loan to value* » sont plus prudents que la moyenne européenne, de l'ordre de 60 %. » On pense aux dirigeants d'Enron pour ne pas dire Ponzi : les banques espagnoles, à ce jour, offrent n'importe quel taux pour des dépôts, garantissant leurs pertes. Le plus réputé des « *property web sites* », Idealista, estime que les prix de l'immobilier ont encore 30 à 40 % de baisse en perspective : les banques internationales espagnoles, Santander-BBVA, liquident peu à peu leurs prêts les plus toxiques (95 % des prêts en Espagne sont à taux variable) à 40 centimes de l'euro. Même l'agence Standard & Poor's qui abaisse régulièrement les ratings des institutions financières ibériques lance un chiffre de 120 milliards d'euros, avec un taux de croissance moins « hédoniste ». On est loin de la vérité.

Les caisses d'épargne ne trouvent pas de financement ; le soi-disant appétit des Chinois pour leur panier est un bobard de plus. Cependant, les dirigeants espagnols maintiennent le chiffre de 15 milliards d'euros pour guérir les caisses d'épargne, avec une croissance potentielle digne d'un conte de fées. Cela rappelle les « *stress tests* » de l'an dernier qui estimaient la guérison de toutes les banques européennes à 3 milliards d'euros ! Après le déni vient la panique. Comme on le voit depuis un an ! Et les dimensions de la débâcle espagnole seront vite contagieuses. L'Italie et la Belgique sont déjà quelque peu sur la sellette auprès des agences de rating et des marchés de dette souveraine : outre l'état de leurs dettes et déficits, pesait sur elles jusqu'à très peu de temps la conduite cahotique de leurs gouvernements. Le taux de croissance italien dans la dernière décade entière est de moins de 3 % ; c'est fort peu pour soutenir son taux d'endettement.

### **La France : « acquis social » du déficit**

Mais, bien plus grave, on ne peut ignorer les possibilités d'un rapide passage de la France de « renfloueur » à « renflouée ». Notre taux de croissance pour la décade passée est de 12 %, mais notre déficit budgétaire, qui a explosé, n'a jamais cessé d'être le double de celui du critère de Maastricht ; le déficit budgétaire est un « acquis social » en France depuis la fin des trente glorieuses. Il explose actuellement : 61 milliards d'euros pour le seul mois d'avril. L'état de notre commerce extérieur est alarmant : 7,44 milliards d'euros

de déficit pour le seul dernier mois. La structure de notre dette externe et sa quantité – 85 % du PNB – ne sont guère rassurantes. Enfin, même les optimistes professionnels à langue de bois de Bruxelles ne croient pas, et viennent de le dire, aux prévisions de croissance.

En outre, l'approche de l'élection présidentielle où le sortant est aussi bas dans les sondages que tous les autres sortants européens ne se prête guère aux courageuses réformes préconisées par les « renfloueurs » pour lesquelles nous ne sommes pas en pointe. L'avance des socialistes dans les sondages n'encourage pas les ratings. Le programme des « Bourbons » de la rue de Solferino (rien appris, rien oublié : 35 heures, fiscalité, retraites) serait, il est vrai, bien oublié en quelques semaines sous la dictature des marchés et l'actuel locataire de l'Élysée ferait vite ce que font Zapatero ou Papandreou et le défunt Socrate. M. Strauss-Kahn, surentraîné à cet exercice au FMI, eut été le mieux à même de faire le ménage et possédait du moins une sincère et autoritaire conviction européenne, ayant imposé, puis dirigé, à tort ou à raison, plus de la moitié des prêts décuplés de Washington vers les programmes « renfloueurs ». Quel gâchis ! Dans cette horrible chute doit-on reconnaître là le « nez » de Cléopâtre pascalien ? Ne parlons pas, Dieu merci, des menaces suicidaires de Marine Le Pen, à ce jour peu crédibles : mais le populisme et la démagogie croissent vite en crise, comme les vestes se retournent.

La Grande-Bretagne, et son plan d'austérité, peut néanmoins dévaluer sa monnaie aux dépens de l'euro tout en ne « renflouant » rien du tout. M. Cameron n'a pas le charisme de Mme Thatcher et son plan de relance est aussi convainquant que ceux du FMI dont il aura la popularité rapidement, comme l'efficacité : la coalition politique est précaire, les libéraux laminés, comme en Allemagne. L'état des banques anglaises n'est pas meilleur qu'ailleurs.

Et quand seule l'Allemagne restera « renfloueur », ce sera l'arche de Noé en Europe. Mme Merkel renvoyée dans ses foyers, son successeur sera sélectif pour l'entrée dans l'arche, c'est un euphémisme, et court de munitions.

### **L'arche de Noé peut-elle couler ?**

Un enfant, en effet, peut seul voir que mettre ensemble, avec monnaie commune, seize pays riches et pauvres dont la productivité varie du simple au double et étendre cette zone à vingt-sept ne fonctionne que si l'union fédérale existe ; de Berlin à Athènes ou Madrid, comme de New York à la Nouvelle-Orléans aux USA. L'appel courageux de Trichet qui « sent le désespoir », dit cruellement Niall Ferguson, dément son incertaine démarche mais risque fort de rester platonique. Un super ministre des Finances, avec l'autorité requise, peut paraître utopique dans l'état de la faune dirigeante. Ce sera pourtant cela ou alors l'arche de Noé pour l'Europe.

Or, à Francfort, ce même Jean-Claude Trichet, aussi « indépendant » que Ben Bernanke, a été tiré à hue et à dia entre Berlin, Bruxelles et Paris, sans parler de Londres et a avalé toutes les couleuvres, contradictions et volte-face de la pétaudière européenne en se reniant ; pas d'achats d'obligations souveraines, puis achats massifs ; pas de collatéraux douteux, puis la poubelle ; pas de FMI, puis on l'appelle ; pas de « restructurations » et la Banque

centrale européenne perdrait, à ce jour, 32 milliards d'euros sur une baisse de 50 % des seules obligations grecques, tôt ou tard. Puis bientôt « reprofilage doux » et « volontaire », etc.

En effet, la palinodie de Jean-Claude Trichet s'accélère comme ses pirouettes et contradictions ; avec des prévisions de croissance, au 9 juin, intenables. Il prétend, à ce jour, augmenter les taux d'intérêt tout en interdisant les « restructurations » et, combattant de la dernière guerre, prévenir le « second tour d'inflation » ! Il verra ce qu'est le « troisième tour » ! Avec plus de 10 % de chômeurs européens ! Cela rappelle les dirigeants des années 1930 qui faisaient de la déflation sur... de la déflation ! Le dénouement, qui se précise, du surendettement massif, c'est toujours de la déflation et les programmes d'austérité aux « bénéficiaires » des renflouements qui enfourent de la dette sur de la dette, en augmentant les taux d'intérêt, ne font que l'accélérer ; le coup de pied de l'âne de la débâcle espagnole prochaine verra, après le mouvement de menton, la pirouette, en catastrophe, de Jean-Claude Trichet, comme depuis un an, la panique après le déni.

Il ne sert pourtant à rien, sinon d'empirer le mal, de nier les prochaines « restructurations » car « ce serait trop affreux » ; la « pensée par souhaits » ne mène à rien si l'on n'évalue pas le degré de résistance du contribuable européen et le seuil de l'explosion sociale, comme dans les années 1930, les mêmes causes causant fâcheusement les mêmes effets. Dans l'envol du « *moral hazard* » déplorons la confusion morale et intellectuelle des dirigeants européens : si l'on est esclave des marchés » et des « vilains spéculateurs », pourquoi leur assurer l'impunité aux frais du contribuable sans prendre leurs pertes, le « socialisme du riche » dit plaisamment J. Grant ? Les marchés fonctionnent-ils ou non ? L'on revient à la chanson de Béart ; les dénis et maquillages actuels sont ce que l'on a appelé, en d'autres temps calamiteux, la politique du « chien crevé ou fil de l'eau » et que les Américains appellent : « *kicking the can down the road* » ; la politique de l'autruche.

Français, européens, nous serions comme la majorité du peuple européen prêt aux sacrifices nécessaires à une véritable Europe fédérale, mais les dirigeants actuels justifient, quarante ans après, la remarque de Kissinger incapable de trouver le numéro de téléphone de l'Europe... Les Français ne pourraient pas dire le nom de dirigeants ou de députés européens. L'Europe des cénacles, ignorée par les politiques nationales des États membres pour l'essentiel, dans l'état actuel des choses, serait rejetée par un peu probable référendum européen. De Gaulle l'appellerait le « machin » comme il en usa pour l'Onu, dans les vetos des années 1960 : bureaucrates et chefs d'État au tourniquet ; seule la monnaie est commune.

Culturellement, il y a dix séries télévisées américaines pour une d'un pays membre ; dix acteurs américains viennent chercher leur médaille à notre ministère de la Culture pour un Européen. Y a-t-il un leader charismatique européen ? Les traités de Maastricht et de Lisbonne contiennent tellement de réserves, le rapport Giscard d'Estaing ignoré, que l'on souhaite une Europe de cénacles et de demi-mesures ; qui n'avance pas recule. Le passé et les résultats « inégaux » et sanglants, de Napoléon au moustachu, rendent justement méfiants ; mais la crise fait le larron sans d'autres remèdes. L'Europe a besoin de chirurgiens charismatiques, pas de guérisseurs pusillanimes.

Le Japon, d'après les derniers chiffres, semble entrer en récession dont nul ne sait, si l'on en croit les vingt dernières années, quand ni comment il en sortira. L'incidence de la catastrophe nucléaire est encore mal quantifiée ; le premier trimestre de l'année voit son PNB reculer de 3 % et l'industrie automobile mondiale, Toyota en tête, montre l'incidence sur le « village global » de la troisième puissance économique mondiale : l'ampleur de la dette japonaise, si elle est toute interne (près de 2 années et demie de PNB) ne risque guère de s'atténuer, pesant fortement sur la marche de l'activité à moyen terme. La « décade perdue » fête ses vingt ans !

Le « printemps arabe », dans le bruit et la fureur, doit aussi se décanter sans que l'on sache les bienfaits qu'il en sortira pour le « village global » et l'Occident, bien sûr.

Notre prochain rapport sera consacré à la situation des BRICS, Chine en tête. Vedettes du « village global », leurs problèmes de créanciers-exportateurs des débiteurs occidentaux les rend aussi vulnérables ; leurs débiteurs restent les consommateurs en dernier ressort qui les submergent de dollars : leur donjuanesque débiteur d'outre-Atlantique risque fort de les traiter comme... M. Dimanche ! Ils souffriront autant que leurs débiteurs. Nous ne croyons guère au « découplage » dans la deuxième crise, à moyen terme. Mais à long terme, dit Keynes, « on est tous morts » !

En conclusion, il faut être essentiellement liquide : si l'or est le seul refuge solide dans un portefeuille et les spéculations à la baisse indiquées, tentantes, on peut s'intéresser à la trésorerie dans les pays créditeurs internationaux. Il y a toujours, bien sûr, des situations qui résistent, par la solidité de leurs bilans, aux tempêtes. ●

Dans le numéro de *France Forum*, du 4<sup>e</sup> trimestre 2002, Marc Varangot écrivait : « “Des Reaganomics”, avec leurs sophismes monétaires et fiscaux (“sorcellerie haïtienne”, disait Bush père), à la “nouvelle économie”, les USA sont passés de l'état de premier créateur international à celui de premier débiteur. [...] Il faut, à ce jour, près de 40 milliards de dollars mensuels d'épargne étrangère pour assurer les fins de mois du “modèle débiteur”. [...] »

Ce qui est aussi sans précédent, c'est l'ampleur des bulles financières injustifiées que cet abus de crédit a provoquées, soutenu par l'institution d'une déréglementation financière à sens unique. De la loi calamiteuse, dite Saint-Germain, pour les célèbres caisses d'épargne en débâcle à l'abrogation du Glass-Steagall Act en 1998, les institutions financières américaines ont été à même, par une concentration gigantesque des activités de banques de dépôts et de banques d'investissements et de maisons de courtage, de placer sous la couverture fédérale, à l'abri du contribuable-déposant, leurs opérations les plus aventureuses : d'où l'explosion d'instruments financiers défiant toutes règles de prudence et tout principe d'évaluation. [...]

Les encours des deux sociétés à garantie fédérale, Fanny Mae et Freddy Mac, représentent plus de la moitié du crédit hypothécaire américain : leurs comptes sont opaques, leur contrôle lâche, leurs dirigeants très politiques, leurs encours, bilanciels ou non, se chiffrent en trillions de dollars. [...]

[Ces institutions pratiquent] l'aventurisme qu'inspire la “privatisation des profits et la socialisation des pertes”, ce que les Américains nomment le “*moral hazard*”. »

« Quand l'immobilier s'effondrera, le monde entier tremblera » commentait, en 2002, *France Forum* à propos de l'article de Marc Varangot – à relire entièrement !

# Jean Serisé : « Non, l'homme n'a pas arrêté de penser »

**France Forum (F. F.)** – *Jean Serisé, d'abord une question personnelle. Pourquoi ce livre, pourquoi ce thème ? Vous nous offrez une histoire de l'homme et même de l'« avant homme » et aussi du « futur homme », un investissement intellectuel plus soudain sur ces matières ou d'une certaine manière une forme déguisée de « Mémoires » ?*

**Jean Serisé (J. S.)** – Je n'ai jamais eu le goût des carrières ni du pouvoir. À ma sortie de l'ENA, j'ai décliné l'offre qui m'était faite d'entrer à la direction du Trésor et choisi un obscur bureau de statistique qui ne menait nulle part, avec une idée bien arrêtée – mais que tout esprit sérieux aurait jugée farfelue : mettre en pratique la théorie générale de Keynes, alors pratiquement inconnue dans notre pays.

Nous avons commencé à trois. Mais, « par un prompt renfort » (en réalité, pas si prompt que cela...), notre minuscule équipe est devenue la direction de la prévision, une aventure assez extraordinaire dans l'univers des administrations centrales et plus encore au sein d'un ministère des Finances réputé ennemi du changement.

C'est parce que j'étais l'un des très rares à pratiquer ce qui allait devenir la macroéconomie que deux hommes d'État, Pierre Mendès-France et Valéry Giscard d'Estaing, m'ont successivement demandé de travailler à leur côté. La suite, vous la connaissez.

Mais les douze ou quinze premières années de ma vie professionnelle ont été consacrées à des tâches qui auraient pu (ou auraient dû) être exercées par des chercheurs universitaires.

Avec ce livre, je reviens en quelque sorte à mes premières amours.

**F. F.** – *Vous le développez longuement, l'homme contemporain, grâce aux progrès considérables de nombreuses disciplines scientifiques a acquis une connaissance de son passé et de sa planète. Cette singularité produit-elle in fine un comportement, une culture, une manière de vivre et de penser très différents de ceux des générations passées ?*



**J. S.** – L’homme d’aujourd’hui possède le même système neuronal que celui du XVII<sup>e</sup> siècle et, très probablement, que celui des Grecs du V<sup>e</sup> siècle av. J.-C. En ce sens, il n’a pas changé. L’inné est le même. Mais l’acquis est très différent.

En un siècle, ou à peine un peu plus, l’homme a changé de passé (les paléontologues nous ont fait découvrir un monde inimaginable pour nos ancêtres), de présent (en quelques décennies, le progrès technique a décuplé notre niveau de vie) et d’avenir (les scientifiques annoncent, heureusement à très long terme, la fin de toute vie sur terre et dans le système solaire. D’où le titre de mon livre, *Requiem pour la planète bleue*).

À l’évidence, notre manière de vivre et de penser a évolué, et aussi l’idée que l’homme se fait de sa propre condition. Constatation paradoxale et mélancolique : à mesure que s’accroissent nos connaissances sur la Nature et la « Réalité », nous comprenons de moins en moins le rôle qui nous est dévolu dans l’Univers.

L’homme, nous disent les biologistes, n’est ni une intention ni une fin. La vie est un phénomène improbable, incongru et provisoire. Ce n’est pas ce que pensaient nos aïeux. Ce n’est pas ce que l’on m’enseignait quand j’étais jeune.

J’ajoute que, s’ils nous observent, nos ancêtres – proches ou très lointains – doivent trouver notre morale assez « molle ». Imaginez ce que pourrait dire de nous un prophète hébreu...

Je viens de parler d’inné et d’acquis, une distinction commode et séduisante – mais qu’il va falloir revisiter puisque l’homme commence à modifier ses gènes. C’est une autre ère de l’histoire de l’humanité.

**F. F.** – *Devant cette société d’« hyperconnaissance », quelle est la place du doute ?*

**J. S.** – Le doute a un bel avenir. D’abord dans les sciences dures où, comme chacun sait, la remise en question est la règle. Aujourd’hui même, le physicien comprend qu’il n’aperçoit qu’une petite partie de la « Réalité », la partie inconnue (énergie et matière noires, particules et champs inconnus) l’emportant de loin sur celle qui lui est familière. Mais surtout, le doute demeurera dans toutes les disciplines où l’expérience est impossible ou non probante – c’est-à-dire l’essentiel de ce qui fait la vie en société.

**F. F.** – *Vous êtes très sceptique sur la capacité de l’homme politique à proposer des réponses aux bouleversements de nos sociétés. Est-ce à dire que la démocratie n’est pas la seule fin de l’histoire possible ?*

**J. S.** – J’ai connu les années où l’on pouvait aller de Lisbonne à Vladivostok sans rencontrer de démocratie. Mais surtout cette époque où, un peu partout, d’honnêtes gens pensaient que des régimes autoritaires pouvaient être à la fois plus efficaces et plus justes que les républiques.

L'expérience a montré que non. Ils étaient, à la longue, inefficaces et injustes. Nous n'imaginons plus d'autre régime que la démocratie. Mais laquelle ? Celle du XVIII<sup>e</sup> siècle, en tout point admirable par sa conception adaptée aux conditions de l'époque ? Elle a vécu, pour de nombreuses raisons que je développe dans mon livre.

Nous allons, semble-t-il, vers une démocratie directe, générale et transparente, inimaginable pour nos anciens, qu'ils auraient jugée dangereuse et impraticable.

Nous n'en savons pas beaucoup plus. L'éducation généralisée, la transmission instantanée de l'information, la possibilité offerte à chacun de nous d'intervenir dans le débat public, la facilité avec laquelle chacun sait ce que fait l'autre, tout cela a changé la donne. La nouvelle démocratie sera-t-elle une manière de vivre ensemble plus conviviale ou bien, à l'inverse, le désordre et la délation généralisés ? Le demi-siècle qui vient nous le dira. Nous y entrons en tâtonnant. Mais, dans cinquante ans, les intellectuels de l'époque nous diront pourquoi ce qui va se passer ne pouvait se dérouler autrement.

**F. F.** – *Que proposez-vous en matière d'éducation et de formation des plus jeunes pour répondre à ces mutations si profondes ?*

**J. S.** – Notre cerveau est une boîte noire. Nous ne savons pas encore comment il fonctionne précisément. Nous ne savons donc pas comment mieux utiliser cet outil extraordinaire, peut-être unique dans l'Univers. Comment enseigner, sinon par tradition ou par expériences plus ou moins heureuses ?

Longtemps, on a pensé que l'étude des langues mortes à déclinaisons était propre à développer nos facultés et qu'un enseignement fondé sur l'étude du passé – réel ou imaginaire – pouvait être profitable.

Nos descendants s'amuseront de la manière dont nous transmettons le savoir et cherchons à fortifier notre aptitude à raisonner.

Ce qui me paraît probable, c'est que « l'intellectuel », une catégorie un peu floue et assez récente, est appelé à perdre de sa superbe. Sa supériorité incontestée venait de ce qu'il était censé tout savoir. Mais, d'une part, le savoir s'est parcellisé et, d'autre part, nos contemporains paraissent plus intéressés par le savoir-faire que par l'érudition.

Il risque de se passer pour les « intellectuels » ce qui est arrivé à la noblesse d'épée. Lorsque je ne sais quel Chinois a inventé la poudre, il n'imaginait pas qu'il rendait obsolète le métier de ceux qui, dès l'enfance, apprenaient à manier l'estoc ou la rapière – même s'il a fallu quelques siècles pour qu'ils s'en aperçoivent.

**F. F.** – *L'acte de penser a fait de l'homme le maître de la vie sur terre. Vous dites que, grâce aux neurones extracérébraux, cette domination ne sera pas pérenne et que l'homme deviendra progressivement l'esclave de robots non seulement agissants,*

*mais aussi pensants. C'est un vrai scénario à la Huxley. Cependant, l'homme n'a-t-il pas arrêté de penser depuis bien longtemps ?*

**J. S.** – Non, l'homme n'a pas arrêté de penser. C'est tout le contraire. De là, d'ailleurs, la complexité de nos vies en société. Car chacun de nous a tendance à penser à sa façon.

Tout le monde sait lire et écrire, y compris les femmes – ce qui, historiquement, est tout à fait nouveau. L'éducation s'est généralisée. Imaginez le nombre de cerveaux en friche dans les sociétés d'autrefois, où l'éducation était réservée aux nobles mâles et aux religieux, et où le reste de la population était plus occupé à survivre qu'à réfléchir. L'éducation dispensée aux femmes (vive Eugène Sue !) n'est pas loin de multiplier par deux le nombre de cerveaux utiles.

Le second sujet évoqué par votre question est la robotique et sa place future dans les sociétés humaines. La littérature sur ce sujet est très considérable et ce que j'en dis dans mon livre n'en est qu'un rapide survol.

Ce qui se passe déjà est assez fascinant : par exemple, une immense mémoire collective, Internet, enregistre l'ensemble des connaissances humaines et cette mémoire s'accroît chaque seconde à une vitesse incroyable.

Exactement comme si un cerveau auxiliaire communautaire soulageait de plus en plus l'homme du besoin de mémoire – ce qui laisse place à d'autres activités intellectuelles dans une boîte crânienne limitée dans son volume par les contraintes de l'accouchement.

L'aide à la recherche par ordinateur fait gagner un temps précieux à nos chercheurs et à nos ingénieurs. Mais l'inconnue majeure est ailleurs : on saura bientôt cultiver des neurones. Qu'en faire, sinon des cerveaux auxiliaires ? Pour faire sourire, j'évoque – à la suite de quelques biologistes philosophes – la perspective où ces cerveaux adjacents entreraient en conflit avec le cerveau central.

À lire en effet ces biologistes, on est amené à admettre que le neuronal crée presque inévitablement l'abstrait. Des cerveaux auxiliaires eux aussi abstracteurs de quintessence ? Rabelais doit jubiler.

**F. F.** – *Le temps du philosophe mathématicien est révolu. À l'université, l'un est rangé dans le camp des « sciences dures » et l'autre dans celui des « sciences molles ». L'un passe de découverte en découverte et l'autre peine à éclairer notre temps, le « chaos primordial » cher à Husserl. Et pourtant, on ne peut laisser les médias devenir les seuls maîtres à penser de notre société ?*

**J. S.** – Deux observations. La première est que l'idée du chaos primordial, chère de tout temps aux philosophes, est en contradiction avec ce que les physiciens du XIX<sup>e</sup> siècle ont appelé « entropie », un principe qui implique que l'univers aille constamment vers plus de désordre. Il s'en déduit que ce même univers est de plus

en plus ordonné lorsque l'on remonte le temps et il l'est prodigieusement aux environs du big-bang (une singularité aujourd'hui plus ou moins remise en question). C'est un sujet qui laisse songeurs les physiciens.

Ma seconde observation est que, même s'il n'est pas interdit aux médias de penser, ce n'est pas leur rôle premier. Leur premier rôle est d'informer, de servir d'intermédiaire entre producteurs et consommateurs d'informations. C'est une fonction essentielle et nouvelle qui a transformé nos sociétés.

Vous avez tout à fait raison de dire qu'est révolue l'époque où le philosophe savait aussi les mathématiques de son temps. Aucun mathématicien ne connaît plus l'ensemble des mathématiques. Aucun physicien, l'ensemble de la physique. Le savoir s'est parcellisé. Ce qui rend plus nécessaire que jamais le philosophe généraliste qui donnera du sens à cette mosaïque et reconstituera le puzzle.

**F. F.** – *Vous appelez l'homme, minuscule poussière au milieu de 14 milliards d'années, à plus d'humilité. En quoi cela peut-il consister exactement ?*

**J. S.** – Ce n'est pas moi qui appelle l'homme à plus d'humilité. C'est l'homme lui-même qui la ressent plus fortement en progressant dans la connaissance de la Nature. Depuis longtemps (Pascal l'a merveilleusement exprimé), l'homme mesurait sa petitesse. Mais il a beaucoup rétréci au cours des dernières décennies. Songez que Einstein jeune ignorait l'existence des galaxies. Du temps de Newton, on raisonnait en minutes-lumière. Aujourd'hui, en milliards d'années-lumière. En 1656, l'évêque anglican James Ussher datait la Création de l'année 4004 avant J.-C. – le 2 octobre à 8 heures du soir pour être précis. Notre univers (il en existe sans doute beaucoup d'autres) a 14 milliards d'années – ou une cinquantaine si l'on tient compte de l'expansion.

Nous avons trouvé de très bonnes raisons d'être beaucoup plus humbles que nos ancêtres. Par-dessus tout, nous ressentons de l'humilité, teintée de colère ou de mélancolie, à constater que nous ne savons plus ce que viennent faire la vie et l'homme dans cet univers qui semble dérouler son histoire tout à fait indépendamment de nous. Peut-être pour la première fois, l'homme d'aujourd'hui découvre un monde sans signification pour ce qui le concerne. Il éprouve le sentiment d'y être étranger (Camus). Heureux ceux qui vivaient au Moyen Âge : le monde avait un sens pour eux.

En revanche, il n'est pas interdit de ressentir de l'orgueil (puéril ?) à penser que le cerveau humain – ces deux litres de matière grisâtre peu ragoûtante – est peut-être la merveille du monde. Car il modélise l'univers entier dans son espace et dans sa durée et il croit comprendre les lois de son évolution. Est-il le seul à pouvoir le faire dans cet univers immense ? Peut-être nos descendants auront-ils la réponse à la question.

**F. F.** – *N'est-ce pas dommage que l'ensemble des budgets spatiaux soient revus à la baisse aux États-Unis et en Europe ?*

**J. S.** – Diverses disciplines scientifiques annoncent, à échéance lointaine, la disparition de toute vie sur terre et dans le système solaire. Il faudra nous établir sur une exoplanète accueillante, sachant que nous en serons des squatters provisoires, car toutes les étoiles sont condamnées à s'éteindre tour à tour : *l'Odysée* et *le Vaisseau Fantôme* sont des mythes éternels.

Cette entreprise spatiale requiert des moyens nouveaux inconcevables à partir de nos connaissances actuelles. Si l'homme n'était que raison, il consacrerait tout son temps et toutes ses ressources à cette recherche – le reste de ce qu'il fait n'étant, en regard, que futilité et perte de temps. Heureusement, l'homme n'est pas raisonnable. Surtout, il ne sait pas prévoir l'invention. Il n'est pas vrai qu'elle surgit du pur hasard, mais elle demeure non planifiable.

C'est pourquoi, il n'est pas démontré qu'accroître les budgets spatiaux soit la bonne solution. Les vols spatiaux habités, qui coûtent très cher, ne sont pas inutiles. Ils permettent de perfectionner les techniques. Mais on n'en attend pas de découvertes fondamentales. Celles-ci viendront plus probablement des laboratoires terrestres.

À vrai dire, les scientifiques eux-mêmes, pas plus que les décideurs financiers, ne connaissent la manière optimale d'utiliser les (maigres) ressources terrestres consacrées à la recherche scientifique. Ce qui est certain c'est que, le temps passant – la Terre en est, en gros, à la moitié de sa vie –, la contrainte se fera plus pressante. Les budgets scientifiques devront être accrus. Les scientifiques eux-mêmes devront faire des choix.

J'ajoute qu'il est assez probable que l'espèce humaine n'aura pas à en décider. Du fait de l'évolution naturelle ou plus sûrement du zèle de nos biologistes, elle aura, d'ici là, été remplacée par une espèce plus efficace. Que, dans l'intervalle, le contribuable ait à payer davantage pour participer aux recherches destinées à financer l'apparition d'une espèce plus intelligente que la sienne est une perspective ingrate pour tout homme politique soucieux de sa réélection.

**F. F.** – *Par quel miracle l'homme a-t-il survécu quand tant d'autres espèces ont disparu ? Après tout, il ne s'agit peut-être que d'une question de temps ?*

**J. S.** – On ne sait pas encore ni comment ni pourquoi certaines espèces disparaissent et d'autres non. Les dinosaures ont dominé la terre pendant environ 135 millions d'années, ce qui est remarquable, puis se sont éteints sans que les scientifiques aient encore complètement élucidé les raisons de cette disparition.

L'homme a survécu, mais aussi les araignées, les reptiles, beaucoup d'organismes monocellulaires et sans doute quelques virus. Sans le vouloir et, probablement, sans

s'en apercevoir. Car la pensée – ou celle des espèces dont il est issu – ne s'est développée chez l'homme que lentement. À l'origine, son QI était égal à zéro. Ce qui rend le sort de l'espèce humaine, et en général du vivant, encore plus extraordinaire.

À cet égard, notre humanité traverse une période particulière. Vers les années 1700, de modestes tailleurs de verre ou lunetiers, en assemblant, probablement par hasard, des lentilles de spécificités différentes, ont vu apparaître des images insolites, réelles ou virtuelles. La raison humaine a dû admettre, non sans beaucoup de réticences, que ces images étranges décrivaient des mondes nouveaux, micro ou macroscopiques. Nous vivons encore ce moment de l'humanité.

Les capteurs artificiels ont relayé nos capteurs naturels, comme si l'espèce humaine avait acquis de nouveaux sens. Nos neurones cérébraux sont affairés à traiter ces informations nouvelles, à les modéliser, à leur donner une cohérence et un sens, à reconstituer un autre modèle d'univers, très différent de l'ancien. L'entreprise n'est pas terminée car de nouveaux instruments d'observation plus performants ne cessent d'être mis au point.

Lorsque nos capteurs artificiels ne progresseront plus, qu'aucune information supplémentaire ne nous parviendra plus, notre connaissance de la réalité trouvera ses limites. Nous modéliserons ces informations, car l'homme est particulièrement doué pour cet exercice. Mais, en un sens, ce sera la fin de l'Histoire.

**F. F.** – *Vous vous dites « résigné ». Quel sens donnez-vous à cette résignation qui ne doit pas être assimilée à du pessimisme ?*

**J. S.** – La résignation est ce que philosophies et religions ont apporté de meilleur et de plus sensé à l'homme. Et cela, depuis très longtemps. Lisez les Grecs.

Sur ce point, nous n'avons pas progressé parce qu'il n'y a guère de progrès possible. Et d'ailleurs, je suis convaincu qu'avant la Grèce, avant l'écrit, dès que l'homme a su parler, dès qu'il a pensé, les gènes qui étaient en lui depuis des millions d'années lui ont enseigné la résignation, prise de conscience du vivant devant la mort inévitable.

La résignation d'aujourd'hui sera différente de l'ancienne. Car non seulement l'homme est



**Requiem pour la planète bleue.**  
**Brève histoire de la vie et des hommes**  
Éditions de Fallois – 22 €

mortel, mais aussi très probablement l'espèce et, au-delà de l'espèce, le vivant. La nuance n'est pas négligeable.

Les religions et les philosophies n'assimilent en rien la résignation au pessimisme. C'est tout simplement la reconnaissance par l'homme de son statut. Mais, ajoutent-elles, la résignation n'interdit pas l'espérance. C'est sur ce mot que mon livre se termine. ●

*Propos recueillis par Marc Foucault*



### *Le dictionnaire du sens interdit*

**ÉTOUFFOIR (suite).** Que des centaines de milliers de chrétiens arméniens aient été exterminés dans l'Empire ottoman, il y aura bientôt un siècle, que cette extermination forme l'un de ces gigantesques homicides collectifs qui marquent l'histoire humaine et qui la déshonorent, il n'y a pas là matière à beaucoup discuter. Pour qui en douterait, les archives diplomatiques, les archives allemandes en particulier, suffiraient à lever le doute. Si accoutumé que l'on soit aux paroles et aux images qui racontent les abominations du maléfique à l'œuvre dans l'Histoire, si répétitives qu'en soient les révélations, celles que délivrait le documentaire diffusé sur Arte, en 2011, sur le génocide arménien ajoutaient quelque chose au savoir commun : populations hagardes, épuisées de marches et de maltraitance, affamées, assoiffées, en proie aux sévices de leurs inventifs gardiens, victimes pendues par les pieds, dents et ongles arrachés, mains d'enfants coupées, filles prostituées, violées avec des détails qui ne s'écrivent pas, les témoignages qui sommeillaient dans la profondeur des archives et des filmothèques ont arraché les ossements enfouis dans les fosses communes à l'amnésie. À évoquer ces indicibles horreurs, dont les témoins survivaient encore il y a quelques décennies, se délivrant au fil des conversations des visions qui ne cessaient de les hanter, la plume hésite, s'accusant de céder aux bavardages, aux vanités et aux facilités littéraires, et cependant qu'y a-t-il de plus nécessaire que d'écrire cela qui mérite réellement d'être écrit, si peu opératoires que soient ces sortes de sonneries aux morts. Au moins, dira-t-on, les dispositions

législatives qu'on nous annonce pour protéger la mémoire arménienne éviteront-elles aux descendants des victimes de se faire narguer par les héritiers des bourreaux englués dans le déni du crime ? Non. Ces dispositions, bien au contraire, seront le fumier qui servira d'engrais au négationnisme à venir. À l'échelle des décennies, à plus forte raison à l'échelle des siècles, ces lois ne peuvent que nourrir une immense, une irrésistible suspicion à l'égard de vérités historiques qui auront eu besoin du juge pour s'établir. Quand seront morts tous les témoins, et tous ceux qui auront connu les témoins, quand le vent du désert aura soufflé si fort sur les charniers qu'on ne saura plus où ils se trouvent, quand le temps aura tout égalisé, tout dispersé, et que le souvenir des victimes se sera dissous dans l'air léger de l'oubli, que croyez-vous qu'il restera ? Il restera ce doute, et sur ce doute surgiront les relectures historiques, et c'est le procès des victimes que l'on finira par faire. Les entraves au travail de l'historien qui ne cessent de se multiplier, et que les institutions européennes ont instauré en principe par la décision-cadre du 28 novembre 2008 qui étend le champ du délit aux extrêmes limites de l'inepte, ces entraves ne nous promettent qu'un hiver de la recherche historique. Or, la seule réponse au mensonge, c'est le libre travail de l'historien. Oui, le peuple arménien a été l'objet d'une entreprise d'extermination. Non, la sanction pénale ne protégera pas sa mémoire.

*André LE GALL*

## *A-t-on vraiment besoin de l'euro ?*

C'est la question qu'un journal du soir sérieux n'a pas hésité à poser au moment où la devise européenne était attaquée sur les marchés. À la fin d'un article publié dans ce journal, sous le titre « Les États désunis d'Europe », la conclusion semblait sans appel : « Le pari était que l'intégration politique suivrait forcément, par paliers, les progrès de l'intégration économique. Faux. Les intérêts nationaux ont repris le dessus. »

Devons-nous souscrire à ce jugement ? La réalité est beaucoup plus complexe. L'Union européenne a commencé à transformer les choses. Il y a entre les États qui en sont membres de plus en plus de règles communes au service d'intérêts communs de mieux en mieux identifiés et reconnus. Il reste certes beaucoup à faire pour organiser les solidarités entre les nations qui participent à des institutions communes. Mais le processus d'intégration, inévitablement laborieux, progresse d'année en année. Et les citoyens des États concernés s'y montrent le plus souvent attachés même si, dans certains domaines, il peut entraîner temporairement des conséquences

désagréables.

La puissance des « marchés » issus de la mondialisation appelle des régulations et des contrôles. Ces régulations et ces contrôles sont encore sans nul doute très insuffisants à l'échelle mondiale. On a commencé à les organiser au sein de l'Europe, dans la mesure où celle-ci dispose d'institutions fortes et démocratiques. Encore faut-il qu'existent dans les pays ou les régions qu'elle rassemble la volonté et la capacité d'assumer ces tâches lourdes et difficiles. C'est ici que se situe la principale difficulté.

La solution n'est pas simple. Elle exige à la fois des instruments et une volonté. Les instruments sont ceux de la démocratie et de l'éducation car, s'il est vrai que l'Europe a besoin de démocratie, la démocratie a besoin de citoyens actifs, instruits et bien préparés aux tâches qui les attendent.

La fidélité aux nations qui composent l'Europe et le dépassement des nations. C'est dans un sage équilibre entre ces deux exigences que réside, pour l'essentiel, l'esprit européen.

*Jacques MALLET*

## *Rugby et nationalisme dans le Pacifique*

Les retombées financières et économiques des gigantesques compétitions planétaires, comme la Coupe du monde de rugby qui vient de s'achever en Nouvelle-Zélande ou la Coupe du monde de football qui se déroulera au Brésil en 2014, semblent bénéficier aux fédérations internationales, FIFA et IRB, véritables holdings détentrices de tous les droits d'image, plus qu'aux pays organisateurs eux-mêmes.

Pour autant, lorsque la culture du sport en question est vraiment ancrée dans le pays organisateur, cette discipline peut délaissier un instant ses attributs « professionnels » pour renouer avec sa candeur de sport « amateur » où tout redevient possible, l'issue de la compétition imprévisible, et le comportement des équipes sur le terrain influencer la perception que la population a des pays qu'elles représentent.

Dans « le long pays au nuage blanc », traduction littérale du nom maori (Aotearoa) de la Nouvelle-Zélande, le rugby n'est pas un sport mais une véritable religion. Aimer ce sport est un droit, vénérer l'équipe nationale des All Blacks, un devoir citoyen. Depuis l'annonce attribuant l'organisation de la RWC 2011 à la Nouvelle-Zélande, le pays entier, dirigeants et peuple, s'est mobilisé pour s'approprier l'organisation de cet événement et a accompli un travail remarquable.

La Coupe du monde de rugby est arrivée à point nommé. Ce petit pays de 4 millions

d'âmes au moral d'acier a connu des moments très difficiles au cours des douze derniers mois : l'explosion qui a secoué, l'an dernier, la mine de charbon de Pike River Mine, sur la côte Ouest de l'île du Sud, a été peu médiatisée dans la presse internationale. Pourtant vingt-neuf mineurs sont morts et, à ce jour, les corps n'ont pas été remontés à la surface ; le tremblement de terre de Christchurch a provoqué la mort de cent quatre-vingt-une personnes et occasionné entre 20 et 30 milliards de dollars néo-zélandais (entre 11 et 17 milliards d'euros) de dommages.

L'organisation de la Coupe du monde de rugby a littéralement boosté le moral des Kiwis et le titre de champions du monde enfin décroché par les « *Mighty All Blacks* » (valeur All Blacks) a mis du baume au cœur à toute la population.

Le suspense a duré jusqu'au dernier moment de la finale, les Néo-Zélandais étant conscients du caractère imprévisible du jeu des Bleus et de leur créativité les jours de grand match. Depuis la création de cette compétition, les Néo-Zélandais n'avaient, en effet, remporté le championnat du monde qu'une fois, en 1987, par victoire sur la France. Depuis, non seulement ils n'avaient pas réussi à s'imposer de nouveau dans cette compétition, mais leur progression dans plusieurs de ses éditions avait été régulièrement limitée par les Bleus.

Imprévisibles, les Bleus l'ont été. Un début de compétition poussif, une défaite contre Tonga et pourtant une finale extraordinaire dont tout le monde s'accorde à dire que, certes, les All Blacks méritaient leur titre, compte tenu de leur performance sur la durée du tournoi, mais que les Français méritaient de remporter ce match.

Basé à Auckland, où je suis responsable d'un armement, j'ai l'honneur de présider la section Nouvelle-Zélande des conseillers du commerce extérieur de la France, composée de huit conseillers<sup>1</sup>. Outre les contacts que nous avons avec le comité national basé à Paris et l'ambassade de France à Wellington, nous entretenons des relations avec les sections de nos voisins régionaux (Australie, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Vanuatu). Notre section se réunit tous les deux ou trois mois, en alternance à Auckland et à Wellington.

J'ai donc ressenti particulièrement intensément, à Eden Park, le soir de la finale, la tension des supporters des All Blacks pendant les vingt dernières minutes, la tête entre les mains, priant les dieux du rugby qu'une pénalité ne vienne anéantir leur rêve, mais aussi leur façon d'appréhender tant le sport français que l'action de la France dans le Pacifique-Sud, parfois de manière parallèle.

En mettant de côté un mode de coaching et

des manques de respect de l'équipe pour leur *leader (sic)* qui ont étonné, sur le papier les All Blacks sont supérieurs à toutes les équipes, et aux Bleus par conséquent, dans quasiment tous les registres du jeu au ballon ovale ; il n'en reste pas moins vrai que l'équipe de France a souvent été la bête noire des All Blacks, tout comme la France a parfois été celle d'Aotearoa.

Si l'attentat du *Rainbow Warrior* est une affaire, non pas oubliée, mais malgré tout digérée vingt-six ans plus tard, le pays France suscite chez les Néo-Zélandais une certaine défiance, voire une certaine méfiance, largement causée par ce minable attentat et les opérations de camouflage qui s'ensuivent. La présence française dans la région au travers de nos territoires et pays d'outre-mer, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française et Wallis et Futuna, n'a pas toujours été vue d'un bon œil non plus ; ces pays, qui devraient pourtant naturellement s'ancrer dans la région, n'ont participé que récemment à divers travaux des forums des pays du Pacifique. La mondialisation est le plus souvent évoquée de façon négative en faisant allusion à des normes ou procès industriels ou culturels nés au Nord et appliqués sans grand succès au Sud.

Au cours des vingt dernières années, la conjugaison d'une activité diplomatique intense (sous toutes ses formes, la dernière expression étant probablement la restitution des textes maoris par la ville de Rouen en mai 2011) et l'intégration de citoyens français dont la contribution est appréciée ont contribué à gommer cette méfiance au bénéfice du respect. Peut-être faut-il être craint pour être respecté... Quoi qu'il en soit, le résultat final du dimanche 23 octobre 2011, 8-7 pour les All Blacks, était la meilleure issue diploma-

---

1. Depuis la création de l'Institution des conseillers du commerce extérieur en 1898, les missions des CCEF ont évolué, du fait notamment des compétences croissantes de la Communauté européenne en matière de politique commerciale. Pour autant, elles s'inscrivent dans un principe fondateur : la prise en charge d'acteurs du « secteur privé », dont la nomination, ratifiée par le Premier ministre, est proposée par les services économiques des ambassades en fonction de leurs expériences et qualités individuelles, de missions qui vont aider les « pouvoirs publics » à dynamiser la politique économique et commerciale de la France : accueillir des acteurs économiques, observer les pratiques commerciales au quotidien, alerter les pouvoirs publics, parrainer, voire former, soit assumer une magistrature d'influence.

tique possible. Une fin parfaite en faveur d'un hôte admirable, le petit point d'écart renforçant le prestige de l'adversaire et le sien propre également. Respect mutuel, largement symbolisé par l'avancée en forme de fer de lance de l'équipe de France tout de blanc vêtue, pendant que les hommes en noir effectuaient leur redoutable haka.

De plus, la mondialisation, c'est aussi la revanche des petits contre les grands... La défaite 14-19 de la France face aux îles Tonga, le 1<sup>er</sup> octobre dernier, a été décrite par

de nombreux commentateurs comme le revers le plus sérieux de l'histoire du rugby.

Sur les trente joueurs de l'équipe nationale de Tonga, affectueusement appelée Ikaheka (aigles de mer), neuf joueurs, soit près du tiers de l'effectif, jouent dans des clubs français. Les Aigles de mer ont donc parfaitement exploité la connaissance des forces et des faiblesses de l'adversaire pour vaincre plus forts qu'eux. C'est ainsi le symbole d'une mondialisation qui prend sa revanche.

**Bruno MARCENAC**

## Réflexions sur l'âge, l'homme prothèse

**V**ieillir n'est pas donné à tout le monde. Une mauvaise constitution, un accident peuvent abréger des jours normalement destinés à se prolonger. Mais vieillir est certainement beaucoup plus fréquent aujourd'hui. Au Moyen Âge, entre Charlemagne et Saint Louis, la moyenne d'âge se situait en Europe autour de quarante ans. Certes, il y avait des hommes et des femmes de soixante ou de quatre-vingts ans, des femmes surtout, mais ils étaient beaucoup moins nombreux qu'aujourd'hui. Est-ce à dire que la race était moins robuste ? À la vérité, accidents et maladies étaient plus fréquents et chirurgie et médecine balbutiantes et moins généralement répandues. En outre le vieil homme était crédité d'une réelle sagesse, conviction qui n'est plus guère partagée de nos jours, soucieux de rapidité et d'efficacité.

Donc nous avons l'assurance de devenir plus vieux que nos ancêtres, mais à quel prix ? Certes, nous rencontrons des gens très âgés parfaitement ingambes, ne souffrant d'aucun handicap ni d'affection chronique. Mais la plupart du temps, on n'arrive pas à un certain âge sans inconvénient. La canne fournit une troisième jambe pour assurer l'équilibre devenu instable et la marche peu sûre, surtout

si l'arthrose des genoux a nécessité la mise en place d'une prothèse. Des verres corrigent les défauts de l'œil ou compensent le remplacement du cristallin devenu opaque par la cataracte, aujourd'hui remarquablement opérée. Des prothèses auditives améliorent l'ouïe devenue déficiente. Plus encore que l'affaiblissement de la vision, la surdité est un facteur d'isolement pour les personnes âgées qui les enferment dans la solitude ! Il n'est pas jusqu'au cœur qui ne puisse être stimulé par un pacemaker, une pile électrique *ad hoc*. Ainsi l'homme âgé est bien souvent un homme prothèse, remarquablement équipé, mais dépendant des divers appareils qui compensent les déficiences de l'âge.

Certes, le bain dans la fontaine de jouvence serait bien préférable, mais le mythe ne s'est pas encore transformé en réalité, malgré les offres alléchantes de certaines cliniques helvétiques spécialisées. Aussi constatons que ce rajeunissement par morceaux limite les effets du vieillissement et aide le plus grand nombre à surmonter sans trop de frais les effets de l'âge. L'homme prothèse marque un progrès utile et acceptable pour l'esprit comme pour la société.

*Jean CHÉLINI*

## « Une manifestation antifranaise »

À la fin du mois d'octobre a eu lieu à Rome, pour la première fois depuis la Deuxième Guerre mondiale, une manifestation politique de nature ouvertement antifranaise.

Ce rassemblement devant le palais Farnèse se voulait une réponse au comportement peu diplomatique tenu par le président français le 23 octobre, lors d'une conférence de presse, où il a été à un moment question de Silvio Berlusconi.

Les libertés prises par ce dernier en matière de conduite internationale sont plus que connues en Italie, où l'atteinte portée à sa crédibilité internationale a puissamment contribué à détruire le support dont il a joui jusqu'ici. Son départ ne suffira cependant pas à résoudre le problème. Car ce qui s'est passé lors de cette rencontre de Nicolas Sarkozy et de Angela Merkel avec la presse mondiale a été présenté, par les médias italiens, comme une sorte de légitimation officielle de tous les lieux communs anti-italiens répandus en France. Et c'est ainsi que cela a été perçu par l'opinion publique italienne.

La manif antifranaise qui a fait suite n'a été, bien sûr, qu'un événement mineur dans le contexte de la vie politique italienne, très agitée dans la phase actuelle. Mais il est malheureusement probable que ce malaise franco-

italien continue, et s'aggrave même, dans le tout proche avenir, nonobstant la complémentarité évidente des intérêts des deux sociétés.

Cela ne peut que mettre en difficulté, et risque de réduire au silence, ces Italiens qui, fiers de leur patrie et de son héritage moral, politique et culturel, considèrent en même temps la culture et la tradition civiles et républicaines de la France – dont on peut voir dans *Commentaire* le reflet contemporain – comme une partie essentielle de leur identité personnelle et de leur patrimoine idéal.

Face aux temps difficiles qui se préparent entre la France et l'Italie, il apparaît donc évident qu'il revient désormais à ces Italiens qui refusent – et refuseront toujours – de renoncer à leur côté français, de protéger, par-delà les agissements des représentants des deux États, l'immense terrain commun aux deux nations, ainsi que les liens civils et culturels pluriséculaires qui unissent les deux peuples.

Pour ce faire, ils sont convaincus de pouvoir trouver, chez les Français qui connaissent l'Italie moderne et contemporaine et s'y sentent liés, des partenaires sincères, avec qui entretenir un dialogue sans préjugés et sans tabous sur leur destin commun.

**Giuseppe SACCO**

Rome, le 7 novembre 2011



## *Il y a cinquante ans...*

### *L'Angleterre et le navire en marche*

**L**e 10 octobre 1961 sera-t-il, dans les manuels de nos petits-fils, présenté comme une « date historique », au même titre que le 9 mai 1950 ? Accorderont-ils à la déclaration de M. Heath, ministre chargé des affaires européennes dans le gouvernement de Sa Majesté, la même importance qu'à la déclaration de M. Robert Schuman, prononcée dix ans plus tôt au Quai d'Orsay dans ce même salon de l'Horloge ? Celle-ci est à l'origine du marché commun. Peut-être diront-ils que celle-là a ouvert à la Grande-Bretagne les portes du marché commun. Il est encore trop tôt pour apprécier le bienfondé de telles hypothèses. Les négociations commencent à peine – et se poursuivront tout au long de l'année 1962. Du moins est-il significatif qu'on puisse aujourd'hui poser la question sans tomber dans l'in vraisemblance.

Quelle évolution depuis dix et même deux ans ! En 1950, la Grande-Bretagne n'avait pas cru devoir répondre à l'appel de Robert Schuman. En 1956, elle s'était retirée des négociations engagées au lendemain de Messine, dès qu'elle avait vu jusqu'où les six pays de la CECA étaient prêts à aller ensemble : jusqu'à constituer une union douanière et une union économique, première étape d'une fédération politique. En 1958, elle avait proposé une vaste « zone de libre échange », dans laquelle le marché commun se serait probablement dissous « comme un morceau de sucre dans une tasse de thé ». Après l'échec du comité Maudling, à la fin de 1958, elle avait suscité une association euro-

péenne de libre échange (AELE), rassemblant autour d'elle les pays scandinaves, la Suisse, l'Autriche, le Portugal, avec l'espoir, sans doute, que la pression exercée par les « Sept » amènerait les « Six » à composition.

La voici qui répond enfin à l'invitation lancée quelque dix ans plus tôt. [...]

Que cette décision soit le fruit d'une « volonté européenne » au sens où les six l'entendent depuis 1950, on ne peut encore en être sûr. Mais un fait est certain : les difficultés actuelles, ou prévisibles, de l'économie anglaise – et particulièrement de la livre – conduisent la Grande-Bretagne à participer à la communauté européenne.

Celle-ci peut, à juste titre, s'enorgueillir d'un rythme d'expansion beaucoup plus rapide que le sien, d'une balance des paiements excédentaire et de larges réserves de devises, alors que la Grande-Bretagne connaît à la fois la stagnation et le déficit et éprouve de plus en plus de difficulté à assurer la couverture de la zone sterling sans sacrifier l'expression de son économie à la stabilité – d'ailleurs problématique – de sa monnaie. Ces difficultés ne pourraient que s'aggraver si elle restait à l'écart du marché commun. Au contraire, une adhésion – sans doute précédée immédiatement d'une dévaluation – permettrait de les atténuer, et aiderait beaucoup à les surmonter. Elle stimulerait, en effet, dans l'ensemble, les exportations britanniques. Elle aurait, sur une industrie, atteinte dans bien des secteurs, de « vieillissement structurel », les mêmes effets salutaires que l'entrée en vigueur du marché

commun n'en a exercé depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1959 sur l'industrie française avec les heureux résultats que l'on sait. [...]

Ce n'est pas ici le lieu d'études techniques qui nous conduiraient très loin. Nul besoin d'être un « économiste distingué » pour mesurer l'ampleur de ces difficultés et la complexité de la négociation. [...]

Admettons que les négociations aboutissent à un accord que nous baptiserons d'« équitable », pour nous dispenser d'avoir à le définir plus précisément. Sur quelles perspectives déboucheraient-elles ? Quel avenir ouvriraient-elles à l'Europe ? [...]

On connaît ce mot célèbre à propos d'un ambitieux du siècle précédent : « Il est arrivé, mais dans quel état ! » Il serait fâcheux qu'on puisse dire de la négociation qui commence : « Elle a réussi, mais à quel prix ! »

Entendons-nous bien : il importe que les négociations réussissent. Et il est sans doute inévitable que l'élargissement du marché

commun s'accompagne, en fait – sinon de droit – de profondes transformations. Mais il ne serait de l'intérêt de personne que, pour s'élargir, le marché commun compromette tout ce qui fait de lui une *communauté*, et qui finalement est à l'origine de sa réussite et de son pouvoir d'attraction. L'Occident a besoin d'une Europe cohérente, dynamique, efficace, non moins que d'un Commonwealth uni et prospère.

Efficace, « l'Europe des six » l'a été sans conteste depuis dix ans. Souhaitons qu'à l'avenir, « l'Europe des dix », rassemblée autour du traité de Rome, le soit en tout cas davantage que « l'Europe des quinze<sup>1</sup> » jusqu'à ce jour.

*Jacques MALLET*

France Forum, n° 36, novembre 1961

---

1. Il s'agit des quinze membres du Conseil de l'Europe à cette époque. (NDLR)

# Exposition : *Giacometti et les Étrusques*

« Chaque artiste voit la réalité à travers les œuvres du passé. » Ainsi s'exprime Alberto Giacometti. Depuis sa jeunesse auprès de son père, puis à Paris dans son atelier, il n'a cessé de « copier pour mieux voir, pour mieux comprendre », pour savoir comment d'autres artistes ont répondu à la question de la représentation et de la réalité. Alors, il a regardé et s'est inspiré de l'art européen, africain, océanien, égyptien, sumérien, de l'art des Cyclades ou de peintres contemporains.

Le propos de la Pinacothèque est de montrer qu'il a été aussi très frappé par la sculpture étrusque, lors de l'exposition sur les Étrusques, en 1955, au Louvre et au cours d'un voyage en Toscane où il découvre *L'Ombre du soir*, pour la première fois aujourd'hui sortie du musée de Volterra. Ce qui l'a intéressé, ce sont les formes étirées, longilignes des figures d'offrants, mais plus encore l'interrogation de ces petites sculptures primitives sur la fragilité de l'homme. La question surgit : y a-t-il similitude esthétique et métaphysique ?

En fait, Giacometti ne s'est pas exprimé sur le sujet mais le rapprochement pourrait apparaître au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, après ses années de référence au primitivisme, à l'archaïsme, comme le démontrent ses œuvres proches du cubisme ou du surréalisme. En effet, vers 1946-1948, il rejoint l'existentialisme à la suite de sa rencontre avec Jean-Paul

Sartre et Simone de Beauvoir, et sculpte jusqu'à sa mort, en 1966, soit une femme debout immobile (ici, placée à côté de *L'Ombre* qui est un jeune homme tout en longueur aux traits fins), soit un homme marchant pour signifier le mystère de l'existence. « *L'homme qui marche* est ensemble présence et misère, vanité d'exister et merveille de marcher », selon Yves Bonnefoy. De même, *Les trois hommes qui marchent* créent un espace imaginaire délimité, ou illimité, et prennent l'aspect d'une apparition de trois ombres qui ne pourront jamais se rencontrer. C'est bien là le problème de la solitude, de l'incommunicabilité des êtres. Les Hommes et les Femmes de Giacometti, à la surface âpre et accidentée, sont proches et lointains. Sartre évoquait chez Giacometti l'idée de « distance absolue », l'idée du rayonnement de l'être et du néant à la fois.

Il n'est pas sûr que les représentations étrusques sur des sarcophages ou cippes funéraires, hommes ou femmes qui apparaissent réels, presque encore vivants, soient si proches des êtres intemporels de Giacometti. Mais ce propos interroge, interpelle, et c'est bien là son intérêt.

*Françoise COLIN-BERTIN*

À la Pinacothèque de Paris jusqu'au 8 janvier 2012

# *L'Exercice de l'État* de Pierre Schoeller

Ce film est tout à fait déconcertant. D'entrée, le spectateur est plongé dans un songe érotique : dans un salon à lambris, une femme nue se jette dans la gueule d'un crocodile en présence d'huissiers masqués et immobiles. Mauvais rêve au réveil brutal : en pleine nuit, le rêveur (qui n'est autre que le ministre des Transports) est informé d'un épouvantable accident de car scolaire dans les Ardennes. Il doit s'y rendre sur le champ. Se met alors en marche toute la machine qui organise et accompagne le déplacement ministériel : chacun à son poste, tout le cabinet s'ébranle. Sous la neige, en pleine forêt, on arrive dans une morgue improvisée alors que les secours recherchent encore des corps au milieu des cris des survivants. Cette tension ne quittera le spectateur qu'à la fin du film.

C'est donc l'histoire d'un ministre des Transports (Olivier Gourmet) et de l'exercice de ses fonctions. Idéaliste – tout comme son « dir' cab' » joué par Michel Blanc, excellent – et apparemment novice, il ressent l'isolement des hommes de pouvoir et l'incompréhension de ses concitoyens. Le ministre semble souvent dépassé : par ses collègues (dans la courses aux arbitrages), par le sens de l'histoire surtout. Il assiste à la montée en puissance du secteur privé qui attire de plus en plus de hauts fonctionnaires et qui pèse lourdement sur les réformes que le pouvoir décide dans l'urgence. L'enjeu politique, dans *L'Exercice de l'État*, est un projet de privatisation des gares (conçédées

à Vinci). Le héros s'y oppose bruyamment avant de s'y résoudre : les caisses sont vides, l'Élysée a tranché.

Notre homme devient toujours plus cynique, à son corps défendant, et c'est la fascination du pouvoir qui le fait tenir (« nous allons faire de grandes choses »). Un remaniement inattendu lui évitera de se désavouer publiquement, la réforme sera menée par un autre, lui part à la Solidarité. Mais le prix à payer sera l'éviction de son directeur de cabinet et ami de vingt ans : au lieu de l'humiliation publique, l'humiliation intime.

Pierre Schoeller nous montre sans maladresse comment le pouvoir déforme ceux qui le tiennent (ou tentent de l'attraper ?). *L'Exercice de l'État* met le spectateur constamment mal à l'aise. La tension est constante, on voit le héros se tordre dans tous les sens au gré d'une véritable course-poursuite avec sa propre mission, et le sent prêt à craquer à tout moment : physiquement et moralement. Ce film est captivant, loin d'un banal reportage sur les coulisses du pouvoir. Quand l'angoisse de l'action retombe enfin, reste l'angoisse soulevée par les questions que pose le drame : qu'advierait-il si l'État échappait à ses serviteurs ?

**Jean-Marie BORDRY**

*En salle depuis le 26 octobre 2011,  
avec Olivier Gourmet et Michel Blanc*

## Notes de lecture...

### *Mainstream. Enquête sur cette culture qui plaît à tout le monde* de Frédéric Martel

Frédéric Martel, journaliste, chercheur, professeur à HEC, nous emmène dans une enquête passionnante, à la première personne du singulier sur les cinq continents et pendant cinq ans, sur la culture mainstream, cette « culture qui plaît à tout le monde ».

Loin de toute posture et de tout prosélytisme politique, l'auteur donne à comprendre objectivement comment la seconde moitié du xx<sup>e</sup> siècle a donné naissance au *soft power* culturel. Cette communication latente d'un système politico-économique et de ses valeurs dans les différentes nations du monde au travers de sa production créative et de ses médias s'est émancipée sous la guerre froide et n'en finit plus aujourd'hui de s'étendre en même temps que tombent les frontières et leurs cultures nationales sous les coups de boutoir de la culture anglo-saxonne. Ce n'est un secret pour personne, les États-Unis sont pour l'instant les leaders de cette guerre d'influence, et Martel de souligner que l'Europe qui avait paradoxalement adopté une conception traditionnellement élitiste de la culture est aujourd'hui nourrie des productions *mainstream* et justement dans l'incapacité de faire le contrepoids. L'Europe, grande perdante de cette compétition qui ne dit pas son nom, aura fort à faire pour continuer à jouer un rôle culturel et, par là même, car les enjeux sont proches, à s'affirmer internationalement comme un ensemble politique et économique singulier, reconnu et donc influent.

L'auteur ne tombe pourtant pas dans un pessimisme convenu, et se propose même de redonner sa vigueur à cette culture européenne malmenée – et pour cause puisque prise en tenaille entre le

*mainstream* et les cultures locales faisant preuve d'autant d'âpreté à se tirer du col qu'elles se savent menacées. Cette tâche de rénovation culturelle est ambitieuse, trop diront certains qui ne veulent ni ne se sentent le pouvoir d'arrêter la diffusion massive des contenus homogènes, mais on ne peut s'empêcher de la considérer comme capitale : dans le maniement des grands ensembles culturels que décrit Martel, il y a une convergence évidente avec la représentation que Claude Lévi-Strauss a pu faire des relations inter-civilisationnelles, et des conclusions qu'il a tirées du messianisme et de ses impasses.

Dans une approche dépassionnée – il faut le souligner car le thème prêtait facilement le flanc à tous les excès –, Frédéric Martel nous invite à réfléchir en pratique, en tant que citoyen et consommateur (mais ces fonctions sont-elles encore véritablement dissociables aujourd'hui ?), sur le devenir de notre patrimoine culturel européen et sur les défis qui l'attendent à l'heure où s'adonnent maintenant au *Mainstream* les puissances de demain avec nos concurrents d'aujourd'hui.

**Arthur BERTIN**

Flammarion, 2010 – 22,50 €

---

### *Éthique du refus. Une geste politique* de Christian Savés

Avec ce nouvel essai, Christian Savés, spécialiste de l'histoire des idées et de la pensée politique, ancien collaborateur de notre revue, s'aventure cette fois-ci sur un registre un peu plus philosophique et historique... même si la

dimension politique n'est, bien sûr, jamais absente de sa réflexion (comme en témoigne d'ailleurs le sous-titre du livre). Il s'intéresse au refus en tant qu'acteur de l'Histoire et même « moteur de l'Histoire ». Le refus est une attitude, une posture qui peut tout changer et qui, effectivement, a souvent changé le cours des choses. L'originalité de cet essai vient de la vision qu'il développe du refus : positive et enthousiasmante, jamais réductrice et mesquine. Probablement Christian Savés partage-t-il la vision du sociologue allemand Georg Simmel qui voyait dans le conflit (et le refus est producteur de conflit) une forme positive de socialisation permettant d'inventer un nouvel équilibre social. Aussi n'est-on pas surpris lorsqu'il écrit que le refus est le propre de l'homme, au sens où il est son signe distinctif. Il est en tout cas ce qui peut le grandir, lui permettre d'exister : je refuse, donc je suis...

La lecture de ce livre, stimulante, montre bien que le refus tient d'une énergie spirituelle que l'homme peut investir dans une cause honorable pour en faire le combat de sa vie et donner du sens à cette dernière. En d'autres termes, il exprime l'humanité profonde de l'homme, sa capacité à s'émouvoir et à réagir. Mais, authentique insurrection de la conscience, il offre aussi un parfait condensé de volonté, de courage et d'abnégation. Avec la vénérable figure de Socrate, le refus se fait plus intransigent. Il s'érige en exigence morale, travaillé qu'il est par un *daimôn* très socratique. Le démon de Socrate incarne en effet une dimension très symbolique du refus, magnifiée par sa mort librement consentie : le refus de transiger, de faire des concessions politiques au détriment du Juste et du Vrai, ces deux idéaux chers à son âme. Ce serait là la plus impar-

donnable des trahisons. Or, trahir, c'est déchoir... et le philosophe ne doit point déchoir. Ne pas céder, ne pas rendre les armes : il faut pour un temps savoir résister, de tout son corps, de toute son âme aux applaudissements imbéciles comme aux huées fanatiques. Derrière le refus socratique, il y a aussi une leçon de courage. Le refus, c'est la vie... et tant qu'il y a de la vie, il y a de l'espoir. Si vivre, ce n'est pas vivre à n'importe quel prix, refuser de vivre dans certaines conditions, ce n'est pas mourir mais au contraire accepter de vivre dans l'exigence, c'est ressusciter ou renaître à soi-même... autre manière d'affirmer que la vie l'emporte toujours, au final, qu'elle parvient à faire respecter ses droits, par-delà la mort. Ainsi que le suggère l'auteur, en conclusion, invoquant les mânes de l'écrivain Stefan Zweig, rien n'est plus nuisible aux hommes que le défaut de résistance. Le monde dans lequel nous vivons à présent en apporte, chaque jour un peu plus, de bien cruelles illustrations...

Il convient d'ajouter que le livre est rédigé dans un style clair et concis, accessible à chacun. Sa lecture ne devrait par conséquent rebuter personne, d'autant que l'essai est construit autour de brefs chapitres dont l'assemblage (en deux parties d'égale longueur) donne au final un résultat très bien rythmé et ne dépassant pas les 160 pages.

Une lecture revigorante et optimiste, donc salutaire, en cette période de morosité ambiante...

**Arnaud BRILLAUD**

L'Harmattan, « Questions contemporaines », 2011 – 15,50 €

## *Le Secret de l'enclos du temple* de Jean d'Aillon

Le jury du Grand Prix littéraire de Provence réuni dans le cadre de l'Association culturelle de Ventabren, que je préside, a décidé d'attribuer l'édition 2011 du Grand Prix au romancier Jean d'Aillon. Cet écrivain aixois, issu de la grande fonction publique, est à la tête d'une œuvre déjà considérable d'une vingtaine de romans historiques qui ont tous connu le succès. Ne pouvant les énumérer un à un, retenons par exemple *Nostradamus et le dragon de Raphaël*, *Marius Granet et le trésor comtal*, *Le Duc d'Otrante et les compagnons du soleil*.

À l'aise dans toutes les périodes, Jean d'Aillon, pseudonyme de Jean-Louis Roos, campe ses intrigues dans des scénarii proches de l'histoire officielle, ce qui donne à l'ensemble une tonalité de vraisemblance agréable au lecteur et appréciée du professionnel. L'intrigue coule de source dans une langue sans recherche, mais élégante et fluide. Ces livres se lisent avec plaisir, car Jean

d'Aillon n'hésite pas à expliquer en note une situation ou une expression difficile, sans pédanterie, sans que le récit soit ralenti ou en souffre. L'œuvre ainsi reste abordable pour tout lecteur, mais le public cultivé la goûtera particulièrement, car il y trouvera des références à sa propre culture scolaire ou universitaire.

*Le Secret de l'enclos du temple*, paru le dernier, l'un des plus copieux, se situe au temps de la Fronde. Le comte de Bussy fait une découverte étonnante. Dans la maison de l'enclos du Temple, il trouve un message chiffré écrit par le dernier grand maître des Templiers. Il le confie pour le déchiffrer à son ami Louis Fronsac, réputé pour son habileté à résoudre les énigmes. Dans le même temps, les émeutes se multiplient alors contre Mazarin qui chercherait à s'approprier le trésor du Temple en profitant des troubles et du désordre qui règnent dans la capitale ! Un récit haletant qui tient le lecteur en suspens.

**Jean CHÉLINI**

Flammarion, 2011 – 22 €



Vous pouvez **commander les anciens numéros de France Forum** en nous indiquant sur papier libre les numéros souhaités. Chaque numéro est à 10 euros (+ frais de port : **pour la France** : 2,40 € un numéro, 3,25 € deux numéros, 5,50 € trois numéros ; **pour l'étranger** : 4,10 € un numéro, 6,10 € deux numéros, 12,60 € trois numéros).

## **France Forum n°41 mars 2011**

### **L'EURO : AVIS DE TEMPÊTE !**

#### **Histoire et évolution de l'Europe**

par Albert Kalaydjian

#### **Comment éviter la fin de l'euro ?**

par Christian Saint-Étienne

#### **L'euro peut-il survivre ?**

par Yves-Marie Laulan

#### **L'Europe après l'euro ?**

d'après Markus Kerber

#### **Union des paiements ou patrie européenne ?**

par Bernd Posselt

#### **Chine et Japon au chevet de l'euro**

par Claude Meyer

#### **Sur l'épaule des géants**

par Giuseppe Sacco

#### **Crises étroitement liées**

par Philippe Marchat

#### **Pourquoi la dette ?**

par Georges Dumas

#### **Où en est l'Europe ?**

par Jean-Pierre Prévost

#### **C'est un petit euro**

par Albert Kalaydjian

#### **L'euro est-il trop fort ? Le cas de l'Amérique latine**

par Philippe Boncenne

#### **Souvenirs pour demain**

par Jacques Mallet

### **DOSSIERS ET ÉTUDES**

#### **Étrange défaite, divine surprise**

par Jean-Pierre Prévost

### **MOTS ET HUMEURS**

#### **Le dictionnaire du sens interdit**

par André Le Gall

#### **Courrier des lecteurs** par Paul Collowald

### **IL Y A CINQUANTE ANS**

#### **Opinion publique, opinion française**

par Jean-Pierre Prévost

### **CULTURE ET SOCIÉTÉ**

#### ***Au service des tsars, la garde impériale russe,*** **exposition au musée de l'Armée**

par Albert Kalaydjian

#### ***Le Discours d'un roi*** de Tom Hooper

par Jean-Marie Bordry

#### ***Franz-Xaver Messerschmidt (1736-1783),***

#### **exposition au musée du Louvre**

par Jean-Marie Bordry

### **NOTES DE LECTURE**

#### ***The Go-Between. A Novel of the Kennedy Years*** de F. Turner

par Charles Delamare

#### ***Rémy Montagne, un démocrate-chrétien dans le siècle*** de M.-J. Guillaume

par Jean-Pierre Prévost

#### ***Mémoires de T. Blair***

par Michel Perrodon

#### ***Écris, Charlotte !*** de D. Kœchlin de Bizemont

par Charles Delamare

#### ***Alexandre I<sup>er</sup>, le tsar qui vainquit Napoléon*** **de M.-P. Rey**

par Albert Kalaydjian

#### ***Le Retrait de l'État*** de S. Strange

par Charles Delamare

## **France Forum n°42 juin 2011**

### **LA RÉVOLUTION ARABE**

**Quelques siècles d'empire arabe, quelques siècles d'empire ottoman.**

#### **Quel siècle après 2011 ?**

par Pierre Moussa

« **Partout les mêmes revendications ; liberté et dignité** », entrevue avec **Dominique Baudis**

par Françoise Colin-Bertin

#### **La Libye, l'Europe et Schengen**

par Jean-Pierre Gouzy

« **Pour une Communauté méditerranéenne** »,

entrevue avec **Jean-Louis Guigou**

par Françoise Colin-Bertin

#### **La révolution arabe : un nouveau 1848 ?**

par Albert Kalaydjian

### **La liberté guide nos pas...**

par Henry Laurens

### **L'aviation frappe en Libye**

par Jean Fleury

« **Le printemps arabe était imprévisible** »,

### **entrevue avec Rachid Boudjedra**

par Jean-Pierre Prévost

### **Les révolutions arabes et l'environnement**

#### **géostratégique d'Israël**

par Claude Goasguen

### **Le chemin de Damas**

par Charles Dasville

### **Heurs et malheurs au Liban**

par Albert Kalaydjian

### **Liban : l'oasis modèle**

par Jean-Marie Daillet

### **DOSSIERS ET ÉTUDES**

#### **Réflexions sur le désastre japonais**

par Yves-Marie Laulan

#### **La troisième révolution industrielle (suite)**

par Charles Delamare

### **MOTS ET HUMEURS**

#### **Le dictionnaire du sens interdit**

par André Le Gall

#### **Bon anniversaire !**

par Jacques Mallet

#### **Courrier des lecteurs**

### **IL Y A CINQUANTE ANS**

#### **Le grand jeu**

par Étienne Borne

### **CULTURE ET SOCIÉTÉ**

#### **Propos d'Europe 10 – des artistes belges,**

#### **exposition à la fondation Hippocrène**

par Anne Laborde

#### **Minuit à Paris de Woody Allen**

par Jean-Marie Bordry

#### **Miró sculpteur, exposition au musée Maillol**

par Françoise Colin-Bertin

#### **Van Dongen, fauve, anarchiste et mondain,**

#### **exposition au Musée d'art moderne**

#### **de la ville de Paris**

par Jean-Marie Bordry

### **NOTES DE LECTURE**

#### **Le Bourbier afghan. Comment en sortir ? de**

#### **Jean Fleury**

par Anne Laborde

#### **Les 25 empires du désert de Pierre Moussa**

par Charles Delamare

#### **Hôtel Saint-Georges de Rachid Boudjedra**

par Jean-Pierre Prévost

#### **Un petit coin de paradis de Alain Minc**

par Jacques Mallet

#### **Indignez-vous ! de Stéphane Hessel**

par Charles Delamare

#### **Les Derniers Jours de François Mitterrand**

de Christophe Barbier

par Albert Kalaydjian

#### **Les Centristes, de Mirabeau à Bayrou de**

**Jean-Pierre Rioux**

par Jean-Pierre Prévost

#### **Lettres d'un diplomate en Chine au début**

#### **du XX<sup>e</sup> siècle de Philippe Marchat**

par Charles Delamare

## **France Forum n°43**

### **septembre 2011**

#### **LE MONDE ARABE : NOUVEL ACTEUR DE LA MONDIALISATION ?**

#### **Présentation du colloque**

par Yves Pozzo di Borgo, sénateur de Paris

#### **Première table ronde : enjeux géopolitiques**

par François Gouyette, Edmond Jouve, Xavier Raufer, Saïd Zulficar, Bertrand Badie (intervention non publiée)

#### **Deuxième table ronde : enjeux économiques**

par Moncef Cheikh-Rouhou, Doaa Abdel-Motaal, Anouar Hassoune, Jean-Pierre Filiu

#### **Troisième table ronde : enjeux de société**

par Mohammed El Oifi, Khaled Al Khamissi, Kebir-Mustapha Ammi, Souhayr Belhassen

#### **Quatrième table ronde : enjeux d'intégration**

par Joseph Bahout, Jean-Marie Cavada, Catherine Morin-Desailly, Abderrahim Atmoun, Bariza Khiari

#### **Conclusion du colloque**

par Lakhdar Brahimi

### **DOSSIERS ET ÉTUDES**

#### **Les mutations du marché énergétique mondial**

par Nicolas Sarkis

#### **Otto de Habsbourg : un souverain, un européen**

par Charles Delamare

### **MOTS ET HUMEURS**

#### **Le dictionnaire du sens interdit**

par André Le Gall

### **IL Y A CINQUANTE ANS**

#### **Le drame algérien : sept ans bientôt**

par Jean Lacouture

## **France Forum (nouvelle série), numéros parus depuis 2000**

- N° 43 – Le monde arabe : nouvel acteur de la mondialisation ?**  
(septembre 2011)
- N° 42 – La révolution arabe**  
(juin 2011)
- N° 41 – L'euro : avis de tempête !**  
(mars 2011)
- N° 40 – Vers la civilisation mondiale...**  
(décembre 2010)
- N° 39 – L'Afrique en marche**  
(septembre/octobre 2010)
- N° 38 – L'évaporation des citoyens**  
(juin/juillet 2010)
- N° 37 – Notre Russie**  
(mars 2010)
- N° 36 – La nouvelle crise sociale**  
(décembre 2009)
- N° 35 – Face à la crise, une nouvelle économie politique (colloque : 2<sup>e</sup> partie)**  
(septembre 2009)
- N° 34 – Face à la crise, une nouvelle économie politique (colloque : 1<sup>re</sup> partie)**  
(juin 2009)
- N° 33 – Face à la crise**  
(mars 2009)
- N° 32 – Les médias : beaucoup de bruit pour rien**  
(décembre 2008)
- N° 31 – Les nourritures terrestres**  
(septembre 2008)
- N° 30 – Le sourd craquement d'un monde**  
(juin 2008)
- N° 29 – La dernière présidence**  
(mars 2008)
- N° 28 – Crise et tremblement**  
(décembre 2007)
- N° 27 – Le temps des contre-pouvoirs**  
(septembre 2007)
- N° 26 – La France : un coup de jeune**  
(juin 2007)
- N° 25 – Donner la parole au peuple**  
(mars 2007)
- N° 24 – L'immigration, fruit de la mondialisation**  
(décembre 2006)
- N° 23 – Un nouvel équilibre du monde**  
(septembre 2006)
- N° 22 – Le chaos institutionnel : en sortir !**  
(juin 2006)
- N° 21 – Devant nous le déluge !**  
(mars 2006)
- N° 20 – Recherche et enseignement supérieur : un mauvais état**  
(décembre 2005)
- N° 19 – Après le référendum : une autre Europe, une autre France**  
(septembre 2005)
- N° 18 – Oui à l'Europe**  
(mai/juin 2005)
- N° 17 – L'avenir des femmes**  
(mars 2005)
- N° 16 – La fin du social ?**  
(décembre 2004)
- N° 15 – Nouvelle Europe, nouvelle société**  
(septembre 2004)
- N° 14 – La démocratie chrétienne, une révolution**  
(juin 2004)
- N° 13 – La laïcité autrement**  
(mars 2004)
- N° 12 – L'environnement pour vivre**  
(décembre 2003)
- N° 11 – Les réformes à cloche-pied**  
(Septembre 2003)
- N° 10 – Y a-t-il une culture européenne ?**  
(Juin 2003)
- N° 9 – La modification**  
(mars 2003)
- N° 8 – Du bon usage des crises**  
(décembre 2002)
- N° 6/7 – La réforme**  
(juin/septembre 2002)
- N° 5 – Crises et renouveau**  
(mars 2002)
- N° 4 – La sécurité, un combat**  
(décembre 2001)
- N° 3 – La révolution de l'euro**  
(septembre 2001)
- N° 2 – Religion et démocratie**  
(juin 2001)
- N° 1 – Le XXI<sup>e</sup> siècle a commencé...**  
(mars 2001)

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

**- 4 numéros par an -**

**À retourner avec votre règlement à : France Forum  
7, rue Saint-Dominique - 75007 Paris**

Je m'abonne

J'offre un abonnement à :

Nom (Mme, M.) .....

Prénom .....

Adresse .....

France ➡ 40 €  
➡ 48 € (soutien)  
Étudiant ➡ 25 €  
Étranger ➡ 44 €

(TVA : 2,10 %)

# Les auteurs

**Arthur Bertin**, *étudiant*

**Jean-Marie Bordry**, *étudiant*

**Nicolas Bouzou**, *directeur-fondateur d'Asterès, membre du Conseil d'analyse de la société auprès du Premier ministre*

**Arnaud Brillaud**, *ancien élève de l'Ena, haut fonctionnaire*

**Paul Camous**, *ancien préfet de région*

**Jean Chélini**, *universitaire, président du conseil scientifique de l'Institut de droit et d'histoire religieux d'Aix-en-Provence*

**Françoise Colin-Bertin**, *membre du comité de rédaction de France Forum*

**Charles Delamare**, *rédacteur en chef de France Forum*

**Hakim El Karoui**, *banquier d'affaires, spécialiste des marchés émergents*

**Emmanuel Faber**, *vice-président de Danone*

**Xavier Fontanet**, *président d'Essilor international*

**Marc Foucault**, *inspecteur général de l'administration de l'Éducation nationale et de la Recherche*

**Anne-Marie Idrac**, *ex-secrétaire d'État au Commerce extérieur*

**Yves-Marie Laulan**, *président de l'Institut géopolitique des populations*

**Robert Leblanc**, *président-directeur général d'AON France et président des Entrepreneurs et Dirigeants chrétiens*

**André Le Gall**, *écrivain*

**Jacques Mallet**, *ancien député européen*

**Bruno Marcenac**, *managing director à Sofrana Unilines (Nouvelle-Zélande), conseiller du commerce extérieur de la France*

**Jean-Pierre Prévost**, *politologue*

**Christian Prieur**, *ancien directeur de la Caisse nationale d'assurance maladie*

**Henri de Raincourt**, *ministre chargé de la Coopération*

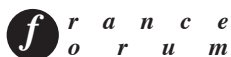
**Gilles de Robien**, *ancien ministre, ambassadeur, délégué du gouvernement français au conseil d'administration du Bureau international du travail*

**Giuseppe Sacco**, *professeur émérite à l'université de Rome*

**Jean Sérisé**, *ancien directeur de la prévision au ministère des Finances*

**Marc Varangot**, *économiste, ancien directeur chez J. P. Morgan-Private Banking*

**Benôit Vermander**, *jésuite, directeur académique de l'institut Matteo Ricci de Taïpei et professeur à la faculté de philosophie de l'université Fudan, Shanghai*



Directeur de la publication : **Charles Delamare** — Gérant : **Catherine Bruno** — Comité de rédaction : **Jean Chélini, Jean-Marie Daillet, Charles Delamare, Albert Kalaydjian, Anne Laborde-Medeville, Jacques Mallet, Jean-Pierre Prévost, Raoul Delamare, Françoise Colin-Bertin, Marc Foucault** — Secrétaire de rédaction : **Élisabeth Cazeaux** — Maquette : **Jean Plonka** — Rédaction : 7, rue Saint-Dominique 75007 Paris — Téléphone : 01 80 96 45 42 — E-mail : france.forum@free.fr — Commission paritaire : 0113 P 86488 — Impression : Roto Presse Numéris - 36-40, bd Robert-Schuman, 93190 Livry-Gargan.

## LE MONDIALISME : UN HUMANISME

- Le refus de la mondialisation** par Charles Delamare  
**L'Europe dans un monde désoccidentalisé** par Hakim El Karoui  
**La voie étroite d'une mondialisation coopérative** par Anne-Marie Idrac  
**La sphère publique en concurrence** par Xavier Fontanet  
**Répondre au chagrin des classes moyennes** par Nicolas Bouzou  
**Cannes 2011 : des avancées sociales**  
**placent l'homme au cœur du G20** par Gilles de Robien  
**De la fracture sociale à la fracture générationnelle** par Emmanuel Faber  
**Le destin du social en France** par Robert Leblanc  
**Une protection sociale pour tous** par Marc Foucault  
**Les dépenses de santé : qui va payer ?** par Christian Prieur  
**Le G20 propose...** par Henri de Raincourt  
**Demain, la nouvelle société européenne et marchande** par Paul Camous  
**Habemus Papam ?** par Jean-Pierre Prévost  
**La globalisation, la Chine et l'avenir du système mondial** par Benoît Vermander

## DOSSIERS ET ÉTUDES

- Sortir de l'euro : et après ?** par Yves-Marie Laulan  
**L'Europe fédérale, seul recours pour sauver l'euro** par Marc Varangot  
**« Non, l'homme n'a pas arrêté de penser », entrevue avec Jean Sérisé**

*Sommaire détaillé page 1*